

Washington et la révolution khmeineiste

Il est encore difficile de dire quelles seront, sur le plan intérieur américain, les conséquences ultimes de ce qu'il est convenu d'appeler le scandale de l'irangate. Chaque jour ou presque apporte son lot de révélations permettant d'approcher d'un peu plus près la vérité. Mais le feuilleton devrait durer encore de longs mois.

Poussés dans les cordes depuis des années par le président Reagan, les démocrates ont enfin pris leur revanche. Il n'est pas sûr pourtant qu'ils veuillent la mort du pêcheur. Cela n'est pas nécessaire. Politiquement, c'est déjà fait. Car si M. Reagan se retire, vu son âge, avec un stupéfiant dynamisme de ses interventions chirurgicales à répétition, sa présidence, elle, aura bien du mal à se remettre de l'opération iranocanagayenne.

Sur le plan diplomatique, en revanche, tout n'est pas aussi négatif. Cette affaire a déjà eu et ne manquera pas d'avoir des effets qui, à terme, pourraient modifier considérablement les données politico-stratégiques au Proche et au Moyen-Orient.

Traugé par la chute du chah, un de leurs plus fidèles alliés, en 1979 et la prise en otage de leurs diplomates à Téhéran, les États-Unis n'ont eu pendant longtemps d'autre politique à l'égard de l'Iran que de contenir l'élan, à leurs yeux maoïstes, de la révolution khmeineiste. Washington a soutenu indirectement l'Irak dans sa guerre contre le régime islamique, dans la conviction qu'une victoire des chiites iraniens ébranlerait toute la structure d'intérêts dans le golfe Persique.

Appliquant à cette région du monde la théorie des dominos utilisés naguère en Asie du Sud-Est, les Américains voyaient déjà les hordes khmeineistes envahir le Koweït et l'Arabie saoudite, une autre république islamique s'établir au Liban, le régime jordanien aux abois, la perspective finale de ce scénario catastrophe étant la destruction d'Israël.

Des signes de plus en plus nombreux - « l'irangate » est le plus évident d'entre eux - indiquent que les États-Unis ont actuellement une vision plus réaliste des choses. Le moindre des paradoxes n'est pas que les Israéliens ont fortement contribué à cette évolution dont les prémices remontent au milieu de 1985, à un moment où, précisément - ce n'est pas un hasard - des émissaires de Washington s'engageaient dans des opérations secrètes de livraisons d'armes à Téhéran.

Les sytollais ne sont plus aujourd'hui des parias pour Washington. Et, pour Téhéran, le « Grand Satan » a perdu de son pouvoir magique.

Il est certes prématuré d'envager pour demain une grande réconciliation américano-iranienne. Mais les jalons sont posés pour que les relations d'hostilité entre les deux pays laissent place à des sentiments plus neutres. Votre, un jour, de nouveau à un « soutien » des États-Unis à un pays qui ne peut oublier la longue frontière qu'il partage avec l'Union soviétique et l'Afghanistan.

(Lire nos informations page 3.)

Le réaménagement du SME et les conflits sociaux

Les Douze tentent de régler la crise monétaire

Les ministres des finances des Douze devaient se réunir le dimanche 11 janvier à Bruxelles pour tenter de résoudre la crise monétaire par réaménagement du système monétaire européen. M. Balladur, placé le dos au mur par ses déclarations antérieures - « Le franc ne sera pas dévalué », - veut arracher une réévaluation unilatérale du mark à son collègue allemand, M. Stollenberg, embarrassé par la proximité des élections législatives - le 25 janvier - dans son pays. La RFA était sans doute soucieuse d'obtenir des compensations, pour ses agriculteurs notamment. L'affrontement risquait d'être sévère.

« Le comité monétaire de la CEE, regroupant des hauts fonctionnaires des douze États membres chargés des questions monétaires, se réunira samedi à Bruxelles pour discuter de la situation créée par l'instabilité monétaire ». Ce communiqué du vendredi 9 janvier à 18 h 30 signifiait que les ministres des finances des Douze étudieraient le dimanche un réaménagement des parités au sein du système monétaire européen (SME).

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 13
et nos informations page 15.)



La révolte des frustrés de l'électricité

Paris-sur-grève

Toute la rue est là. Le fromager, qui a baissé radeau, le boulanger, qui perd « 5 000 francs par jour minimum » et qui est venu déverser sur la moquette ses 600 kilos de pâte à pain gâchée. Le garçon de café, qui coupe la parole à tout le monde pour proclamer son attachement à « la liberté du travail », et le patron asiatique du bazar du coin, qui observe le happening avec des yeux presque ronds.

La rue des Martyrs n'en revient pas d'être à l'avant-garde de la grande révolte de Paris-sur-grève, du peuple outragé des forçats de la marche, des condamnés à la pénombre et des damnés du thermomètre. La rue des Martyrs, dans le bon vieux neuvième arrondissement, a investi l'Agence commerciale EDF de l'avenue Trudaine toute proche. Depuis

jeudi midi, les commerçants occupent sans interruption les locaux. Et, vendredi soir, ils organisent des tours de garde de trois heures en trois heures, pour « tenir » tout le week-end.

En quelques heures, la rue des Martyrs est devenue le cœur d'un mouvement social d'un type nouveau : une révolte des frustrés de l'électricité. Innovation consacrée par la présence d'une équipe de télévision américaine qui filme avec gourmandise une pancarte : « Pour faire du pain, il faut du courant » et par de très doctes sociologues qui, dès vendredi soir - lors de l'émission « Découvertes » sur Europe 1 notamment, - débattaient déjà du phénomène.

Cette révolte est partie de la base, des zéros et des fournis, des états et des comptoirs, comme les

La direction d'EDF fait un geste sur les salaires

La direction d'EDF a proposé aux syndicats une modification de l'accord salarial en remplaçant la prime exceptionnelle de 0,4 % de la masse des rémunérations par une augmentation de même ordre à valoir à partir de janvier 1986. Ce geste correspond à une augmentation de l'ordre de 400 francs pour le salaire moyen d'un agent de l'entreprise.

Cette mesure ne met pas en cause les recommandations gouvernementales pour 1987, mais contredit celles qui avaient été faites pour 1986 par l'équipe de M. Chirac.

FO, la CGC et la CFTC devraient signer l'accord salarial à EDF, mais celui-ci ne sera valable que si la CFDT signe. La CGT, elle, a déjà refusé.

À la SNCF, la tendance à la reprise du travail se confirme. Samedi 10 janvier, 25 dépôts sur 94 avaient voté la fin de la grève, et, dans la plupart des 49 dépôts qui avaient reconduit le mouvement, l'effritement était très net.

À la RATP, la situation restait bloquée samedi.

(Lire nos informations
pages 12 et 16.)

La rentrée de M. Goukouni Ouéddei

Le chef des rebelles tchadiens qui luttent aux côtés des troupes gouvernementales contre les Libyens a demandé à tous les bellégérants de déposer les armes.

PAGE 3

Pénurie de sang

Les centres de transfusion parisiens affectés par les grèves et la peur du SIDA.

PAGE 16

Avions-radars pour la défense

Paris va entamer des négociations avec Boeing pour l'achat de trois AWACS E-3A.

PAGE 6

M. Jaruzelski à Rome

Le général polonais devrait être reçu par Jean-Paul II.

PAGE 4

Tension à l'AFP

La mission de sauvetage que veut mener M. Jean Miot, directeur du Figaro, déclenche un tollé dans la rédaction.

PAGE 6

Le Monde RÉGIONS

La France riche
et la France pauvre

Page 8

Le sommaire complet
se trouve page 16

Justice trop lente, police corrompue

Le lynchage, « sport » brésilien

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

« Quel est le sport brésilien à la mode ? », demande la Folha de São Paulo. « Le lynchage », répond le journal. Il ne se passe pas de semaine, en effet, sans que des citoyens, connus généralement pour leur pacifisme, fassent « justice » de leurs propres mains. Le plus souvent, ils passent aux actes parce qu'ils trouvent que la justice officielle n'est pas assez rapide ni assez sévère. Le scénario est toujours le même : un crime crapuleux est commis. Ses auteurs sont arrêtés. Avant que la police n'ait le temps de réagir, la foule « indignée », « en colère », « exaltée » les assassine.

Itabuna est une petite ville de la région du cacao dans l'État de Bahia. Une petite ville « tranquille », comme on dit, où il ne se passe jamais rien. Il y a quelques jours, un chauffeur de taxi y est

assassiné. La police se met en piste et localise vite le criminel, un délinquant de droit commun, qu'elle retrouve dans la voiture de sa victime dont il porte au poignet la montre tachée de sang.

Le lendemain, mardi 6 janvier, un inspecteur et deux policiers amènent le prisonnier sur la petite route de terre où il a commis son crime. Ils procèdent à la reconstitution des faits. Arrive une foule d'environ deux cents personnes mobilisée par des chauffeurs de taxi de la région. Les policiers tentent de les apaiser. En vain. La foule arrache le criminel à ses gardiens et le tue à coups de pied, de jourdain et de pierres. Plus tard, elle empêchera qu'il ne soit enterré en envahissant le cimetière et en jetant de l'essence sur son cadavre pour le brûler.

À Ipiava, dans la même région, même scène à la fin de décembre. Cinq bandits sont en prison, après avoir blessé un chauffeur de taxi qu'ils voulaient voler. « Il faut

punir les coupables », disent les habitants. Une soixantaine d'entre eux s'arment de marteaux et de revolvers, envahissent le commissariat local, brisent les cadenas qui ferment les cellules, s'emparent des cinq individus, les traitent dans la cour et les lynchent. Ils les achèvent ensuite à coups de feu. On retrouvera l'une des victimes avec un tournevis planté dans l'oreille.

À Ouricuri, dans le Pernambuco, c'est dans le style du Ku Klux Klan qu'opèrent les lynchteurs. Le visage masqué par des bas nylon, armés de fusils et de revolvers, ils surgissent un jour de la semaine dernière dans la prison où deux détenus sont accusés d'avoir violé et tué une jeune fille de dix-huit ans. Après avoir maîtrisé les gardiens, ils saisissent les deux hommes et les emmènent dans un camion.

CHARLES VANHECKE.
(Lire la suite page 3.)

Le Monde L'ÉDUCATION

DEUX DOSSIERS

UNIVERSITÉ : LE SÉISME

ENFANTS : L'APRÈS-DIVORCE

NUMÉRO DE JANVIER 1987

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Dates

Il y a quarante ans

L'échec de Staline en Iran

RENDEZ-VOUS

Dimanche 11 janvier. — Buenos-Aires : visite de Jean-Bernard Raimond en Argentine (jusqu'au 12).
Lundi 12 janvier. — Paris : arrivée en visite officielle du roi Hussein de Jordanie.
Rome : visite du général Jaruzelski (jusqu'au 14).
Le Caire : visite du premier ministre espagnol M. Felipe Gonzalez (jusqu'au 15).
Mardi 13 janvier. — Londres : visite du ministre espagnol des affaires étrangères M. Fernando Ordonez.
Jeudi 15 janvier. — Genève : négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les armes nucléaires et spatiales (NST).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75007 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs de Le Monde »,
Société anonyme
des lecteurs de Le Monde,
Le Monde-Entreprises,
M.M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bonnier-Méry, fondateurs.

Administrateur général :
Bernard Werth

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Coordinateur en chef :
Claude Salas

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Impression :
Le Monde
7, rue de Valenciennes
PARIS 75007

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0393-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tape LEMONDE

ABONNEMENTS

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 290 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1 - BELGIUM/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 980 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter

tous les autres propos en capitales

d'impression.

Le Monde USPS 765-610 is published daily,

except Sundays for \$ 4.00 per year by Le

Monde c/o Speedpost, 45-45 39 th

Street, L.L.C., N.Y. 11104. Second class

postage paid at New-York, N.Y.

postmaster : send address changes to Le

Monde c/o Speedpost, U.S.A. P.R.C.

45-45 39 th Street, L.L.C., N.Y. 11104.

Le Monde

PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Dans les tout derniers jours de l'année 1946 s'est terminée la sécession de la grande province turcophone d'Azerbaïdjan, dont la rébellion face au pouvoir central de Téhéran avait fait, en une année, plusieurs milliers de morts.

QUAND, le 25 août 1941 à l'aube, les troupes soviétiques et anglaises pénétrèrent sur le sol iranien pour « se montrer effrayées face à la menace nazie » et « prendre des mesures unilatérales et militaires... ne devant aucunement porter atteinte à la souveraineté du pays », il devenait clair qu'en envahissant le nord du pays, Staline comptait bien s'y installer de façon quasiment permanente, lui qui rêvait de faire de la Caspienne, une mer intérieure russe. Les cinq mille hommes de l'armée rouge arrivant du Caucase et du Turkestan se répandirent en trois colonnes, l'une visant plus particulièrement Tabriz et la frontière turque, la seconde s'installant dans les ports du Guilan et du Mazandéran, la troisième, enfin, ayant pour mission d'occuper le Khorasan jusqu'à la frontière afghane.

Pendant cinq jours, l'aviation russe bombardait Tabriz, Ghazvine, Rachit, Bandar-Pahlavi et Machad. Le 30, le nouveau président du conseil, Foroughi, ordonna aux troupes iraniennes de déposer les armes et de coopérer avec les Alliés dans leur lutte contre l'Axe, qui avait toujours fasciné Reza Chah Pahlavi. Le 16 septembre, le roi abdiqua en faveur de son fils et partit en exil. Treize gouvernements allaient se succéder jusqu'à la chute du III^e Reich. Un traité tripartite anglo-russo-iranien fut instauré en janvier 1942, respectant « solidement et individuellement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Iran » (art. 1) et s'engageant à « évacuer le territoire iranien au plus tard six mois après la suspension des hostilités » (art. 5). Les Trois Grands, qui se réunirent à Téhéran fin 1943, « partageaient le désir du gouvernement iranien de voir maintenues son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale... ».

En fait, tout commença vingt-quatre heures après la capitulation du Japon par une manœuvre habile de Moscou. Jaffar Pichevari (qui s'était rendu célèbre sous le pseudonyme de Soltanzadeh, puis de Badkoubet, stik après la révolution de 1917, en tentant de lancer une insurrection communiste en Iran à partir de Bakou) fonda en Azerbaïdjan un nouveau « parti démocratique », non qui pouvait éveiller chez les esprits non prévenus le souvenir prestigieux des démocrates de 1906, qui avaient enigé une Constitution pour la Perse des rois Kadjars. En réalité, l'ancien Parti communiste iranien (fondé par Pichevari en URSS, après la victoire définitive de Lénine) se camouflait derrière ce nouveau groupe politique. Les nouveaux démocrates réclamaient l'autonomie de leur province, un statut plus favorable pour la langue turque, parlée par la majorité des habitants de l'Azerbaïdjan, et une représentation plus importante au Parlement de Téhéran.

Le Tondéh fusionna immédiatement avec ce parti, et le mouvement séparatiste kurde lui apporta son soutien. Dès lors, tout se détériora très vite ; on signala la présence de troupes russes à Rachit, Ghazvine et même Karadj, à 40 kilomètres de la capitale. Ni la nomination d'un nouveau président du conseil (Hakimi) ni l'envoi d'un nouveau gouverneur (Bayat), ni l'arrivée de trois mille soldats américains dans la capitale, encore moins le maintien de l'ordre musclé du général Dérahkhan, commandant la division du nord-ouest, ne purent éviter le pire : le 19 novembre, les communications étaient totalement coupées avec Téhéran, et avant la fin de l'année, l'armée iranienne avait déposé les armes dans tout l'Azerbaïdjan. Plusieurs rencontres Pichevari-Bayat tournèrent court, et le 12 décembre, un Parlement local était inauguré et un gouvernement autonome formé. Pichevari en prenait la tête, les autres postes importants étant confiés à des hommes sûrs, tels Salamollah Djavid, disciple zélé de Moscou, qui prenait en main la police secrète,

ou Danichian, nommé commandant en chef de la nouvelle « armée du peuple ». Le 22, Radio-Bakou proclamait que « l'Azerbaïdjan devait constituer une République autonome dans le cadre de l'Iran » et que « le gouvernement local recommandait le gouvernement central et appliquerait ses lois à condition qu'elles ne s'opposent pas à celles promulguées par le Parlement local... ».

Les conditions de Moscou

Débordé de toutes parts, harcelé par un Madjlis de plus en plus turbulent, pris à partie par la gauche et le centre nationaliste, le chef du gouvernement présenta sa démission le 28 décembre ; elle fut refusée. Le député de Téhéran, Mohammad Mossadegh, demanda à Hakimi de charger le délégué iranien aux Nations unies

suggéré que le gouvernement iranien invite l'armée soviétique à « rester sur ses positions actuelles ».

La mission iranienne regagna Téhéran le 10. Désormais, l'opinion publique était divisée en deux groupes : ceux qui estimaient que les pourparlers de Moscou devaient être considérés comme positifs et ceux, comme Mossadegh, qui voyaient dans le communiqué final une véritable malice des Russes sur le pays. Londres et Washington étaient également inquiets et menacèrent à nouveau de porter l'affaire iranienne devant le Conseil de sécurité si Téhéran ne le faisait pas lui-même. Le 18 mars, une note de protestation iranienne était remise au secrétaire général Trygve Lie et six jours plus tard, la seconde session du Conseil de sécurité s'ouvrit à Washington. Au nom de l'Iran, l'ambassadeur Hossein Ala fut chargé de défendre les intérêts de son pays. Le 26, le

Suisse. Quelques semaines plus tard, il constitua un gouvernement de Front populaire comprenant trois ministres du Tondéh (Yazdi, Keshavarz, Eskandari). Restaient désormais face à face Ghavam et Pichevari. Les deux hommes s'étaient rencontrés une première fois à Téhéran le 28 avril (en présence de Sadchikov), puis tous les jours jusqu'au 13 mai sans que personne ne cédât un pouce (entre-temps, les troupes gouvernementales attaquaient victorieusement les Kurdes, alliés des démocrates, à Mahabad). Le 14, Pichevari regagna sa capitale.

Toutefois, une décision du conseil des ministres du 28 mai allait être la première étape d'un rapprochement entre Ghavam et les dissidents : le partage des biens domaniaux sur l'ensemble du territoire iranien, que Téhéran n'avait jamais voulu accepter jusqu'à. Cette première concession allait faciliter le règlement du conflit. Le 11 juin, une délégation gouvernementale présidée par Mozaffar Firooz, directeur de la propagande, se rendait à Tabriz, où elle signait toute une série d'accords prévoyant entre autres que le gouverneur général de l'Azerbaïdjan serait choisi par Tabriz et qu'une commission mixte étudierait la question de l'armée. Les « fédérés » (volontaires) ne seraient pas désarmés, mais réintégrés dans les forces de gendarmerie. Enfin, une commission mixte déterminerait les dommages causés aux propriétaires spoliés des terres qui avaient été partagées entre les paysans de la province.

Ces accords eurent le mérite de calmer les esprits, mais la trêve fut de courte durée, d'autant que les volontaires kurdes, eux aussi en rébellion contre Téhéran, et soutenus par les Russes, poursuivaient leur agitation aux confins du lac de Rezdeh, limite de l'Azerbaïdjan.

Interrompues par l'accord du 13 juin, les conversations irano-azerbaïdjanaises reprirent le 19 août dans la capitale. On y parla de nominations de hauts fonctionnaires, de participation des démocrates au cabinet et des futures législatives. Les discussions furent difficiles et frôlèrent souvent la rupture. Le 1^{er} septembre, Pichevari menaça de proclamer l'indépendance totale de sa province. Ghavam tergiversa, remania son gouvernement, se sépara de ses ministres tondéh, nomma Firooz ambassadeur à Moscou et fixa les élections au 7 décembre. Dès lors, le président du conseil eut toute la gauche contre lui. Le 30 octobre, le Tondéh, les démocrates d'Azerbaïdjan et de Kurdistan, le Djangal du Guilan, les socialistes et trois groupuscules de gauche annonçèrent leur fusion « pour lutter jusqu'au bout contre toute ingérence dans les élections ». Dès cet instant, l'allure des événements s'accéléra. De la grève, on passa aux accrochages, puis aux exécs en tous genres et aux attentats. Tour à tour, dans les deux provinces caucasiennes (Mazandéran et Guilan), le sang coula, les raids et les attentats se succédèrent, tandis que l'armée régulière avançait. Pichevari, se sentant pris de vitesse, devint de plus en plus provocant et refusa une dernière main tendue par le gouverneur de Tabriz.

Le 10 décembre, Ghavam ordonna l'assaut final : en une semaine, tout fut réglé : tour à tour, Mianeh, Miandoab, Maragheb et Rezdeh tombèrent. Le 13, le désordre le plus complet régnait dans la capitale provinciale où l'état de siège fut proclamé par les autorités locales. Incendies, pillages, assassinats, règlements de comptes, attentats et exécutions sommaires se succédèrent. Il n'en fallut pas plus pour faire fuir les dirigeants locaux et les milices démocrates. Alors que Pichevari et quelques partisans réussissaient à passer en URSS, leurs alliés kurdes se replièrent vers le Sud, puis se rendaient aux troupes gouvernementales. En quelques jours, cinq mille fédérés furent désarmés. Après Tabriz, ce fut au tour d'Ardébil, Astara, Marand, Djofa, Khoy et l'ultime bastion de Mahabad de tomber. A la fin décembre, le territoire tout entier avait réintégré le giron de la mère patrie au prix de milliers de morts.

FREDOUNE SAHERJAM.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

JEAN POPEREN

animé par
Alexandre BALOUD

avec André PASSERON
et Jean-Louis ANDREANI (Le Monde)
Gilles LECLERC
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

en direct sur

RTL

من الأمل

CONFLIT TCHADIEN : au cours d'une brève conférence de presse à Tripoli

M. Goukouni Oueddei invite tous les belligérants à « déposer les armes »

Dans une brève conférence de presse à Tripoli, devant cinq journalistes étrangers, dont l'envoyé spécial de l'AFP, M. Goukouni Oueddei a demandé, le vendredi 9 janvier, à tous les belligérants au Tchad de déposer les armes.

La « rentrée politique » de M. Goukouni Oueddei est surprenante à plus d'un titre. L'ancien président du GUNT et chef des Forces armées populaires (FAP), qui affrontent aujourd'hui les troupes libyennes dans le nord du Tchad, était, en effet, en résidence surveillée, dans la capitale libyenne, depuis plus de trois mois. Le 30 octobre, il avait été blessé par balles par des soldats libyens et placé dans un hôpital militaire. Son directeur de cabinet, M. Kallan Ahmet, qui réside à Paris, avait récemment indiqué que le colonel Kadhaïf avait fait installer un poste émetteur à l'hôpital pour que le chef des FAP demande à ses troupes de cesser leur « rébellion » contre les forces libyennes. Celui-ci, selon M. Kallan, avait refusé.

Vendredi, M. Goukouni Oueddei a demandé aux belligérants « de déposer les armes et d'accorder la priorité au dialogue en vue de résoudre le conflit et d'assurer la paix, la stabilité et l'indépendance du Tchad ». Se présentant comme le « chef légitime du Tchad », il a invité les diverses composantes de l'opposition au régime de N'Djaména à se retrouver à Bardai (siège officiel du GUNT, dans le Tibesti), pour « mettre un terme à leurs querelles intestines ».

Celui dont le colonel Kadhaïf a récemment déclaré qu'il le considérait « comme un libyen », parce que « Toubous et Libyens sont un même peuple », a déclaré en outre : « Malgré les incidents malheureux, je demeure, dans le cadre du respect de mon identité et de mes convic-

tions profondes forgées pendant près de vingt ans de lutte révolutionnaire, un véritable ami du « guide » de la révolution, le frère Mouammar Kadhaïf, et je suis convaincu qu'il usera de son influence pour aider les frères tchadiens de tous les horizons à résoudre leur conflit ».

La « conférence de presse » du chef des FAP s'est déroulée dans une villa d'un quartier résidentiel de Tripoli. Trois hauts fonctionnaires libyens entouraient M. Goukouni Oueddei, qui souhaitait au début de sa rencontre avec la presse, s'en tenir à la lecture d'une brève déclaration. En costume bleu, cravate rayée, recouvert d'une tunique blanche, M. Goukouni Oueddei semblait à l'aise, selon l'envoyé spécial de l'AFP, mais n'a pas voulu répondre à une question sur son état de santé, se bornant à indiquer qu'il avait souffert « rompre le silence absolu » pour « prouver qu'il était physiquement et moralement bien et démontrer tout ce qui a été dit à ce propos ».

Malgré cette affirmation, le caractère « spontané » des déclarations apparaît fortement sujet à caution. M. Goukouni Oueddei semble d'ailleurs assez peu sûr de sa situation, puisqu'il déclare qu'il ne pense pas être obligé de quitter la Libye, et qu'il n'a pas « été maintenu par la force dans ce pays s'il décidait de partir ».

M. Goukouni Oueddei, qui invite les « forces extérieures (la France et les Etats-Unis) à demeurer à l'écart du problème tchadien », désavoue, d'une part, le chef d'état-major de l'Armée de libération nationale (ANL, ex-branche armée du GUNT), M. Adoum Yacoub, estimant que celui-ci n'avait pas qualité pour décider du ralliement des FAP aux forces gouvernementales tchadiennes. Les autorités de N'Djaména ont en effet annoncé jeudi l'intégration progressive des FAP au

sein des FANT, ce qui, sous réserve de confirmation, constituerait une victoire politique importante pour le président Hissène Habré.

La « prestation » de M. Goukouni Oueddei doit, de toute façon, être replacée dans le contexte récent des affrontements au sein de l'opposition tchadienne. M. Goukouni Oueddei a été « remplacé » à la tête du GUNT, le 18 novembre dernier, par M. Achelikh Ibn Omar, chef du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), dont les partisans (moins d'un million d'hommes) ont maintenu leur alliance avec Tripoli. Depuis longtemps, le colonel Kadhaïf s'appuie alternativement sur M. Goukouni Oueddei et M. Achelikh Ibn Omar. Le ralliement des FAP au régime du président Habré a porté un coup sévère à la position de Tripoli, dans la mesure où l'opposition tchadienne n'avait plus beaucoup de consistance. Nul doute que le chef de la Jamahiriya libyenne cherche aujourd'hui à ressourcir, même artificiellement, l'« unité » du GUNT. Il reste que le ralliement de M. Goukouni Oueddei — qui, le 17 octobre dernier, se disait « prisonnier » du colonel Kadhaïf — au président Habré n'emportait pas plus la conviction. Fils du Dérdei du Tibesti (chef spirituel des Toubous), M. Goukouni Oueddei n'est pas, a priori, prêt à se placer sous la houlette de M. Hissène Habré, son ancien lieutenant. Le colonel Kadhaïf, qui a reçu vendredi M. Achelikh Ibn Omar, n'ignore pas, d'autre part, que celui-ci, un « Arabe » de la région d'Adi, n'a jamais la même représentativité, pour les populations toubous, que M. Goukouni Oueddei.

Dans le nord du Tchad, les combats se sont poursuivis jeudi dans la région de Bardai. N'Djaména affirmant que les forces gouvernementales tchadiennes (il n'est plus question aujourd'hui, dans les déclarations des autorités tcha-

diennes, du combat des FAP) ont repoussé les « troupes d'agression libyennes ». Alors que les livraisons de matériels militaires français et américains se poursuivent, une mission militaire française se rend ce week-end dans la capitale tchadienne. Cette mission est conduite par le général Jean Saulnier, chef d'état-major des armées, qui est accompagné du général Robert Gastaldi, chef de la mission militaire de coopération au ministère de la coopération. Depuis la victoire des FANT à Fada, la situation militaire s'est sensiblement modifiée, et la France souhaite, à la fois, évaluer les besoins tchadiens, la nature des matériels qui ont été utilisés par la garnison libyenne de Fada, et apprécier dans quelle mesure le dispositif français Epervier doit être modifié et renforcé. Enfin, on indique à Paris, de bonne source, que les communications de victoire de N'Djaména, depuis quelques jours, posent un problème de crédibilité (l'importance des raids aériens libyens dont fait état N'Djaména est considérée comme exagérée), et qu'il est nécessaire de « mettre les choses au point » à ce sujet avec le président Hissène Habré.

L. Z.

Alger demande à la France de privilégier le dialogue dans le conflit tchadien. — M. Taleb Ibrahim, ministre algérien des affaires étrangères, qui a été reçu, vendredi 8 janvier, par M. Mitterrand, a déclaré que son pays était prêt à jouer un rôle pour que le dialogue s'instaure entre Tchéadiens, Libyens et Français, indiquant notamment : « Devant l'escalade actuelle, l'Algérie a exprimé son souhait à ses amis français de voir privilégier le dialogue plutôt que la confrontation. Et à nos frères libyens, nous avons exprimé notre souhait de les voir accepter une solution africaine à ce conflit ».

La nouvelle offensive Kerbala 5

Les Irakiens tentent d'isoler les forces iraniennes qui ont traversé le Chatt-el-Arab au sud de Bassorah

Plus de vingt heures après le lancement de l'offensive irakienne Kerbala 5 sur une bande de 20 kilomètres au sud du territoire irakien, les combats se poursuivaient encore, le vendredi 9 janvier, sur un terrain marécageux, où les troupes iraniennes ont progressé de 6 à 7 kilomètres, estiment les observateurs à Bagdad, en fonction d'informations en provenance du front.

La tactique irakienne consiste, selon ces mêmes observateurs, à isoler les forces iraniennes qui avaient pris pied sur la rive occidentale du Chatt-el-Arab à une vingtaine de kilomètres au sud de Bassorah.

C'est ce qui explique l'intervention massive de l'aviation pour « empêcher l'arrivée de renforts à ces troupes », ajoutent-ils. Les hélicoptères irakiens ont effectué ainsi une centaine de missions vendredi, visant, selon le communiqué quotidien irakien, des concentrations de troupes adverses. Les chasseurs irakiens ont, pour leur part, effectué 222 missions de combat dans ce secteur, détruisant 310 véhicules et 155 embarcations iraniennes. Un

seul appareil a été abattu, selon Bagdad.

L'attaque irakienne a été menée sur sept axes différents, et son objectif serait le contrôle de la ville de Bassorah, soumise depuis jeudi soir à un pilonnage intensif de l'artillerie irakienne, qui a fait, selon un bilan irakien, 16 tufs civils.

D'autre part, 58 civils auraient été tués et 100 autres blessés, vendredi matin, lors d'un bombardement de l'aviation irakienne, sur la ville de Soussangard dans la province de Khouzestan (sud-ouest de l'Irak). Selon l'agence d'information irakienne, la plupart des victimes de ce « raid inhumain » sur des quartiers résidentiels d'une ville à grande densité de population sont des femmes et des enfants.

A Washington, le département de la défense n'a pas commenté ces derniers combats, mais a précisé qu'une offensive comparable dans la même région le 24 décembre (Kerbala 4) avait fait dans le camp irakien environ 25 000 victimes, dont 15 000 morts, soit au moins le triple des pertes irakiennes. — (AFP, AP.)

LIBAN

L'aéroport de Beyrouth bombardé pour la seconde fois en quarante-huit heures

L'aéroport international de Beyrouth a été de nouveau bombardé le vendredi 9 janvier et a dû être fermé pour la deuxième fois en l'espace de deux jours. Quatorze bombes ont touché la piste en l'espace de vingt minutes. Sans toutefois faire de victimes. Les tirs ont commencé cinq minutes après l'atterrissage d'un Boeing-707 des Middle East Airlines arrivant de Laraca. Les cent vingt-six passagers et membres d'équipage ont pu quitter l'avion sans incident. Selon la radio officielle de Beyrouth, les obus ont été tirés de « l'est », référence apparente au secteur chrétien de Beyrouth.

Ce nouvel incident a relancé la controverse entre musulmans et chrétiens, ces derniers réclamant l'ouverture d'un nouvel aéroport dans leur réduit au nord de Beyrouth. Les Forces libanaises ont démenti toute responsabilité dans le bombardement de l'aéroport, affirmant qu'elles souhaitent « ouvrir un nouvel aéroport, et non pas détruire celui qui existe déjà ». Les dirigeants chrétiens demandent, depuis un certain temps, qu'une bande d'autoroute abandonnée au

nord de Beyrouth soit transformée en second aéroport. La « piste », longue de 3 kilomètres et large de 60 mètres, a été baptisée « Aéroport Halat » et abrite déjà trois chasseurs Hawker vieillissants de la petite armée de l'air libanaise. Les dirigeants musulmans, pour leur part, s'opposent à l'ouverture d'un nouvel aéroport qui, à leurs yeux, ne constituerait qu'une étape de plus vers une partition du pays.

An Liban sud, deux personnes ont été tuées et six blessées lors d'un raid mené par quatre bombardiers israéliens sur des positions occupées par plusieurs organisations palestiniennes à l'est de Salda. Les objectifs visés étaient à proximité du village stratégique de Maghrouche, divisé entre les Palestiniens et le mouvement chiite Amal, et sur une colline qui surplombe le camp de réfugiés palestiniens d'Aïn-Heloué, aux portes du chef-lieu du Liban sud. Ce raid israélien constitue la troisième intervention directe de l'armée de l'air israélienne sur le théâtre de la « guerre des camps », qui oppose depuis cent ans les miliciens d'Amal et les Palestiniens. — (AFP, AP, Reuter.)

Dans une lettre adressée à sa femme

M. Marcel Fontaine appelle le gouvernement français à satisfaire les exigences de ses ravisseurs

Beyrouth (AFP). — M. Marcel Fontaine, un des otages français au Liban, a adressé le vendredi 9 janvier une lettre dans laquelle il appelle le gouvernement français à satisfaire les exigences de ses ravisseurs.

Dans un texte parvenu à l'AFP à Beyrouth-Ouest, M. Fontaine, âgé de quarante-deux ans, consul adjoint à l'ambassade de France à Beyrouth, détenu depuis le 22 mars 1985 par l'organisation du Jihad islamique, demande « pourquoi le gouvernement utilise des subterfuges quand il connaît parfaitement les conditions des ravisseurs ».

M. Fontaine demande également pourquoi le gouvernement français « continue à armer l'Irak », ajoutant : « Il faut que la France même une politique plus indépendante, plus mesurée, équilibrée et moins partisane, et qu'elle cesse d'être à la traîne d'autres pays, et cela pour la sécurité et la tranquillité de tous les Français ».

Tout en estimant que « ce que fait le gouvernement français est bien, mais (...) pas suffisant », le diplomate français affirme : « Il faut que les dirigeants français sachent bien que nous ne sortirons d'ici que si toutes ces exigences sont satisfaites ». « En attendant, le cauchemar pour nous continue, nous n'en pouvons plus de tirer la sonnette d'alarme », ajoute-t-il.

Répétant ses « pourquoi », il interroge encore : « Pourquoi le gouvernement français agit-il avec une telle lenteur ? Pourquoi prolonge-t-il de la sorte ce calvaire ? »

A Paris, l'épouse du diplomate, M^{me} Eliane Fontaine, s'est déclarée « soulagée » d'apprendre qu'une lettre de son mari à son intention était parvenue à l'AFP à Beyrouth-Ouest.

C'est un geste humanitaire de la part des ravisseurs », a-t-elle dit.

M^{me} Fontaine s'était rendue au Liban après avoir reçu à Noël une lettre de son mari. Arrivée le

30 décembre dans la capitale libanaise en compagnie de son fils Erik, elle avait quitté Beyrouth le 7 janvier après avoir rencontré le guide spirituel du Hezbollah (parti de l'Armée, intégrée à l'Irakien), Cheikh Mohamed Hussein Fadlallah, et le vice-président du conseil supérieur chiite, Cheikh Medhi Chamseddine.

En Cisjordanie

Arrestation d'un journaliste palestinien

Jérusalem (AFP, Reuter). — Un journaliste palestinien du quotidien Al-Fajr (pro-OLP), édité à Jérusalem-Est, a été arrêté le vendredi 9 janvier sur ordre des autorités militaires israéliennes, « pour une période de six mois », a-t-on appris de source palestinienne.

M. Khalil Achour, âgé de trente-deux ans, correspondant à Naplouse (nord de la Cisjordanie) du journal en langue arabe, est emprisonné « pour des raisons de sécurité », par arrêt administratif, selon la même source.

L'ordre de détention administrative, hérité du mandat britannique, autorise l'emprisonnement des suspects sans inculpation et sans jugement à la demande des autorités. Une vingtaine de Palestiniens sont actuellement emprisonnés aux termes de cette procédure, à laquelle les autorités font généralement appel quand elles redoutent qu'un procès amène la découverte des informateurs ayant permis les arrestations.

Condamnés en 1974 à vingt ans de prison pour participation à un réseau palestinien, M. Achour avait été libéré en mai 1985 lors d'un échange de prisonniers.

NICARAGUA

La nouvelle Constitution est proclamée

Managua (AFP, Reuter, UPL). — Le président nicaraguayen Daniel Ortega a annoncé, le vendredi 9 janvier, l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, en précisant que l'état d'urgence, qui suspend les libertés individuelles depuis 1982, ne sera pas levé. Cette nouvelle Constitution, la troisième de ce pays depuis son indépendance en 1821, est la première depuis l'arrivée au pouvoir des sandinistes, après le renversement de l'ancien dictateur Anastasio Somoza en juillet 1979. Ce texte, qui réaffirme les principes d'économie mixte, de pluralisme politique et de non-alignement, avait été adopté le 19 novembre dernier par l'Assemblée nationale nicaraguayenne, contrôlée par les sandinistes.

La proclamation de la Constitution ne devrait pas modifier sensiblement la vie politique à Managua. La radio nationale a en effet annoncé qu'au moins dix articles étaient suspendus par décret présidentiel, dont ceux garantissant le droit de manifestation, de grève et de liberté d'information.

Dans son discours le président Ortega a souligné que les Etats-Unis préparaient de « nouvelles actions terroristes » contre la révolution sandiniste. Le chef de l'Etat a de plus rejeté une proposition de l'opposition réclamant que l'état d'urgence ne s'applique qu'aux zones de guerre. « Nous affrontons l'agression et la guerre dans tout le pays », a affirmé le président Ortega devant les cadres du régime, plusieurs délégations parlementaires étrangères et des dizaines de milliers de personnes rassemblées sur la place de la Révolution à Managua.

En marge de la cérémonie, trois mille personnes environ ont participé sans incidents à une manifestation organisée par la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN, opposition) et interdite par les autorités, contre cette nouvelle charte. Les manifestants ont défilé en chantant « communisme non, démocratie oui », réclamé la libération des prisonniers politiques et dénoncé « la censure de la presse, la persécution religieuse et le manque de libertés ». La police n'est pas intervenue et les manifestants se sont ensuite dispersés dans le calme.

Un porte-parole du département d'Etat américain a simplement qualifié le texte de la Constitution de « masque derrière lequel le Parti sandiniste cache son contrôle total sur le Nicaragua ».

ÉTATS-UNIS : deux importants documents rendus publics

Les ventes d'armes à l'Iran devaient aussi servir à obtenir la libération des otages américains confirme la Maison Blanche

Confrontée à des révélations quotidiennes de la presse sur l'affaire des ventes secrètes d'armes à l'Iran, la Maison Blanche a pris l'initiative de publier, le vendredi 9 janvier, le document signé le 17 janvier 1986 par le président Reagan par lequel ce dernier demandait une couverture légale à de telles transactions. La présidence a également rendu public un mémorandum établi par le vice-amiral John Poindexter, à l'époque conseiller de M. Reagan pour les questions de sécurité nationale. Ce mémorandum, que M. Reagan n'aurait pas lu mais qui lui aurait été présenté verbalement dans ses grandes lignes par M. Poindexter, exposait les objectifs politiques des ventes d'armes au régime khéméniste.

La première constatation qui s'impose à la lecture de ces deux importants documents est que, contrairement à ce qu'il affirme depuis le début de l'affaire, en novembre, l'un des buts de l'opération était bien d'obtenir la libération des otages américains au Liban. Le mémorandum rédigé par M. Poindexter souligne, en effet, que la livraison d'armes à Téhéran « pourrait bien être notre seul (le mot est souligné dans le texte original) moyen d'obtenir la libération des Américains détenus à Beyrouth ».

Le mémorandum souligne encore que les Israéliens, à qui revient l'initiative de l'ensemble de ce plan, s'étaient montrés « sensibles » au désir du gouvernement américain de récupérer leurs otages. Si les responsables de Jérusalem comprennent bien la position des Etats-Unis de ne pas faire de concessions à des groupes considérés comme terroristes, ils n'en auraient pas moins insisté, selon le mémorandum, pour faire valoir que ces organisations pouvaient être plus facilement influencées par l'intermédiaire de gouvernements (sous-entendu celui de Téhéran) que directement.

Plus généralement, les ventes secrètes d'armes américaines à Téhéran devaient « faciliter les efforts déployés par des tiers ou des pays tiers en vue d'établir des contacts avec des éléments modérés à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement de l'Iran ». Le but de ces contacts était de parvenir à la mise en place en Iran d'un gouvernement plus favorable aux Etats-Unis. La crédibilité de ces éléments « modérés » ne pouvait qu'être renforcée, souligne l'ordre signé par M. Reagan, s'ils étaient en mesure d'obtenir les moyens nécessaires pour défendre leur pays contre l'Irak et contre une intervention de l'Union soviétique ».

Les Israéliens auraient été convaincus qu'en agissant ainsi les Américains pouvaient espérer « pénétrer » la hiérarchie au pouvoir à Téhéran, un objectif « impossible à atteindre », selon eux, par d'autres voies. Tant sur ce point qu'en ce qui concerne la libération des otages américains, la stratégie mise en œuvre conjointement par Washington et Jérusalem n'a pas vraiment donné les résultats attendus.

Le rôle de la CIA

L'ordre du 17 janvier 1986 pas plus que le mémorandum sur lequel s'appuie l'évoquant le second volet de l'affaire : le détournement d'une partie des revenus provenant des ventes d'armes à l'Iran au profit des « contras » nicaraguayens. A ce sujet, la CIA, dans une démarche inhabituelle, a protesté de son innocence vendredi en assurant ne pas avoir été mêlée à cet aspect des choses. L'agence centrale de renseignement a toutefois reconnu que son directeur, M. Casey, et son adjoint,

M. Robert Gates, avaient été « informés durant l'automne 1986 de vagues rumeurs selon lesquelles une partie de l'argent iranien aurait été détournée au profit des « contras ». Ils auraient alors « agi en conséquence » et notamment fait part de leurs inquiétudes au Conseil national de sécurité à plusieurs reprises au mois d'octobre ».

M. Casey aurait même recommandé que la Maison Blanche « se saisisse du problème ».

Il apparaît, toutefois, si l'on en croit la chaîne de télévision NBC, que la CIA aurait joué un rôle actif auprès de certaines organisations privées américaines d'aide aux « contras ». Selon NBC, M. Casey aurait été tenu régulièrement au courant de ces activités par l'un des hommes chargés de les coordonner, l'ancien général Richard Secord. Les missions aériennes de ravitaillement au Nicaragua des « contras » ont été effectuées avec l'aide de « connaissance, approbation et soutien » de l'agence de renseignement américaine, affirme NBC.

M. L.

Le lynchage, « sport » brésilien

(Suite de la première page.) On ne retrouvera des présumés coupables le lendemain que des lambeaux de cadavres éparpillés sur la route. Ils ont été mis en pièces par leurs assassins.

Les journaux parlent de « flics macabres » à propos d'une tuerie du même genre qui s'est produite à la ville de Noel dans une localité de l'Etat de Paraná, Umuarama. Trois voyous ont séquestré un couple, tué l'homme, violé sa fiancée qu'ils ont laissée pour morte sur un terrain vague. Le crime révolte la population. L'homme était un photographe connu et apprécié de tout le monde.

Grâce au témoignage de la jeune fille, la police met vite la main sur le trio. La nouvelle est annoncée à la radio : deux mille personnes se dirigent vers la prison, l'encroissant, tuent les trois détenus à coups de bâton, traient les cadavres sur une place et les brûlent dans la joie générale. La police, impuissante, assiste de loin à ce qui sera interprété par la suite comme un « rituel » sauvage.

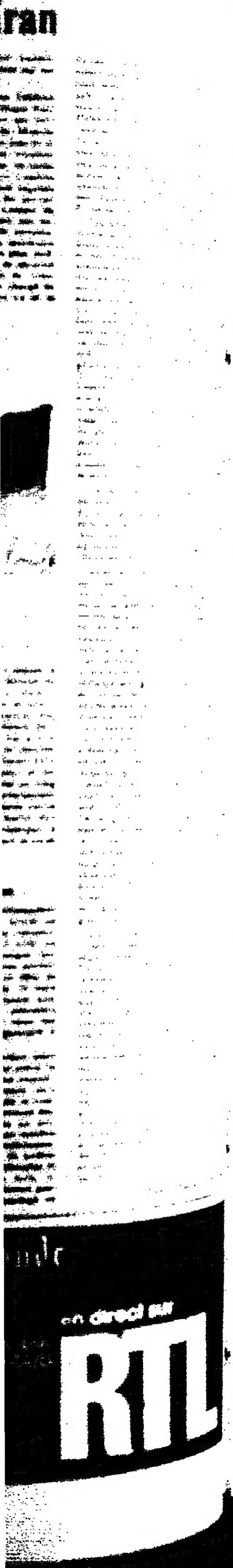
Les exemples se répètent un peu partout. Un jour, ce sont des chauffeurs qui bloquent une camionnette de la police sur une route près de Curitiba pour en tirer trois délinquants qu'ils assassinent à coups de clé à molette. Un autre jour, à

Amambai, dans le sud du Mato Grosso, c'est un innocent que la foule déchaînée assassine à coups de pied. La victime, un ancien policier, a été aperçu sur une route où un chauffeur de taxi a été assassiné. Dans la foule qui se presse devant le commissariat de police pour réclamer les coupables, une voix lance : « C'est lui ».

L'ancien policier a beau se défendre, dire que le jour du crime il était loin de là, chez sa fiancée, il est attrapé, ligoté, balloché avec une chaîne de fer, brûlé avec des cigarettes, achevé après près d'une heure de souffrances et son cadavre est incrimé.

L'hebdomadaire *Veja*, qui dit qu'une « fièvre sauvage » semble s'être emparée du pays, observe que, dans bien des cas, les lynchages n'ont rien de spontané. Des groupes organisés manœuvrent chaque fois les foules. Celles-ci lynchent les criminels, dit-on, parce qu'elles désespèrent de la justice, trop lente et souvent corrompue. Elles désespèrent aussi de la police, à cause de ses liens connus avec la criminalité ; les bourreaux d'occasion opèrent dans un pays à l'armature sociale trop lâche où la violence imprègne les rapports quotidiens.

CHARLES VANHECKE.



Europe

Visite officielle en Italie et audience au Vatican

Le général Jaruzelski entre à Rome par la grande porte

Le général Jaruzelski doit entrer, le lundi 12 janvier, en voyage en Italie qui se présente de manière tout à fait avantageuse pour lui : il s'agit - et il y a tenu beaucoup - d'une visite « officielle », la première de ce type dans un pays d'Europe occidentale depuis le coup de force de décembre 1981. Il entrera donc à Rome par la grande porte, alors qu'il avait dû forcer un peu celle de Paris lors de sa spectaculaire « escalade technique »... à l'Elysée, en décembre 1985. Autre motif de satisfaction : il aura mardi une entrevue avec le pape, auquel il présentera très vraisemblablement une invitation formelle à venir en Pologne pour un troisième « pèlerinage », du 8 au 14 juin de cette année.

Les deux aspects de ce séjour, les entretiens avec les dirigeants italiens et l'audience accordée par le chef de l'Eglise catholique ont nécessité de longs et difficiles préparatifs. Les rapports entre le régime de Varsovie et le gouvernement de M. Bettino Craxi ont été marqués par des hauts et des bas. A l'automne 1984, le ministre des affaires étrangères, M. Andreotti, avait, à l'occasion

d'une visite à Varsovie, illustré sa réputation d'habileté en faisant des gestes - pas trop voyants - de nature à satisfaire l'opposition polonaise sans pour autant provoquer la colère de ses interlocuteurs officiels. Mais M. Craxi, qui quelques mois plus tard s'était brièvement arrêté en Pologne sur le chemin de Moscou, avait été très mécontent de constater que son énergique intervention en faveur des prisonniers politiques n'avait été suivie d'aucun effet. Pour signifier sa mauvaise humeur, il avait ensuite refusé de recevoir à Rome le ministre polonais des affaires étrangères, et si le gouvernement italien avait fini par se résigner à l'idée d'une visite du général Jaruzelski, il voulait la limiter au cadre d'une visite de travail.

La libération des prisonniers politiques, à l'autonomie des régions, à tous les points de vue, ont été des sujets de discussion polonaise sur cet aspect protocolaire auquel il attachait une grande importance.

Il était difficilement imaginable que le pape fasse au général l'affront de ne pas le recevoir, alors qu'il reçoit à peu près tous les dirigeants

importants en visite à Rome. Mais il convenait auparavant que le programme de sa propre visite en Pologne fût prêt, c'est-à-dire qu'il ait reçu l'aval des autorités de Varsovie. Sur le principe même, ces dernières n'ont guère fait de difficulté, au contraire pourrait-on dire. Dans les conditions présentes, elles estiment n'avoir rien à craindre de ce « pèlerinage », dont l'approche incite le pape, Mgr Glemp - lui-même très désireux qu'il ait lieu - à adopter une attitude particulièrement « raisonnable ».

Ce sont plutôt les détails du programme qui ont fait problème : le pape, qui s'est longtemps interrogé sur l'utilité de ce troisième voyage, insistait cette fois pour se rendre dans des villes « sensibles » comme Gdansk, Szczecin et Lublin (siège de l'université catholique). Les conditions exactes dans lesquelles Jean-Paul II pourra aller à Gdansk, en particulier, ne sont pas encore connues, mais il semble que les autorités aient proposé des solutions qui réduisent autant qu'il est possible l'impact émotionnel de ce séjour.

JAN KRAUZE.

Selon le Congrès juif mondial

Le gouvernement autrichien aurait en connaissance du passé de M. Waldheim

New-York (AFP). - Le Congrès juif mondial (CJM) a annoncé, le vendredi 9 janvier, que le gouvernement autrichien avait en sa possession des dossiers concernant le passé nazi de M. Kurt Waldheim mais n'en avait pas fait état lorsqu'il avait soutenu sa candidature au poste de secrétaire général des Nations unies en 1971, alors que M. Bruno Kreisky était chancelier.

Selon M. Kalman Sultanik, vice-président du CJM, les dossiers ne concernent pas seulement les occupations de M. Waldheim en tant que membre des « chemises brunes » hitlériennes mais prouvent qu'il a poursuivi ses activités militaires bien au-delà de la date où il affirme les avoir quittées.

Des extraits de ces dossiers sont contenus dans un pamphlet du groupe viennois Nouvelle Autriche, une organisation d'intellectuels et d'artistes autrichiens opposés au président Waldheim. Les dossiers complets ont été découverts par les enquêteurs dans les archives du ministère autrichien des affaires étrangères et font état des activités de M. Waldheim du 26 novembre 1945 au 30 juin 1953.

L'ancien secrétaire général de l'ONU a démenti vigoureusement et à plusieurs reprises avoir appartenu à des organisations nazies avant la seconde guerre mondiale. Il avait notamment, en avril 1986, n'avoir jamais appartenu aux « chemises brunes » (SA).

● Attentats en Ulster. - M. David Calver, l'un des principaux lieutenants de M. Ian Paisley, dirigeant protestant unioniste d'Irlande du Nord, a été victime d'un attentat, le jeudi 8 janvier, à Craigavon, à 40 kilomètres de Belfast. Attentat par deux bombes, son jour ne semblait pas en danger. Vendredi, l'Armée de libération nationale irlandaise (INLA) revendiquait l'attentat. D'autre part, un policier a été tué par l'explosion d'une bombe cachée dans une benne à ordures, alors qu'il patrouillait dans la centre-ville d'Enniskillen. - (Reuters, UPI).

Asie

M. Nakasone en Europe de l'Est

Tokyo veut compenser le report de la visite de M. Gorbatchev

TOKYO de notre correspondant

M. Nakasone a quitté Tokyo, ce samedi 10 janvier, pour se rendre dans trois pays de l'Europe de l'Est (la République démocratique d'Allemagne, la Pologne et la Yougoslavie) ainsi qu'en Finlande. A l'exception de la Yougoslavie où se rendait l'ancien premier ministre Ohira à l'occasion des funérailles du président Tito en 1980, c'est la première fois qu'un chef de gouvernement japonais entreprend de telles visites.

La paix et le désarmement, la stimulation de l'économie mondiale et la stabilisation des relations Est-Ouest sont les principaux thèmes des entretiens que doit avoir M. Nakasone avec ses hôtes, indique-t-on au ministère des affaires étrangères. Le premier ministre devra, en outre, souligner l'importance de ses yeux de l'organisation la plus tôt possible d'un sommet américano-soviétique.

C'est en Pologne que la visite de M. Nakasone aura l'impact immédiat le plus important. Comme les autres pays du camp occidental, le Japon impose des sanctions à la

TURQUIE

Guerre des voiles dans les universités

L'agitation islamiste s'étend dans les universités turques. Manifestations et grèves de la faim se multiplient pour protester contre l'interdiction faite aux étudiants de porter le voile.

ISTANBUL de notre correspondant

« Interdiction aux étudiantes d'assister voilées aux cours... » La circulaire du conseil de l'enseignement supérieur aux recteurs d'universités et le mouvement de protestation qu'elle a entraîné vont bien au-delà d'une péripétie vestimentaire. L'interdiction, à la suite du coup d'Etat de 1980, du couvre-tête féminin (en même temps que de la barbe masculine) avait été amendée sous les pressions des intéressées, et un voile « moderne » et « laissant le visage découvert » avait été autorisé. Les I noués sous le menton et accompagnés souvent d'une robe descendant jusqu'aux chevilles achetée dans un des nouveaux magasins de mode islamique, ce couvre-chef mal défini ne tarde pas à devenir lui aussi « anachronique et symbole d'une tendance idéologique ».

C'est pour mettre en garde contre un danger de « réaction religieuse » dont l'existence ne fait pas l'unanimité que le président Kenan Evren a fait prendre cette disposition par un organisme dont les membres sont nommés par lui. Le suicide d'un élève de quatorze ans, victime de châtiments corporels, a récemment attiré l'attention sur l'activité des Sulemanides, une des plus importantes confréries islamiques de Turquie, qui subsistent dans des institutions privées, à l'instruction sans frais, mais très orientée, de cent mille jeunes. La découverte dans des lycées militaires d'une centaine d'étudiants affiliés à un autre groupe, se donnant pour objectif d'ici à l'an 2000, la formation et l'infiltration de cadres dans l'appareil de l'Etat, et en particulier dans

l'armée, citadelle de la laïcité, a précipité les choses.

L'affaire du voile a fourni au premier ministre, M. Ozal, une nouvelle occasion d'afficher une attitude différente de celle du président dans ce domaine. Refusant de voir dans « le port du voile par trois ou quatre jeunes filles » une menace de réaction religieuse, il a dénoncé le « double standard » interdisant aux étudiantes en Turquie le libre choix vestimentaire dont elles jouissent dans les autres pays européens. Il est apparu ainsi comme le défenseur des libertés religieuses chères à une population que sa politique économique n'épargne pas ; ce qui lui a valu d'être accusé par l'opposition de gauche de donner pour des raisons politiques des « primes aux comportements hostiles à la laïcité ».

Tout en soulignant la responsabilité du gouvernement dans la multiplication des réseaux d'enseignement parallèle, l'instauration de l'instruction religieuse obligatoire et la recommandation accordée par le ministère de l'éducation nationale à des revues fondamentales, certains commentateurs, à gauche et à droite, voient dans le mouvement des étudiantes une demande de respect des libertés individuelles, et ils refusent de l'assimiler à une volonté d'instaurer un Etat islamique, en faveur duquel 7 % seulement des personnes interrogées au cours d'une enquête récente se sont prononcées. Relevant les arrestations et les mauvais traitements dont ont été récemment victimes des étudiants de diverses sensibilités, certains rendent responsable de ce repli sur les valeurs islamiques la Constitution de 1982, qui réduit considérablement les possibilités de la société de s'organiser. Ils ne cachent pas leurs craintes que ce repli s'amplifie et soit assimilé à une menace que serait peser sur la laïcité une réaction religieuse dont aucune définition juridique n'existe.

MICHEL FARRÈRE.

URSS

Premières condamnations après les émeutes d'Alma-Ata

Cinq ans de camp pour « confection de pancarte »

Moscou (AFP). - Trois semaines après les sanglantes émeutes d'Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, les sanctions commencent à tomber : une enseignante kazakh a été condamnée à cinq ans de détention pour « incitation à la haine nationaliste », et trois responsables locaux du PC ont été libérés.

Le journal local, *Kazakhstanskaya Pravda*, a rapporté, le mercredi 7 janvier, cette première condamnation et ce début de purge. M^{me} G.A. Sabitova - un nom à consonance kazakh - « avait, selon l'organe local du parti, tenu d'attiser la haine nationaliste en incitant la jeunesse à des actes illégaux, en confectionnant une pancarte et des tracts au contenu provocateur », lors des troubles des 17 et 18 décembre. Ces jours-là à Alma-Ata, d'après le compte rendu du journal, « un groupe de jeunes, encouragés par des éléments nationalistes, s'est livré à des désordres, des saccages et des incendies, battant des gens innocents ».

Cette description des événements confirme que les émeutes ont donné lieu à des affrontements physiques. L'hebdomadaire *la Gazette littéraire* avait déjà évoqué, le 1^{er} janvier, des « citoyens battus », tandis que l'agence Tass s'était contentée jusqu'ici de dire que les manifestants avaient « insulté des habitants ». Les informations officielles en provenance du Kazakhstan faisant état de morts dès le lendemain des émeutes n'ont pas été démenties. Ces morts seraient un nombre de quatorze parmi les étudiants, selon certaines sources diplomatiques, et d'une vingtaine au total d'après d'autres diplomates.

L'heure est également aux règlements de comptes au sein de l'appareil politique local, après le premier grand discours du nouveau numéro un, M. Kolbina. M. Kolbina a dressé devant le comité central kazakh un bilan très sévère de la gestion de son prédécesseur et des « princes » au comportement « indigne » qui l'entouraient, « fondant leur pouvoir sur le népotisme et la servilité obséquieuse ».

Un réexamen des dossiers individuels des responsables du PC du Kazakhstan a déjà commencé au comité central de cette république, d'après l'organe local du parti. Ainsi, deux premiers secrétaires de raïkon (district) et un maire ont été limogés pour abus de pouvoir : M. Isakov refusait depuis plusieurs années de payer ses charges locatives et élevait son propre troupeau sur le compte du sovkhos (ferme d'Etat) local ; M. Sakenov s'était fait construire une villa tout en faisant attribuer un appartement à sa fille, et M. Souvorov avait « manqué de vigilance » permettant des vols massifs de bétail.

Il est toujours impossible aux journalistes et diplomates occidentaux de se rendre à Alma-Ata, ville habituellement ouverte aux étrangers.

Comment sauver la tour de Pise ?

ROME de notre correspondant

La tour de Pise s'est inclinée de 1,25 millimètre en 1986, un peu plus que la moyenne annuelle du siècle. A ce rythme, l'édifice, qui est déjà incliné de près de 5 mètres sur son axe vertical, s'écroulera dans... deux cents ans si rien n'est entrepris pour en arrêter le fatal mouvement. Deux types d'interventions ont été élaborés par les commissions d'experts qui surveillent de près le monument : la première consisterait à consolider le sous-sol du Campo dei Miracoli, sur lequel est érigée la tour. La seconde intervention

pourrait débuter rapidement, peut-être dès cette année : les experts ont ressorti des cartons un projet vieux d'une quinzaine d'années et qui consiste à démolir la lanterne étagée sur le septième et dernier étage par Tommaso d'Andrea Pisano en 1370, soit deux siècles après la mise en chantier, en 1173, du corps principal du bâtiment. Elle ne pèse que 750 tonnes, soit à peine 5 % de la masse totale de l'édifice, mais son allègement permettrait d'abaisser le centre de gravité de la tour, lui restituer une assise plus conforme aux lois de la pesanteur.

(Interim.)

Afin de contrecarrer la poussée soviétique

Le Japon propose à l'Australie une coopération étroite dans le Pacifique sud

SYDNEY correspondance

Les consultations annuelles entre les ministres australiens et japonais qui ont eu lieu à Canberra jeudi 8 et vendredi 9 janvier ont revêtu une importance particulière. Après l'Australie, la délégation japonaise visitait aussi la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Vanuatu et les îles Fidji. Cette tournée confirme que le Japon a choisi d'abandonner le profil bas qu'il maintenait dans la région depuis la seconde guerre mondiale pour prendre ouvertement sa place dans le Pacifique sud.

Cette « percée » japonaise dans la région a pour but de contrecarrer les visées de l'URSS, une vieille hantise chez les dirigeants japonais depuis la seconde guerre mondiale, qu'est venu réveiller, en juillet dernier, le discours de M. Gorbatchev à Vladivostok. Inquiets du statut bascal de l'ANZUS (qui lie militairement l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis) depuis que la Nouvelle-Zélande a décidé, en février 1985, d'interdire aux navires américains porteurs d'armes nucléaires l'accès à ses ports, inquiets aussi des faveurs accordées à l'URSS par certains petits Etats du Pacifique sous la forme de contrats de pêche, les Japonais viennent de créer au sein du ministère des affaires étrangères un bureau spécialisé dans les affaires du Pacifique sud et ont promis de presque doubler, d'ici à la fin de l'année, leur budget d'assistance aux petites nations de la région.

Inversement, comme l'annonçait M. Bill Hayden, ministre australien des affaires étrangères, le 16 décembre, une relation privilégiée avec le Japon sera, en 1987, le pivot de la politique étrangère australienne.

En ce début d'année, deux préoccupations dominent dans les relations entre l'Australie et le Japon : le commerce extérieur et « l'expansionnisme » soviétique. A Canberra, les 8 et 9 janvier, ils ont été au centre des débats. En raison de ses difficultés économiques, l'Australie a plus besoin que jamais des Japonais, qui absorbent 28 % de ses exportations. Les ministres australiens ont tenté, mais sans grand succès, de convaincre leurs homologues japo-

mais - qui se méfient du puissant syndicalisme australien - d'accroître leurs investissements dans le pays. Critiquant assez violemment la politique agricole encore très protectionniste de Tokyo, Canberra a obtenu de la délégation japonaise - rare concession sur ce plan - qu'elle soutienne le combat australien contre le protectionnisme des deux producteurs géants que sont les Etats-Unis et la Communauté européenne. Le Japon, en effet, souffre également de la guerre des subventions que se livrent les deux grands blocs économiques.

En politique étrangère, les Japonais ont été moins intraitables et ont abondé dans le sens des Australiens. C'est ainsi que M. Tadaashi Kuranari a insisté sur la nécessité pour l'Australie et le Japon de coopérer afin d'empêcher l'URSS de prendre pied de façon trop marquée dans le Pacifique sud. Le ministre nippon des affaires étrangères a notamment déclaré : « Armés de leur alliance, qui trace dans la région un axe nord-sud, le Japon et l'Australie, j'en suis convaincu, doivent œuvrer ensemble pour promouvoir la stabilité et le développement du Pacifique ».

SYLVIE CROSSMAN.

AFGHANISTAN

Kaboul s'engage sur un « calendrier plus bref » du retrait militaire soviétique

New-York (AFP). - Kaboul pré-

sentait un « calendrier plus bref » de ce qui concerne l'évacuation des troupes soviétiques d'Afghanistan lors de la reprise, le 11 février, à Genève, des pourparlers « indirects » entre l'Afghanistan et le Pakistan, a affirmé, le vendredi 9 janvier, l'ambassadeur afghan à l'ONU, Moscou et Kaboul proposent, pour l'instant, que les rapatriements de troupes soviétiques s'étalent sur quatre ans, alors que le Pakistan réclame un délai de quatre mois. Tout en estimant qu'une solution « acceptable pour tous » se dégagerait, le mois prochain, à Genève, M. Farid Zari, représentant de Kaboul à l'ONU, n'a fourni

aucune précision sur les échéances d'un nouveau calendrier.

Toujours selon M. Zari, quelque quatre cent dix-sept groupes d'opposants, soit environ quarante mille résistants en armes, ont déjà accepté le cessez-le-feu proposé par Kaboul, dont l'intervention est prévue le 15 janvier. Les chefs de la résistance ont toutefois indiqué qu'ils ne le respecteraient que si Moscou acceptait de négocier directement avec eux un retrait immédiat des forces soviétiques, une exigence que l'ambassadeur soviétique à l'ONU a qualifiée, jeudi, d'« irréaliste », en soulignant que la négociation d'un règlement politique devait se dérouler entre Afghans.

Selon Hanoi

Le calme serait revenu sur la frontière sino-vietnamienne

Le calme est revenu sur la frontière sino-vietnamienne après trois jours de très violents combats dans la région de Vi-Xuyen, à l'extrême nord du Vietnam, a affirmé-on, le samedi 10 janvier, de source militaire vietnamienne à Hanoi, ajoutant que les combats ont cessé depuis jeudi et que seuls quelques échanges d'artillerie ont été enregistrés au cours des deux derniers jours. Les affrontements qui ont eu lieu lundi, mardi et mercredi, et dans lesquels Pékin a engagé, selon Hanoi, les effectifs d'une division, ont été les plus violents depuis le conflit sino-vietnamien de 1979, selon les responsables vietnamiens.

La veille, le commandement militaire vietnamien dans la zone des combats avait autorisé l'armée chinoise à récupérer les cadavres de ses soldats tombés en territoire vietnamien, selon l'agence de presse vietnamienne VNA.

Les combats que se sont livrés Chinois et Vietnamiens le long de leur frontière depuis huit ans ont pour théâtre une zone ultrafrontalière de quelques kilomètres, carcé à peine, et ont pris la forme d'une guerre de tranchées limitée mais parfois meurtrière, selon des sources informées à Pékin. Dans cette zone - une région montagneuse difficile d'accès entre Laoan, dans la province chinoise du Yunnan, et Vi Xuyen dans la province vietnamienne de Ha Tuyen - la guerre moderne, avec appui aérien et mise en œuvre de techniques avancées, n'a pas cours. Généralement, les forces des deux adversaires restent tranchées dans leurs tranchées pour se protéger des tirs d'artillerie lourde. - (AFP.)

● CHINE : les protestations des étudiants africains. - Les autorités chinoises ont invité les étudiants africains à reprendre « immédiatement » les cours et à ne pas troubler l'ordre public, après avoir condamné les tentatives pour semer la discorde entre étudiants africains et chinois, a rapporté ce samedi 10 janvier l'agence Chine nouvelle. Au cours d'une rencontre, le vendredi 9 janvier, avec neuf représentants des étudiants africains de Pékin dans une atmosphère « amicale », un responsable de la commission d'Etat (ministère) à l'éducation, M. Li Shuangding, s'est engagé à coopérer avec eux « pour retrouver la trace de celui qui a écrit » une lettre au caractère ouvertement raciste (le Monde du 10 janvier). - (AFP.)

PHILIPPE PONS.

POUR ARMANDO VERDIGLIONE

Le 17 juillet dernier, l'écrivain et psychanalyste Armando Verdiglione a été condamné à quatre ans et demi de prison pour « abus d'influence » auprès d'un certain nombre de personnes qu'il aurait indûment convaincues de participer au financement des revues, colloques ou maisons d'édition dont il était l'animateur.

Les soussignés ne reviendront pas aujourd'hui sur le caractère bien étrange de ce « délit d'influence ». Ils ne reviendront pas sur la singulière légèreté d'une accusation qui ne reposait en définitive que sur des indices fragiles, des témoignages fantomatiques.

Ils n'insisteront pas davantage sur l'incroyable climat de lynchage moral qui, dans nombre de médias, a précédé puis entouré les audiences et qui n'a pu manquer de peser sur la sérénité des juges.

Ils ne rappelleront que pour mémoire, enfin, la tentative d'isolement, de vexation méthodique, de disqualification personnelle et professionnelle à laquelle Armando Verdiglione, au secret depuis sept mois, se trouve actuellement soumis.

En revanche, et à la veille du procès en appel qui doit s'ouvrir le 12 janvier prochain, ils tiennent à affirmer de la manière la plus solennelle :

1. Que, quelque jugement que l'on puisse porter sur ses thèses ou ses positions, Armando Verdiglione est un intellectuel dont les livres – disponibles, en France, aux Editions Grasset, Gallimard ou Christian Bourgois – ne permettent pas de mettre en doute l'authenticité et le sérieux.

2. Que, quelque réserve que puisse inspirer telle ou telle des manifestations culturelles qu'il lui est arrivé d'organiser, c'est un éditeur de grand talent qui, contribuant comme personne à la qualité du dialogue franco-italien peut se flatter d'avoir publié – et, parfois, introduit en Italie – des auteurs aussi incontestables qu'Elie Wiesel, Ionesco, Jacques Lacan, Alexandre Zinoviev ou Jorge Luis Borgès.

3. (Qu'à quelque obédience psychanalytique dont on choisisse de se réclamer) qu'il est impossible de ne pas voir dans cette criminalisation du « transfert », dans cette mise en procès de l'inconscient et de la parole qui viennent de se dérouler, un acte d'une gravité extrême, sans précédent dans aucune nation occidentale et qui, s'il venait à être confirmé, représentait un danger tant pour l'Italie que pour l'Europe.

4. Qu'enfin et surtout le maintien en détention d'un homme dont le vrai crime aura peut-être été, au fond, d'affirmer dix ans durant son entière liberté vis-à-vis des grands appareils qui contrôlent et se partagent la vie politico-idéologique en Italie, serait une décision tragique, indigne d'un pays démocratique, et qui, pour nous, serait incompréhensible. Puissiez-vous, Monsieur le Président de la République, partager notre indignation.

Puisse les juges milanais entendre notre appel.

Au-delà du cas Verdiglione, c'est la notion même de justice, de droit, de droits de l'homme en Italie qui se trouve à présent en question.

Cet appel reprend l'essentiel d'une lettre adressée au président de la République italienne.

Premiers signataires : Fernando Arrabal – Professeur Jean Aymé – François-Marie Banier – Georges-Marc Benamou – Pierre Bergé – Vladimir Boukowsky – Michel Butel – Madeleine Chapsal – Roger Dadoun – Pierre Daix – Richard Dembo – Dominique Desanti – Jean-Toussaint Desanti – Jean-Paul Dollé – Jean Elleinstein – Pierre Fedida – Vivianne Forrester – Didier Froment – Roger Gentis – Dominique Grisoni – Marek Halter – Jacques Henric – Eugène Ionesco – Guy Konopnicki – Edouard Kouznetsov – Claude Lanzmann – Bernard-Henri Lévy – M^e Thierry Lévy – Michel Maffesoli – Octave Mannoni – Maud Mannoni – Jacques Martinez – Professeur Georges Mathé – Claude Mauriac – Vladimir Maximov – Victor Nekrassov – Philippe Nemo – Jean Oury – Etienne Roda-Gil – Hyppolite Romain – Guy Scarpetta – Pierre Schaeffer – Mustapha Safouan – Conrad Stein – Olga Svitsova – Yannis Xénakis – François Xénakis – Alexandre Zinoviev.

Adresser les nouvelles signatures à GLOBE
56 bis, rue du Louvre – 75001 Paris.
Veuillez libeller vos chèques à l'ordre de :
« GLOBE (appel pour
Armando Verdiglione) ».
Cette page de publicité est financée
par les signataires.

GLOBE

Politique

Le congrès du MRG à Montpellier

M. Doubin veut faire oublier les derniers résultats électoraux des radicaux de gauche

MONTPELLIER
de notre envoyée spéciale

En président du Mouvement des radicaux de gauche le 13 janvier 1985 à Marseille, M. François Doubin sollicite le renouvellement de son mandat devant le congrès de Montpellier, réuni les samedi 10 et dimanche 11 janvier.

Il y a deux ans, intronisé par ses trois prédécesseurs à la tête du parti, successivement MM. Michel Crépeau, Roger-Gérard Schwartzberg et Jean-Michel Baylet, il avait gagné avec près de 70 % des voix. Ce joli score, pour un homme venu de l'ombre, se voulait alors aux yeux de ses promoteurs un encouragement. Aujourd'hui, beaucoup des espoirs mis en ce quasi-idole de la politique se sont transformés en déception.

Chambre de l'autonomie, M. Doubin a d'abord perdu la soutien de ceux qui, fidèles à sa stratégie, n'étaient pas prêts à se renier en s'engageant dans un accord avec le PS pour les élections du 16 mars. Les médiocres résultats (sept députés au lieu de treize) de ce scrutin législatif, sans compter la défaite personnelle de M. Doubin dans l'Orne, ont ouvert une période de flottement dans les rangs des radicaux de gauche, les uns ayant parlé de ralliement au PS, les autres ayant lorgné sur leurs frères séparés de la place de Valois.

Ce débat a été tranché les 25 et 26 octobre à Avignon : à plus de 60 % les radicaux de gauche ont voté la motion « A » comme autonomie de M. Doubin, mais les minoritaires, emmenés par MM. Crépeau et Schwartzberg, pour battre qu'ils aient été, avaient ou au moins la satisfaction d'entendre le président de leur parti affirmer clairement son ancrage à gauche et son soutien au président de la République.

Deux mois et demi plus tard les querelles ne se sont pas tues et la situation ne s'est guère éclaircie. Ainsi M. Alain Dutoy, maire

d'Hagetman (Landes), qui avait voté pour l'autonomie à Avignon, est aujourd'hui candidat à la présidence : il se propose de faire « jallir » un nouveau personnel politique à partir du MRG qui se devra d'être présent, « sans compromission » à toutes les échéances électorales pour promouvoir la société radicale.

De leur côté, les minoritaires d'Avignon, réunis mercredi 7 janvier, ont décidé de présenter un des leurs. Premier à être sur les rangs, M. François Gayet, maire de Saint-Leu-la-Forêt, compte sur le réseau des élus dont il préside la fédération.

D'autres auraient préféré le choix d'un parlementaire pour s'opposer à M. Doubin, en l'occurrence M. Dominique Saint-Pierre, député de l'Ain. Jusqu'au dernier moment les pressions ont été fortes pour que ce soit M. Crépeau lui-même qui prenne la tête du combat. Mais le maire de La Rochelle s'y est refusé.

Suspense aussi avec M. Jean-Michel Baylet, patron du puissant groupe de la *Député du Midi*. L'ancien secrétaire d'Etat aux relations extérieures a pris sa revanche : battu aux législatives de mars, il s'est fait élire sénateur en septembre dernier.

Il reste, enfin, qu'en deux ans M. Doubin a su prendre en mains le parti et que ses amis d'hier, adversaires d'aujourd'hui, se rendent compte que le plus grand parti de la « petite maison » est désormais sous sa coupe.

M. Doubin a des projets qui, espère-t-il, feront oublier un bilan électoral que M. Schwartzberg est le premier à lui reprocher : non seulement l'objectif fixé à Marseille (6 % des voix) est loin d'avoir été atteint, mais encore un quart des conseillers généraux sortants du parti en 1985 ont perdu leur mandat ; six sièges ont été perdus à l'Assemblée nationale et deux sur quatre renouvelables lors des sénatoriales de septembre.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Dans un entretien au mensuel « Globe »

M. Fabius : l'échec de Chirac ne signifiera pas nécessairement la victoire de la gauche

M. Laurent Fabius a accordé un entretien au mensuel *Globe*. Interrogé sur ce qui le différencie d'un « libéral intelligent », l'ancien premier ministre répond : « *Libéral*, en termes politiques, cela ne veut strictement rien dire car personne n'a le monopole de la liberté. Pas que et Pandraud font partie d'un gouvernement dit « libéral » et moi je ne serais pas libéral : quelle fantaisie ! En réalité, il y a des conservateurs et des progressistes, voilà la principale classification et elle est vieille comme l'histoire. Il se peut que, sur certains objectifs, je sois d'accord avec un conservateur à fibre sociale : celui-ci, en règle générale, fera un discours généreux, mais ne passera pas à l'acte. »

Il s'agit d'offrir une « nouvelle chance » comme perspective aux diverses catégories sociales. Il juge « anachronique » la division « échan-

che » de la vie en trois tranches : « études-travail-retraite ».

Interrogé sur sa filiation spirituelle avec M. Mitterrand et sur son propre enracinement à gauche, M. Fabius ne se voit « pas du tout » moins ancré à gauche que le président de la République : « Nous renaissions l'un et l'autre, affirmez-ils, de l'analyse marxiste l'importance des facteurs économiques dans la société, mais nous rejetons le déterminisme absolu. François Mitterrand a toujours pensé, et sa vie le prouve, qu'un groupe d'hommes, un individu, avec une volonté puissante, pouvait contribuer à changer l'histoire. Au fond, qu'est-ce que le mitterrandisme ? L'ancrage à gauche, le goût de l'équilibre, et le sens du temps. Je partage profondément tout cela. »

La gauche a-t-elle pour seul programme de « s'opposer à une partie des projets de la droite ? » « Pas uniquement », répond M. Fabius. Il existe une dimension de générosité, de liberté, d'ouverture, d'autonomie qui est portée par la France, qui est portée par la gauche et qui n'est pas prise en compte actuellement par les partis conservateurs. Donc, il y a un grand espace disponible. Si Raymond Barre n'est pas sot — ce que je crois — il va essayer d'occuper cet espace-là. C'est-à-dire que l'échec de Chirac, qui est prévisible, ne signifiera pas nécessairement la victoire de la gauche. Il se peut que le moment venu, la droite change de cheval. »

M. Fabius remarque encore que M. Barre est « par certains côtés » plus à droite que M. Chirac, mais aussi « plus subtil », et « a un discours et un ton tels qu'il peut espérer à la fois récupérer des voix d'extrême droite et aller jusqu'au centre. »

L'ancien premier ministre évoque les manifestations étudiantes pour remarquer : « A travers les formes de ce mouvement, sont apparues en pleine lumière des modifications de notre société. Pour la première fois, des manifestations se sont mises à l'heure du minitel et de la télévision. Les filles, qu'on avait souvent cantonnées en 1968 à voter les candidatures, ont joué un rôle tout à fait essentiel (...). Et puis, on nous avait répété que la liberté passait par moins d'égalité. Or ce mouvement, fondamentalement, a été une revendication conjointe et réussie pour l'égalité et pour la liberté. Quelle leçon ! »

Les francs-maçons et les étudiants

Le Grand-Orient de France : solidarité et dignité d'abord

Le conseil de l'Ordre du Grand-Orient de France, principale obédience maçonnique, estime que les manifestations d'étudiants qui ont eu lieu récemment en France, puis en Belgique, en Espagne et en Chine, « ont permis d'apprécier la capacité de refus des forces vives de l'humanité ». Selon lui, tous ces mouvements ont traduit une « même volonté » : « Imposer un coup d'arrêt à des développements sociaux ségrégatifs, caractéristiques de stratégies défensives sous-jacentes, sinon promises, par des

sociétés incertaines, en situation de se croire menacées. »

Le GODF en conclut qu'« une idéologie pour notre temps doit être définie : elle doit reposer, affirmez-ils, sur la valeur fondamentale de la solidarité, gage du respect de la dignité humaine ». Il ajoute notamment : « Longtemps les pulsions révolutionnaires, chaotiques, ont assuré, par élimination, promotion, le renouvellement des classes dirigeant les sociétés humaines. Même si, aujourd'hui encore, on doit déplorer que dans le monde des hommes soient tenus d'arracher leur droit à la dignité par la force des armes, il faut se pénétrer de l'idée que désormais une pression constante fait la force d'un irrésistible courant évolutionniste vers la reconnaissance de l'homme par l'homme dans toutes ses réalités (...). Jour après jour, les hommes appréhendent mieux le monde dans lequel ils vivent. Ils apprennent à vivre ensemble, donc à assumer leurs différences, qui sont beaucoup plus sources d'enrichissement que raison d'affrontement. »

« Dès lors, le seul discours politique qui vaille est celui de la vérité des faits. Dans les Etats de droit, là où la liberté d'expression est la règle, personne n'est plus en mesure très longtemps d'abuser personne. Dans les Etats de contrainte, la révolte de l'homme est potentielle, et, en dépit de désinformations constitutionnelles, les réalités universelles sont appréciées. »

« C'est cela qui doit inspirer la politique dont la finalité est de donner à chaque individu les moyens d'être lui-même sans distinction initiale, sans ségrégation de classe, sans classification religieuse, sans considération raciale, cèdeuse et stupide, conclut le conseil de l'Ordre. C'est cela, que bien au-delà de revendications catégorielles, expriment des centaines de milliers de jeunes gens généreux, enthousiastes, lucides qui veulent croire à la vie, en la force de partager et d'aimer avec la volonté d'être. »

EN BREF

● La FASP « rend hommage à l'action » de M. Pierre Verbrugghe. — La Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majorité dans la profession) « rend hommage à l'action conduite par M. Pierre Verbrugghe, à sa compétence et son esprit de dialogue », après l'annonce de son départ de la direction générale de la police nationale.

La FASP estime que son remplacement « allonge la liste déjà trop longue de hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur appelés à d'autres fonctions depuis le 16 mars 1986 » et déplore que la police ne bénéficie pas « de la continuité indispensable à l'efficacité d'un grand service public ».

Tout en soulignant que, « depuis plusieurs mois, l'image de la police s'est altérée et l'esprit de concertation s'est dégradé », la FASP souhaite « une pleine réussite » à son successeur dans « la tâche s'annonce des plus rudes ».

● Conforme à la Constitution. — Le Conseil constitutionnel a déclaré, le mardi 6 janvier, conforme à la Constitution la loi organique relative aux magistrats de l'ordre judiciaire servant dans les organisations internationales. Ce texte étend à tous les magistrats le bénéfice des dispositions de la loi du 17 janvier 1986 qui a institué des majorations d'ancienneté pour l'avancement des fonctionnaires qui sont détachés auprès d'organisations internationales. Les lois organiques sont automatiquement soumises à l'examen du Conseil constitutionnel avant leur promulgation.

Défense

Pour améliorer ses capacités de détection

La France va entamer des négociations avec Boeing pour l'achat d'avions-radar

Les services techniques officiels du ministère de la Défense viennent d'être autorisés à entamer des négociations avec le constructeur aéronautique américain Boeing en vue de l'achat d'avions-radar du type AWACS E-3A au profit de l'armée de l'air française.

Pour autoriser cette discussion, le ministère de la Défense a adressé à la Direction des constructions aéronautiques, qui dépend de la Délégation générale pour l'armement, ce qu'on appelle en termes administratifs une « fiche de lancement AWACS ». Cette procédure revient à permettre aux services techniques de lancer la négociation avec l'industriel américain. L'état-major de l'armée de l'air a évalué ses besoins à trois avions AWACS E-3A pour améliorer ses capacités de détection à très basse altitude.

A partir d'une cellule d'avion de ligne intercontinental Boeing-707, le constructeur américain a conçu un appareil porteur d'un radar, d'antennes de transmission et d'une informatique de bord qui lui permet de détecter et d'identifier des vols hostiles à basse altitude à quelques centaines de kilomètres de distance. Ces indications sont ensuite transmises au sol au commandement chargé de la chasse à mener contre des avions adverses.

L'armée de l'air américaine est déjà dotée d'un tel système de commandement et de contrôle de l'espace aérien. De même, des AWACS sont déjà en service en Allemagne fédérale, pour le compte des pays de l'OTAN, et en Arabie saoudite, avec l'aide américaine.

En France, la signature de la « fiche AWACS », qui marque donc la première étape officielle du projet d'acquisition d'avions-radar au bénéfice de l'armée de l'air, se fonde sur la décision par le Parlement de consacrer, au sein du budget de la

défense pour 1987, une somme de 4 milliards de francs (en autorisations de programme) à la mise au point d'un système aéronautique de détection et d'alerte. L'armée de l'air française avait le choix entre plusieurs formules possibles. Très tôt, elle avait fait savoir au gouvernement que l'AWACS répondait à ses besoins.

Compte tenu des infrastructures au sol et de l'environnement opérationnel requis par l'AWACS, le coût d'un programme d'achat de trois Boeing E-3A est évalué à un total de 8 milliards de francs environ. Cette somme peut être partiellement compensée par la décision de Boeing d'accorder, ou non, des contreparties aux industriels français de l'aéronautique ou de tout autre secteur.

L'option prise ainsi en faveur de l'AWACS ne fait cependant pas l'unanimité en France, dans les milieux militaires (y compris dans les rangs de l'armée de l'air) ou industriels. Aux partisans de Boeing s'opposent en effet les adeptes d'autres solutions possibles et moins onéreuses, comme l'achat de l'avion-radar Hawkeye de Grumman ou un abonnement au réseau de détection propre à l'OTAN (dix-huit AWACS en Allemagne fédérale) sur le modèle de ce qui existe déjà entre la France et le réseau-radar NADGE au sol.

● Un abus d'exercices tombe sur une habitation en Côte-d'Or. Un abus d'exercice de 30 minutes par un avion Jaguar en entrainement au champ de tir d'Essey (Côte-d'Or), est tombé, jeudi après-midi 11 janvier, sur une habitation de Marsannay-la-Bois en l'absence de tout occupant. On a relevé quelques dégâts matériels. Des élus locaux ont annoncé leur intention d'adresser une lettre à l'autorité militaire pour lui faire part de la gêne occasionnée à leurs administrés et demander un respect des plans ou couloirs de vol par les avions lors des séances de tir.

Presse

Nouvelle tension à l'AFP

La candidature de M. Jean Miot rencontre l'opposition unanime des syndicats

Quelques semaines après la plus longue grève de son histoire, l'Agence France Presse (AFP) connaît à nouveau un regain de tension. A l'origine de l'agitation, la volonté de M. Jean Miot, directeur délégué du Figaro, président du Syndicat de la presse écrite et administrateur de l'AFP, de se faire nommer « administrateur délégué ». En attendant la nomination — d'une évidence difficile — d'un successeur à M. Henri Piget, M. Jean Miot souhaite assurer, à travers cette fonction, une « mission de suivi » mais affirme ne pas être candidat à la présidence. Cette « mission » durerait jusqu'au 19 mars, date ultime du délai imparti au conseil d'administration de l'AFP pour désigner un PDG.

Une levée de bouillottes

Cette candidature de M. Jean Miot, communiquée aux journalistes au cours de la conférence de rédaction du vendredi 9 janvier, a déclenché une violente levée de bouillottes. Les syndicats de journalistes, Syndicat des journalistes (SNJ), SNJ-CGT, CFDT, FO, ont tous exprimé leur opposition à la désignation de M. Miot à un poste de responsabilité au sein de l'AFP.

« Notre opposition à la nomination d'un membre du groupe Hersant est définitive », affirme un responsable FO. Cela mettrait en cause la crédibilité de l'agence. « Pour la société des journalistes de l'AFP », M. Jean Miot est récusé, sans appel. Le futur PDG doit être un journaliste de culture internationale, aux qualités professionnelles et à l'autorité morale unanimement reconnues. M. Miot ne correspond pas à ce portrait. C'est, de plus, un homme politique déguisé en journa-

liste. Les syndicats ont ajouté, que, au cas où le conseil d'administration de l'AFP, qui doit se réunir mercredi 14 janvier, accepterait la proposition de M. Miot, ce dernier ne « pourrait, ensuite, physiquement entrer à l'agence... »

Tout en prenant acte de la candidature de M. Miot à un poste d'administrateur délégué (qui n'existe pas dans le statut de l'AFP et devrait être créé ex nihilo par le conseil d'administration), plusieurs patrons de presse, administrateurs de l'AFP, estiment que « cette solution ne serait choisie qu'en cas d'échec d'autres procédures ». « C'est une carte, mais il y a bien d'autres », souligne un membre influent du conseil pour lequel la désignation de M. Miot ne serait pas la meilleure solution... »

Bien d'autres ? Certes. Le conseil d'administration peut en effet désigner, dès le 14 janvier, le nouveau PDG de l'agence parmi la dizaine de journalistes ou de personnalités de la presse représentés par M. Jean-Louis Frérot, directeur général de la Voix du Nord et vice-président du conseil d'administration. Mais nombre d'entre eux se sont déjà récusés devant l'ampleur de la tâche. Faute de trouver la personnalité idéale, les administrateurs peuvent aussi se reposer sur le conseil supérieur de l'agence qui, selon le statut, peut proposer deux candidats, pour lesquels la majorité relative des voix du conseil suffit.

Il reste que l'éventualité d'une prise en compte de la proposition de M. Miot demeure. Décidés à s'y opposer, la rédaction de l'AFP devrait se réunir une nouvelle fois en assemblée générale, lundi 12 janvier.

YVES-MARIE LABÉ.

Cogérant de « Libération », M. Antoine Griset démissionne

M. Antoine Griset, cogérant du quotidien *Libération* avec M. Serge July, a annoncé le 9 janvier dans une lettre au personnel, sa démission. Cette décision intervient à la veille de la désignation d'une nouvelle équipe dirigeante qui doit avoir lieu le 27 janvier.

La liste des candidatures étant close le 12 janvier, on ne sait pas encore si M. Serge July se présentera seul pour cumuler les fonctions de gérant et de directeur de la publication. Une assemblée générale des personnels de *Libération* est convoquée pour le 16 janvier.

M. Griset, qui occupait ses fonctions depuis six ans, estime, dans sa lettre au personnel, qu'il était fortement contesté au sein de l'entreprise et se refuse désormais à occuper d'autres fonctions dirigeantes.

Il y a deux mois, une note collective du service économique de *Libération* dénonçait « des erreurs grossières de gestion » aboutissant sur le premier semestre de 1986 à une perte de 583 000 F pour le journal, alors que le bénéfice prévu était de 4,8 millions de francs (le *Monde* du 14 novembre).

Le Monde
sur minitel
IMMOBILIER

30 000 affaires Paris-province. Garantie

36.15 TAPEZ LEMONDE

JUSTICE

M. Chalandon va consulter les entreprises candidates à la construction de prisons privées

Les prisons privées ne sont pas pour tout de suite, mais M. Alain Chalandon fait comme si de rien n'était. La machine est en marche et il n'y a aucune raison de l'arrêter, affirme-t-on au ministère de la justice. L'ultime version du cahier des charges qui sera imposé aux entreprises privées est en cours d'élaboration. Aussitôt après, au mois de février sans doute, les entreprises candidates seront invitées à faire connaître leurs propositions.

Cette procédure, qui anticipe sur le vote de la loi, a reçu l'aval de l'hôtel Matignon, assure-t-on à la chancellerie. L'appel d'offres n'est pas officiellement lancé, insiste-t-on place Vendôme, et il ne sera pas avant que le Parlement ait donné son accord aux prisons privées. Les entreprises candidates seront cependant « consultées » avant, afin de gagner du temps, ajoute-t-on au ministère de la justice. M. Chalandon espère ainsi rattraper le retard apporté à son projet par la « pause » gouvernementale. Ce projet aurait dû être voté en février au plus tard, et il ne le sera pas avant l'été au mieux.

Un début de discussion a eu lieu au Sénat le 19 décembre 1986 mais, la session parlementaire touchant à sa fin, les débats

ont été interrompus avant même que le garde des sceaux réponde aux orateurs qui s'étaient exprimés lors de la discussion générale. Cela n'empêche pas M. Chalandon de se montrer confiant et de juger que son projet passera « comme une lettre à la poste ».

La discussion au Sénat a cependant montré que certains parlementaires de la majorité avaient des réserves. M. Raymond Barre aussi. Interrogé par Catherine Nay sur les prisons privées, mercredi 7 janvier, lors de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, il a eu cette réponse : « La garde des sceaux sait que le partage tout à fait, devant les réalités auxquelles il a à faire face, sa volonté de créer, par tous les moyens, des places supplémentaires et, par conséquent, d'avoir une politique de construction d'établissements pénitentiaires. C'est indispensable. Le seul point sur lequel je n'étais pas d'accord avec le projet envisagé, c'était le gardien privé, parce que j'estime qu'un Etat doit être en mesure de donner la garde des sœurs les 3 000 emplois dont il avait besoin pour réaliser le projet de construction qu'il avait dans l'esprit ».

Dans le Nord

Cent cinquante détenus donnent 5 500 francs aux Cent familles

Quelque cent cinquante détenus de la maison d'arrêt de Loos, près de Lille (Nord), viennent d'adresser des mandats d'arrestation de 5 500 F à la fondation Cent familles, créée par le chanteur Jean-Luc Lahaye pour venir en aide aux enfants délaissés.

Les détenus ont fait ce geste spontanément, à la fin du mois dernier, après avoir regardé une émission télévisée consacrée à la fondation au cours de laquelle un appel à la générosité publique avait été lancé. L'organisation de collectes était cependant interdite au sein d'un établissement pénitentiaire, les détenus ont dû envoyer individuellement leurs dons.

« La plupart de ceux qui sont ici ont eu une enfance difficile, et c'est certainement pour cette raison qu'ils se sont sentis interpellés », a expliqué le sous-directeur de la maison d'arrêt. A plusieurs reprises déjà, certains détenus avaient envoyé des petites sommes pour des causes humanitaires, notamment pour lutter contre la famine en Éthiopie. C'est cependant la première fois qu'un appel à la générosité provoque un mouvement aussi massif au sein de la prison.

« Minute » condamné pour diffamation envers Air France

Le tribunal de grande instance de Paris vient de condamner l'hebdomadaire Minute pour diffamation envers Air France et son président, M. Marcen Long.

Minute avait publié dans son numéro du 24 octobre un article mettant en cause la compagnie et son président au sujet d'un détournement de 80 millions de francs lors du rachat par la société Méridien, filiale d'Air France, de participations dans trois hôtels des États-Unis. Minute a renoncé à plaider, déclarant « s'en rapporter à la justice ». Le tribunal, présidé par M. Yves Monnet, a estimé que les allégations de l'article incriminé ne comportaient pas « la moindre justification » et relevait d'une « volonté de nuire évidente », constituant des imputations diffamatoires.

En conséquence, Minute, son directeur de publication M. Patrice Boizac et le journaliste Jean Charrout, sont condamnés à la publication du jugement dans quatre journaux choisis par Air France, ainsi qu'à sa lecture à un journal de France-Inter. Ils devront, en outre, verser le franc de dommages et intérêts à Air France, ainsi que 6 000 francs à M. Pierre Schind, administrateur de la compagnie, également mis en cause. Il a par ailleurs été demandé de « réparer la réputation » de la compagnie lorsqu'elle sera en mesure d'évaluer exactement son préjudice.

Au tribunal de Nanterre

Condamnations « modérées » pour trafic de drogue

La dix-septième chambre correctionnelle de Nanterre (Hauts-de-Seine) présidée par M. Jean-Claude Fouque a rendu, samedi matin 10 janvier, son jugement sur une affaire de trafic de drogue dans laquelle étaient impliquées cinquante-quatre personnes.

Le procureur de la République avait requis des peines à peu près identiques pour les quarante-six prévenus présents à l'audience qui a duré toute la semaine du 5 au 10 janvier. Le tribunal s'est, au contraire, efforcé de distinguer les simples usagers des petits « dealers », des semi-grossistes et enfin des trafiquants soupçonnés d'appartenir à un réseau international. Les peines d'emprisonnement, dont certaines avec sursis, vont de quelques mois à cinq ans, et le tribunal a prononcé une relaxe.

Des filières srilankaises et thaïlandaises d'héroïne ainsi qu'une filière colombienne de cocaïne avaient été découvertes par les enquêteurs. Plus de 5 kilos d'héroïne, 1,3 de cocaïne et 7 kilos de résine de cannabis avaient été saisis. Parmi les trafiquants les plus lourdement condamnés figurent deux Srilankais, un français et un Thaï, Marcel Mouchigian, cinquante-cinq ans, déjà condamné dans le passé pour trafic d'héroïne.

● Mise en liberté du meurtrier d'un jeune cambrioleur. — M. Gavino Carpa, trente-huit ans, inculpé, le 12 décembre à Sarreguemines (Moselle), d'homicide involontaire et dérobé (le Monde daté 14-15 décembre 1986), vient d'être remis en liberté. Le 11 décembre, il avait mortellement blessé un jeune cambrioleur de dix-sept ans qu'il avait surpris sur le toit de sa maison.

A Garges-lès-Gonesse

Découverte d'un important stock d'armes

Les inspecteurs du SRPJ de Versailles ont découvert, jeudi 8 janvier, un important stock d'armes dans une boutique désaffectée de Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise) : trois pistolets mitrailleurs, un fusil d'assaut, une carabine, quinze armes de poing, notamment, étaient entreposées dans le local, où les policiers ont aussi trouvé un lot de marchandises vraisemblablement volées. Cette découverte a été faite après l'interpellation d'un conseiller en gestion parisien, Philippe Gemen, âgé de trente-sept ans, demeurant rue de l'Élysée à Paris (8^e). Ce dernier a été interpellé dans le cours d'une enquête sur les circonstances dans lesquelles un commerçant d'Ormesson (Val-de-Marne), M. Jean-Pierre Béguine, trente-huit ans, avait été séquestré en 1986 par des partenaires financiers qui lui réclamaient une somme de 500 000 francs.

Considérés comme deux des auteurs présumés de cette séquestration, Philippe Gemen et un de ses amis, Serge Khalifa, quarante-deux ans, demeurant à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), ont été inculpés et écroués.

L'affaire de Fontenay-sous-Bois

Un nouveau rapport d'expertise contredit la version du policier qui a tué William Normand

Un nouveau rapport d'expertise, contredisant la version soutenue par Eric Laignel, vingt-trois ans, le policier qui a tué d'une balle dans le dos, le 31 juillet dernier, William Normand, un prothésiste dentaire de vingt-quatre ans, rue du Clos-d'Orléans à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), a été remis jeudi 8 janvier à M. Claude Coulangue, le juge d'instruction chargé du dossier. L'avocat de la famille de William Normand, M. Francis Terquem, a annoncé qu'il demandait au juge une nouvelle reconstitution des faits, à la lumière de ce nouveau rapport d'expertise, établi par les services du professeur Cecaldi.

Le policier, inculpé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner », en liberté sous contrôle judiciaire, a toujours soutenu qu'il avait tiré sur William Normand à une distance de 12 mètres. Selon lui, le jeune homme, pilotant une moto de forte cylindrée, avait tenté de lui échapper en remontant à vive allure, sur le trottoir et à contre-sens, la rue du Clos-d'Orléans. Toujours selon cette version, William Normand avait amorcé un mouvement de rotation du buste comme s'il allait brandir une arme, c'est alors que, faisant feu une seule fois, le policier avait tué le jeune homme sur le coup.

En contradiction avec cette thèse, le nouveau rapport d'expertise fait apparaître que le policier aurait tiré de beaucoup plus près sur le fuyard. En effet, la balle qui a tué William Normand lui a traversé le corps et a brisé, en bout de course, le rétroviseur recueilli sur le trottoir se trouvant à deux ou trois mètres de l'endroit où le policier a tiré et non à une douzaine de mètres.

Vendredi, M. Claude Coulangue a déclaré à l'AFP que le rapport d'expertise établissait que « ces débris de miroir s'intègrent parfaitement avec l'ensemble du miroir du rétroviseur de la moto de William Normand ». Ce qui tend à établir, selon M. Francis Terquem, qu'Eric Laignel aurait tiré de très près sur le jeune prothésiste dentaire.

● Nomination de magistrats. — M. Paul Hoegel a été nommé récemment premier président de la cour de Colmar. Ont été nommés procureurs généraux : MM. Jacques Brun à Riom et Lucien Dupres à Saint-Denis-de-la-Réunion.

Incident au tribunal de Valence

Le procureur, le député et les toxicomanes

VALENCE de notre correspondant

La rentrée solennelle du tribunal de grande instance de Valence, le jeudi 8 janvier, a été troublée par un incident : M. Régis Parent, député (RPR) de la Drôme, a ostensiblement quitté la salle d'audience au beau milieu du discours de M. Georges Apap, procureur de la République. Pour illustrer son propos sur « les limites à assigner à la répression », le magistrat avait choisi l'exemple de la toxicomanie. Faisait parallèle entre drogue et alcool, il remarquait que « la seule différence entre les deux phénomènes est celle de l'interdiction légale ». Une intervention qui, selon lui, ne sert à rien puisque le nombre des intoxiqués ne cesse d'augmenter.

M. Apap est même allé plus loin en estimant que la répression des toxicomanes « a des effets pervers de toutes les interdictions » : elle favorise le trafic, a-t-il affirmé, et renchérit le prix de la drogue en raison des risques encourus par les trafiquants. Pour se procurer cette drogue, les toxicomanes commettent alors des vols et des agressions.

Convaincu que l'usage de la drogue va se développer « inexorablement, avec ou sans prohibition », M. Apap imagine une société ouverte aux stupéfiants, « le traficant se transformant en honnête importateur et le petit revendeur en teneur de débit sans reproche » ; ou le service des fraudes s'occuperait à la qualité des produits ; ou le corps médical prendrait

en charge les consommateurs excessifs et on leur fournirait bien que la brigade des stupéfiants se reconvertisse.

En attendant de tels propos, M. Parent a quitté précipitamment la salle d'audience. « Cette attitude est inadmissible de la part d'un homme qui est chargé de faire appliquer la loi », a-t-il notamment déclaré.

JOËL CUOQ. [Militant du Syndicat de la magistrature, procureur à Valence depuis 1982 après avoir occupé les mêmes fonctions, à partir de 1973, à Rochefort, puis à Nantes, M. Apap a souvent fait parler de lui. En 1982, il avait été élu au conseil municipal de Valence à sa descente d'un TGV, après avoir légitimement refusé de présenter ses papiers à un contrôleur trop zélé. Il est à l'origine d'une expérience de médiation judiciaire à Valence, destinée à réparer les dommages causés aux victimes, tout en évitant des poursuites contre les petits délinquants.]

● M. Gérard de Villiers n'ira pas en prison. — La cour d'appel de Paris a condamné, jeudi 8 décembre, M. Gérard de Villiers, auteur de la série de romans SAS à un an d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour fraude fiscale. M. de Villiers avait fait appel de sa condamnation à six mois de prison ferme prononcée par la onzième chambre du tribunal correctionnel, le 11 décembre 1985. Il était reproché à M. de Villiers d'avoir dissimulé à l'administration fiscale une somme d'environ 29 millions de francs pour les années 1978, 1979 et 1980.

FAITS DIVERS

● Naufrage d'un chalutier de Concarneau. — Un seul des cinq hommes d'équipage du Gayford, un chalutier immatriculé à Concarneau (Finistère), a été retrouvé ce samedi 10 janvier après un naufrage au large de la pointe de Penmarc'h. L'homme, qui dérivait dans un canot pneumatique, a été récupéré par un hélicoptère de la marine nationale. D'intenses recherches se poursuivaient ce samedi pour retrouver les quatre autres marins.

● L'épave du Bonne-Sainte-Rita retrouvée. — Le chasseur de mines Clio a retrouvé, vendredi 9 janvier, l'épave du chalutier disparu Bonne-Sainte-Rita, qui avait coulé le 29 décembre dernier avec sept hommes à bord, au large de Saint-Vaast-la-Hougue (Manche). L'épave, qui repose par 30 mètres de fond, devait être visitée ce samedi par des plongeurs de la marine nationale.

● Trois morts dans un incendie à Paris. — Un couple et son enfant de huit ans ont trouvé la mort, jeudi soir 8 janvier, dans l'incendie d'un immeuble, 2, rue Coustou à Paris (18^e). Il s'agit de Jean-Claude Guarnier, trente ans, de son épouse, Lorette, vingt-neuf ans, et de leur fils aîné, Jean-Marc. Les trois victimes sont de nationalité haïtienne. L'enquête du laboratoire central de la préfecture de police a établi que l'incendie est d'origine accidentelle.

MÉDECINE

Des distributeurs de préservatifs sur le campus

L'académie de Grenoble et la Mutualité française ont lancé, le 9 janvier, une campagne de prévention des maladies sexuellement transmissibles et du SIDA. A cette occasion et pour la première fois en France, quinze distributeurs de préservatifs vont être installés sur le campus universitaire de Grenoble-Saint-Martin d'Hères, dans les locaux les plus fréquentés (restaurants et résidences). En outre, une bande dessinée de Lamouche, intitulée Merlot contre MST et SIDA, sera éditée à cinquante mille exemplaires. On y voit un détective privé, Merlot, qui classe les MST contractées par une certaine Greta Garbo et recherche ses anciens partenaires.

● Un prêtre refuse de marier un malade atteint de SIDA. — Un Américain malade du SIDA et déjà marié civilement s'est vu refuser le droit de se marier religieusement à la cathédrale (catholique) Saint-Patrick de New-York. Le recteur de la cathédrale a indiqué qu'il avait pris lui-même cette décision, selon son « propre jugement pastoral ». — (AFP.)

SPORTS

Le rallye Paris-Alger-Dakar

Un arbre dans le désert

DIRKOU de notre envoyé spécial

Moment de recueillement, vendredi 9 janvier, juste avant le départ de la neuvième étape du rallye Paris-Alger-Dakar pour les 261 concurrents encore présents. Les pilotes sont venus rendre hommage au créateur du rallye, Thierry Sabine, disparu, il y a un an, dans un accident d'hélicoptère (1).

Après avoir bivouaqué dans les sables du Ténéré, au lieu dit Texaco, les concurrents se sont réveillés lorsque la lumière rouge a commencé à couvrir l'horizon. Là-bas, aussi loin que porte la vision, il n'y a rien, si ce n'est cette légère brume qui forme le contact du sol avec le sol encore chargé de la fraîcheur de la nuit.

Hagards, la barbe déjà apparue après une semaine de vie dans le désert, ils se sont dirigés, leur gamelle à la main, vers les dunes d'Africourt. Peu de dialogues entre ces rescapés d'étapes déjà épuisantes, mais une espèce de force incontrôlée qui les pousse à poursuivre le plus loin possible. Le déjeuné avalé, les nations de survie combattues, ils se sont mis en route vers le lieu de départ de l'épreuve spéciale.

Un point dans le désert, encore un lieu inconnu des cartes, un simple monticule de sable à vingt kilomètres de Texaco. Une petite butte surmontée d'un tronc desséché et entourée de buissons à peine verts. Une modeste plaque de cuivre fixée sur une grosse pierre indique simplement le nom de celui qui fut à l'origine de cette aventure. Thierry Sabine qui s'était perdu pendant trois jours dans le Ténéré, bien avant la création de l'épreuve, avait demandé que ses cendres soient dispersées à cet endroit. Sa volonté a été exécutée et au pied de l'arbre devenu « l'arbre Thierry Sabine », les concurrents sont venus ranger leur véhicule.

Les motards d'abord sont montés, vers 9 heures, se recueillir en silence devant la plaque commémorative. Alors que des pilotes italiens prient à genoux, d'autres concurrents viennent serrer la main au père du rallye. Le recueillement est moins perceptible chez les conducteurs d'automobiles et de camions qui succèdent quelques minutes plus tard aux motards. En deux groupes, ils sont venus se ranger en ligne au pied de l'arbre pour prendre le départ d'une

épreuve de 506 kilomètres qui devait les conduire à Dirkou, minuscule cité du nord du Niger.

Près d'une centaine de véhicules à quatre ou six roues qui se mettent en route en même temps dans un bruit d'enfer et un immense nuage de sable. Des voitures qui fonctionnent à des vitesses que les habitués d'autoroutes atteignent rarement. Des voitures rouges, bleues ou jaunes bordées de slogans publicitaires aussi étranges dans ce décor qu'un chapeau sur la place de la Concorde. Casqués, sanglés à leurs sièges, pilotes et navigateurs se lancent vers l'horizon, confiants en leur livre de bord et surtout en leur boussole.

Tactique ou ruse pour dérouter

Paris de la même ligne, les véhicules semblent se diriger vers des destinations différentes. Tactique ou ruse pour dérouter l'adversaire, chacun joue sa carte dans cette colonne qui s'éloigne d'un monument qui va à nouveau retrouver le calme.

Trois heures trente après, Lalay faisait franchir à sa Honda la ligne d'arrivée, précédant de quelques secondes Aurélien et Neveu. Ensuite, le 4x4 Mitsubishi de Rigi apparaît, devançant un jalit tiré de 205 turbo. Ici, égaré dans les dunes, et Cowan, embourbé dans des salines près de Bilma, fermait la marche d'un convoi qui avait encore perdu quelques éléments. Les concurrents paraissent avoir oublié leurs sentiments du matin. Les résultats de leurs adversaires les plus directs étaient de nouveau leur principale préoccupation.

SERGE BOLLOCH.

(1) Selon certaines sources, l'accident aurait été provoqué par la présence d'un reptile dans le cockpit de l'hélicoptère.

● TENNIS : les internationaux d'Australie. — Pour leur dernière édition sur le gazon du stade Kooyong à Melbourne, les internationaux d'Australie ont l'occasion, du 12 au 25 janvier, d'une première dans le tennis professionnel : des quarts de finale à la gagnante, les gains des joueuses du tableau féminin seront en moyenne supérieurs de 8 % à ceux des joueurs du tableau masculin.

BIBLIOGRAPHIE

Une écologie de la morale

Pour « réhabiliter la morale » en 191 pages, il faut un certain cult. Jean-Claude Barreau n'en a jamais manqué : cet ancien prêtre, chargé des loubards de Pigalle, fit du bruit il y a quinze ans en annonçant publiquement son mariage, avant de devenir responsable de la coopération en Algérie, chargé de mission à la présidence de la République, puis inspecteur général de l'éducation nationale. Il sait se mettre en avant, prendre éventuellement des coups, avec une assurance désarmante et un éternel regard d'adolescent.

En 1987, dans la Foi d'un païen, Jean-Claude Barreau, converti au christianisme, batistait contre le moralisme. Vingt ans plus tard, dans La foi qui reste, toujours attaché aux valeurs évangéliques, il défend « une écologie de la morale ». Mais un cyclone est passé entre-temps.

« La foi dont on veut parler dans cet essai, explique l'auteur, c'est la foi qui reste à l'individu quand il est revenu de tout. » Une foi qui n'appartient donc à aucune religion, aucune idéologie : un « minimum commun », dans lequel peuvent se retrouver « tous les hommes de bonne volonté » ; une croyance minimale, nécessaire pour vivre et affronter la mort.

« Parler de la foi peut paraître curieux. En fait, on ne peut y échapper, souligne Jean-Claude Barreau. Vouloir, par exemple que tous les êtres humains soient égaux est un acte de foi : ils le sont en droit — parce que nous y

croions, — ils ne le sont pas en fait.

L'éthique est incontournable. Les chercheurs en médecine n'ont-ils pas réclamé l'avis des moralistes ? On vient de leur donner une Commission nationale d'éthique. Un peuple ne peut se contenter, en effet, de camper dans les décors de ses valeurs, sous peine de dériver complètement ou d'être « démoralisé » et menacé par des moralismes fanatiques.

Toutes les valeurs sont bonnes, remarque Jean-Claude Barreau, mais il y a de mauvaises valeurs. Tout dépend de la manière dont on les agence. Et il faut les agencer, car, soignons, une valeur devient folle. De même que la foi sans le doute devient fanatisme.

L'auteur propose sept critères pour s'orienter dans l'écologie des valeurs. Une morale, selon lui, doit être laïque, actuelle, fraternelle et modeste. Elle doit offrir plusieurs défis, réveiller au lieu d'endormir, permettre la résistance et non la résignation. Bref, s'opposer à l'intégrisme sous toutes ses formes.

On trouvera beaucoup d'évidences dans ce petit livre alerte et ambitieux, et c'est sans doute significatif : le « minimum commun » existe bel et bien. Il permet souvent à une France déchirée en apparence de communiquer moins mal qu'elle ne l'imagine...

ROBERT SOLÉ.

★ Jean-Claude Barreau, La foi qui reste, Seuil, 191 pages, 75 F.

Le Monde sur minitel

PARIS-DAKAR

Tous les classements. Gagnez une moto 36.15 TAPEZ LEMONDE

Le Monde REGIONS

ALSACE

Une éclipse pour Strasbourg

Le sénateur et maire de Strasbourg, M. Marcel Rudloff (UDF-CDS) s'est déclaré « extrêmement amer et déçu » après le premier tour opéré par la Commission européenne entre les villes candidates à l'implantation de l'Office européen des brevets. Strasbourg est en effet écarté, et seule quatre métropoles européennes demeurent en lice : Madrid, La Haye, Munich et Londres.

Strasbourg se croyait pourtant bien défendu. Sa candidature date de 1976 et a été sans faille soutenue par les gouvernements français successifs. Ainsi le contrat de plan signé entre l'Etat et la région Alsace le 28 avril 1984 mentionne-t-il cet organisme, tandis que la plaquette de promotion éditée par Strasbourg en 1986 est préfacée par le premier ministre, Jacques Chirac.

Parmi les arguments entendus à Bruxelles, Strasbourg aurait souffert de la présence du Parlement européen. La volonté affirmée de la Commission serait de décentraliser les institutions européennes. « C'est d'abord inexact, rétorque M. Rudloff, le Parlement n'est là que cinq jours par mois. Et si vraiment on a écarté Strasbourg parce que siège du Parlement, il faut en finir avec ce psychodrame permanent où l'on menace Strasbourg d'un départ du Parlement... »

Surtout, l'on insiste à Strasbourg sur l'aspect national de cet échec : la France n'avait qu'une ville candidate et c'est elle qui se voit écartée. Il ne s'agit donc pas d'une répétition de la mésaventure du synchrotron européen, pour lequel le gouvernement français a changé de ville candidate, préférant Grenoble à Strasbourg.

Deux autres avis doivent éclairer la décision des ministres de l'Industrie : ceux du Parlement européen et du Conseil économique et social des Dons. Mais l'avis de la Commission est primordial. Ni le soutien des professionnels français ni le comité de soutien présidé par Mme Simone Veil n'ont pu convaincre les commissaires : Strasbourg a peu de chances de modifier les choix européens.

Auvergne

Le Clermont nouveau

Le rééquilibrage du cœur du centre-ville de Clermont-Ferrand s'achève autour du point fort que constitue la place de Jaude. Depuis le 11 septembre 1980, le « centre Jaude », ensemble commercial de 22 000 mètres carrés complétés par 20 000 mètres carrés de bureaux et sept salles de cinéma, attirent les Clermontois vers le périclisme sud de la place.

A partir du mois d'avril, au nord de cette place, le marché Saint-Pierre entièrement reconstruit selon une architecture moderne et colorée, offrira 1 000 mètres carrés de surfaces exclusivement consacrées à l'alimentation. « Nous aurons ainsi monté une ossature complète de services sous toutes leurs formes », indique Roger Quilliot, sénateur et maire de Clermont-Ferrand.

La place de Jaude, elle-même, subit actuellement une profonde modification. La statue de Vercingétorix s'élève aujourd'hui dans un environnement refondu qui comprend notamment en surface une sorte de gare centrale d'échanges du réseau de transports collectifs de l'agglomération.

Elle est située au-dessus d'un parking souterrain qui s'inscrit dans un plan de points d'accueil des voitures, qui s'achève, lui aussi, au moment de l'ouverture du marché Saint-Pierre au printemps avec un « garage » de 315 places. Le centre-ville comprendra alors 2 700 places couvertes de stationnement.

En terme d'investissements publics et privés, un montant global de 200 millions de francs aura été consacré à ces trois points clés de la capitale auvergnate sur une période de sept ans.

UNE ÉTUDE DE L'INSEE

La France riche et la France pauvre

QUE l'Île-de-France caracole en tête des régions françaises, qu'elle « trône » les sièges sociaux des grandes entreprises, qu'elle concentre les deux tiers des organismes de recherche, que le taux de chômage y soit moins fort qu'ailleurs, que le revenu des habitants dépasse nettement la moyenne nationale, que le marché immobilier des bureaux y soit florissant, tout cela personne ne l'ignore.

Les Français savent aussi que l'Île-de-France a bien de la chance puisque l'usager parisien paie le billet de son entrée bien moins cher que le Marseillais ou le Lyonnais, que les grands projets culturels le favorisent davantage que le Bordelais ou le Breton, et qu'enfin, sauf imprévu, Disneyland va injecter à Marne-la-Vallée des dizaines de milliards d'investissements et de courants commerciaux. Et sur 59 salons internationaux qui ont eu lieu en 1986, 45 se sont déroulés dans la capitale...

L'INSEE, dans sa dernière livraison, apporte des éléments inédits qui confirment cette prépondérance de l'Île-de-France. En 1984, le produit intérieur brut (PIB) de cette région a représenté 27% du total national. Rhône-Alpes, avec 9,8%, Provence-Alpes-Côte d'Azur (8,8%) et le Nord-Pas-de-Calais (8%) n'arrivent que loin derrière. En queue de peloton, la Basse-Normandie, la Franche-Comté, le Limousin et la Corse n'ont chacune que pour moins de 2% dans le PIB de la nation.

Néanmoins, sur une longue période, si l'Île-de-France garde sans conteste la tête, l'effet conjugué

des difficultés industrielles et de la politique de décentralisation transparaît à travers le léger fléchissement du Nord, de l'Est et de la région parisienne, alors que le Sud-Ouest (Aquitaine et Midi-Pyrénées) et l'Ouest (Pays de la Loire, Bretagne) enregistrent un mouvement inverse et accroissent leur part dans le PIB.

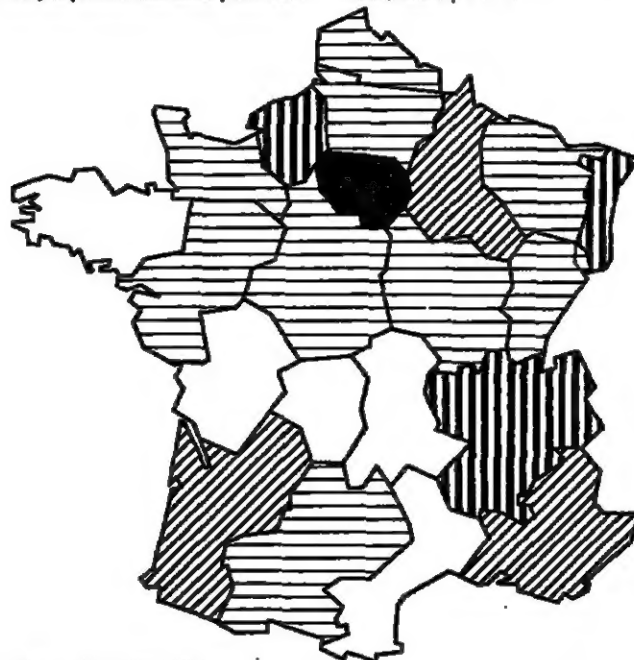
Rapporté au nombre d'habitants, le produit intérieur par habitant

de l'Île-de-France en tête, mais elle est suivie, cette fois, par l'Alsace, la Haute-Normandie et Rhône-Alpes, tandis que le Bretagne et le Languedoc-Roussillon rejoignent, chez les retardataires, la Corse, le Limousin et Poitou-Charentes. Entre le PIB du Corse, du Corrèze, du Poitou et celui de l'habitant d'Île-de-France, l'écart est de 1 à 2.

L'INSEE compare enfin, pour l'année 1983, la part des activités agricoles, industrielles ou tertiaires (bureaux, recherche, administration, universités, services) dans le valeur ajoutée de l'économie régionale. La région la plus industrielle est la Franche-Comté (45% de la valeur ajoutée) à cause du poids de l'automobile à Sochaux. D'Alençon, de Brest notamment dans la région de Brest-Montbéliard et des industries micro-mécaniques. Les moins industrielles sont Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Roussillon et l'Île-de-France. En revanche, la région parisienne et la Provence se détachent en tête (autre la Corse) pour le poids du secteur tertiaire (68% à 69%). La part de l'agriculture dans la valeur ajoutée a sensiblement diminué dans les régions où cette activité est traditionnellement essentielle : Bretagne, Languedoc, Limousin, Auvergne, Champagne-Ardenne. Elles font toutefois exception grâce au bruyage tout le monde connaît la valeur ajoutée et le valeur tout court...

L'étude de l'INSEE tombe à pic au moment où les responsables de l'aménagement du territoire, épluchant le rapport Guichard, cherchent les moyens de redonner vie à une politique en jachère et où le 10 janvier à Nantes, autour d'Olivier Guichard, président de la région Languedoc-Roussillon, réunit ses collègues présidents des conseils régionaux. A l'ordre du jour : l'aménagement du territoire, nécessité ou utopie en 1987 ?

FRANÇOIS GROSCHARD.



PIB par habitant en 1984
112 300 F/habitant
de 82 000 à 83 500 F/habitant
de 72 000 à 75 000 F/habitant
de 65 000 à 70 500 F/habitant
moins de 62 500 F/habitant

BOURGOGNE

Ces commerces qui ferment

La chambre régionale de commerce et d'industrie de Bourgogne propose aux maires ruraux une formule originale pour analyser les raisons qui poussent les commerçants à quitter leur commune et aider à formuler les moyens de les retenir.

Il s'agit d'une brochure de quarante pages dont celles de gauche apportent éclaircissements, informations, exemples pour mieux répondre aux questionnaires des pages de droite. « Un commerce qui meurt, c'est la vie qui s'en va ! », peut-on lire en titre de la première page de cette brochure, qui sera diffusée à trois mille exemplaires auprès de tous les maires de Bourgogne qui en feront la demande.

DÉJON. — La Bourgogne, la première région de France pour le tonnage fluvial et la longueur de ses canaux (1 000 km), voit sa flotte s'enrichir d'une nouvelle unité.

Il s'agit d'un bateau-mouche lancé par « Navigation et technique ». Construit en Bourgogne, ce bateau peut recevoir quarante-quatre passagers pour des parcours de quelques heures ou d'une journée sur le canal de Bourgogne.

BRETAGNE

Musicien sans frontières

« Il pleut des cordes sur Managua », tel est le thème de l'action qu'un jeune Breton a entreprise. Soutenu par les associations locales, Bill Le Saout va envoyer sept cents jeux de cordes de guitare au Nicaragua.

Il est globe-trotter, tour à tour interprète, musicien, maçon ou barman au gré de ses pérégrinations. En 1985, il part au Nicaragua pour accompagner un groupe de touristes. Puis il reste un mois de plus (comme bénévole, pour construire une école). Le soir, il traîne dans les

rues. Il découvre que « la guerre larvée et les difficultés économiques empêchent pas les Nicaraguayens de faire la fête ». Il rencontre des troupes de théâtre et des musiciens populaires. Surpris. Ces musiciens n'ont que quatre ou cinq cordes à leur guitare. Il faut tout acheter en dollars, et le billet vert est hors de prix. Ils utilisent des cordes de frein ou d'accélérateur de motocyclette en guise de bases. Le jeune Breton discute avec les artistes et promet d'« en parler dès son retour en France ».

A Brest, son idée fait recette sur la place Châteauneuf où il habite et où, dans un bar racheté il y a quelques années, s'est installée une communauté très vivante. Des associations organisent des réjouissances et publient un journal qui promet son aide. Tout le monde participe. Il faut trouver 5000 francs. « Pour cette somme, un des plus gros revendeurs de cordes de guitare localité de Nantes a promis de nous donner sept cents jeux », soit une somme cinq fois supérieure au prix normal. Un photographe prend un cliché de la place ; il deviendra carte postale et sera vendu 10 francs.

Bill s'assure que les cordes de guitare seront bien distribuées à toutes les troupes de théâtre et les musiciens grâce à un coopératif. « Il ne s'agit pas de faire de la politique, concluent les habitants de la place. C'est un geste amical. Les Nicaraguayens ont besoin de musique comme ils manquent de nourriture ou de médicaments. »

ÎLE-DE-FRANCE

Les mises en garde des juges budgétaires

Lors de la séance solennelle de rentrée du 8 janvier, M. Pierre Grandjeat, président de la chambre régionale des comptes d'Île-de-France, a déclaré que cette institution (née des lois de décentralisation) avait connu en 1986 « sa véritable montée en puissance » (1). De 1983 à 1986, le nombre des saisines de la juridiction

(1) Il existe 24 chambres régionales en métropole et outre-mer.

à propos du contrôle budgétaire des collectivités locales, des offices d'HLM, des lycées ou collèges, est passé de 49 à 244 et celui des avis rendus de 73 à 264.

M. Pierre Grandjeat, s'adressant essentiellement aux élus, les a mis en garde contre la trop grande facilité qu'on leur a donnée d'entre eux à accorder leur garantie financière à un organisme qui a besoin d'emprunter auprès d'une banque. Or, si cet organisme — une société d'économie mixte, par exemple, — tombe en cessation de paiements la commune devra rembourser le banquier, et c'est en définitive le contribuable local qui, par la taxe d'habitation, en fera les frais.

D'autre part, dans le cadre de son activité juridictionnelle, la chambre a rendu 778 jugements en 1986, au lieu de 30 en 1984. En 1987, pour la première fois, seront vérifiées et jugées les comptes du conseil régional d'Île-de-France.

A plusieurs élus qui reprochent parfois aux magistrats des chambres régionales des comptes d'être trop tatillon, voire de s'immiscer dans leur gestion, M. Grandjeat a répondu : « Sans doute la façon dont nous exerçons nos compétences peut prêter à observation, voire à critique. Mais parce que nous sommes une juridiction, il nous appartient de relever, si tel est le cas, que le droit n'est pas appliqué. Le juge n'édicte pas le droit, il le fait appliquer, mais il ne saurait être question qu'il l'ignore. Lorsque le juge prend des libertés avec le droit, la protection des citoyens s'affaiblit. »

MELUN : « Vivre en Seine-et-Marne » est un guide de près de trois cents pages conçu par la rédaction de la République de Seine-et-Marne. C'est à la fois le portrait d'une région, brossé par quelques écrivains de renom (Vercoeur, Maryvonne Miquel, Christian de Bartil-

Cette page a été réalisée par Marie-Christine Robert et ses correspondants : Didier Cornille, Jacques Fortier, Francis Gouge, Christian-Luc Parisien, Guy Porte, Yves Pasch, Lilbert Tarrag.

Coordination : Jacques-François Simon.

lat) et un ouvrage de référence destiné à donner des clés pour les loisirs et la vie quotidienne. On y trouve des itinéraires de découverte pour un touriste original : à pied, à cheval, en voiture ou en bateau ; toutes les adresses, des châteaux, des musées, des associations et des services publics, des conseils pratiques, des trucs pour dénicher une maison à louer ou trouver une solution d'habitat pour les retraités. 272 pages, 85 F. En vente chez les dépositaires de presse du département ; au journal : 3, boulevard Victor-Hugo, 77000 Melun, et à Paris (FNAC).

SAINT-MANDÉ : La place de la mairie de Saint-Mandé, dans le Val-de-Marne, n'a pas changé. Le monument aux morts émerge toujours d'un jardin paysager à la française. Rien ne laisse deviner ici que d'importants travaux ont eu lieu pendant quatorze mois. En effet les arbres, les buissons pouvaient maintenant sur une dalle de béton qui supporte aussi le monument aux morts, aujourd'hui rénové, après avoir été déplacé et remis à son emplacement initial. Le jardin cache sous lui les trois niveaux souterrains d'un parc de stationnement, offrant deux cent huit places et qui se verra à la pointe du progrès.

L'accès a été mis sur les couleurs, la sécurité et l'accueil des handicapés. Les galeries ont été choisies pour « dégager une atmosphère sécurisante » et offrir des points de repos facilement mémorables. Un système d'alarme est relié directement aux locaux de la police municipale.

MIDI-PYRÉNÉES

Une belle provinciale

Créé sur l'initiative du Crédit agricole de l'Aveyron et du Tarn, implanté sur le causse Quinal près de Rodez, INFORSUD (Informations — organisation du Sud) ne renferme pas des racines provinciales, mais affiche désormais ses ambitions nationales.

En dix-sept ans, INFORSUD a multiplié son chiffre d'affaires (257 millions en 1986) par 100 et le nombre d'employés (aujourd'hui

418 dont 120 spécialistes en logiciel) par 20.

Parmi les 1000 à 1500 SSII (Société de service informatique), INFORSUD se situe au deuxième rang national parmi les sociétés qui ont leur siège social en province, au dix-septième rang national pour les prestations matérielles, au trentième rang pour le chiffre d'affaires.

Le groupe INFORSUD vient de racheter SEPEYRAM à Pau à SG 2. Avec cette nouvelle filiale baptisée INFORSUD ATLANTIQUE, il est parfaitement installé dans l'ensemble du Sud-Ouest (Pau, Albi, Rodez, Montpellier, Toulouse). Il a déjà un pied dans la région parisienne à Bagneux et un autre à Lyon.

Spécialiste de l'informatique connectée, INFORSUD met l'accent sur les priorités suivantes : les systèmes experts, la monétique, la micro-informatique, la télématique.

PICARDIE

Maroquiniers de retour

Le société AMSON et Picardie-Bail (SICOM) du conseil régional de Picardie viennent de signer un contrat de leasing portant sur le financement de l'extension des établissements AMSON à Montdidier dans la Somme, spécialisée dans la fabrication de la maroquinerie de luxe (Lancel et Pierre Cardin).

AMSON, qui lance également sa propre griffe, prépare un catalogue destiné à la clientèle étrangère, notamment allemande, belge, luxembourgeoise, suisse et japonaise. L'installation de nouveaux locaux facilitera la politique d'expansion de Guy Lequillet, PDG, qui prévoit non seulement le maintien de 137 emplois existants mais aussi, sans doute, à terme, la création de 30 à 40 nouveaux emplois.

La chambre de commerce et d'industrie d'Amiens et la ville de Montdidier ont, avec l'appui financier du conseil général, activement œuvré pour cette opération qui permet le nouveau démarrage d'une affaire familiale créée en 1943, et qui employait au début de ce siècle près de 2 000 personnes. C'est, dit-on, la plus ancienne maroquinerie française. Elle a été rachetée en 1983 par son actuel président-directeur général.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Soigner son image

Le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) vient de faire réaliser par ses services et des organismes extérieurs une étude sur l'image de marque de la région. Menée au niveau régional mais aussi national et international, cette étude montre les efforts à entreprendre pour mieux faire connaître l'identité régionale et revaloriser une image stéréotypée et plutôt négative.

Ainsi, parmi les décideurs et autres acteurs régionaux interrogés, un sur dix, seulement, connaît l'appellation exacte et les limites administratives de la PACA. Les Français comme les étrangers perçoivent, avant tout, la région comme une terre de soleil et un carrefour économique. Bien qu'ils la jugent « dynamique », ils lui attribuent des faiblesses en terme de qualification professionnelle, d'absentéisme ou d'attractivité à la tâche.

L'image propre de Marseille apparaît plutôt meilleure que dans une récente enquête commandée par la municipalité et ne déçoit pas sur celle de la région.

Cette étude était préparatoire à une vaste campagne de promotion à finalité économique qui va être lancée par le conseil régional avec un budget de 7 millions à 9 millions de francs. Dans la même perspective vient d'être créé un comité régional de promotion et de relations extérieures Provence-Alpes-Côte d'Azur (PROMO-PACA) dont les membres fondateurs sont la région, la chambre régionale de commerce et la chambre régionale d'agriculture.

CHANSONS

Barbara reprend la route

Lili Passion est formelle : « On ne sauvera pas la chanson française par décret. C'est se donner bonne conscience à peu de frais. »

Barbara, la dame du Précy, vit les volets fermés, mais l'air du temps entre chez elle, libre comme le vent. Elle le hume, la tête renversée, avec délice et ironie, cœur ouvert à tous les rires et à toutes les mélancolies.

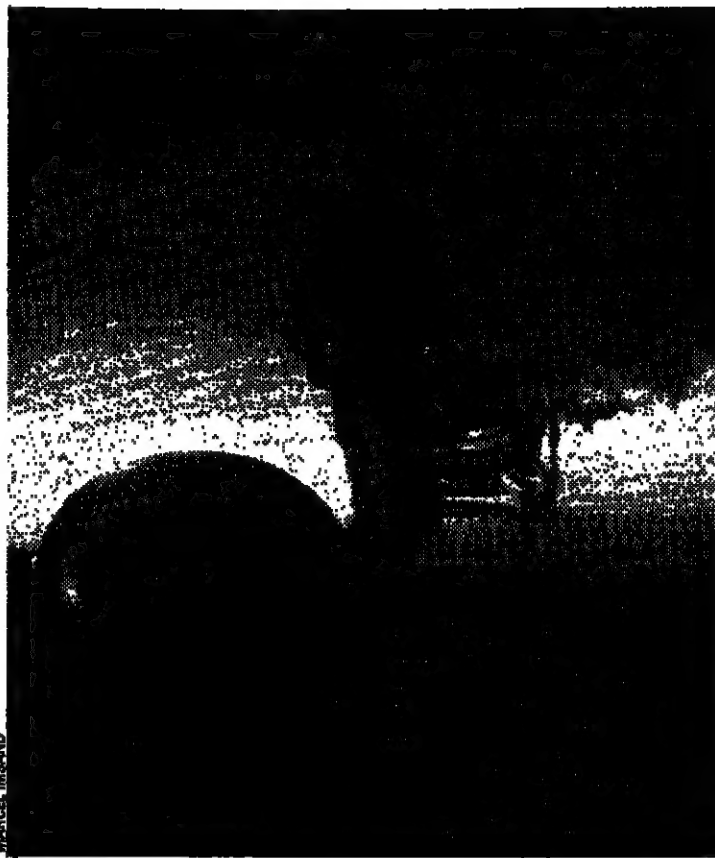
« La semaine de la chanson française ? C'est quoi ça, quelque chose comme la quinzaine du blanc ? Culpabiliser les radios, leur imposer un quota de refrains nationaux... mais pas longtemps, hein ! Ne vous en faites pas, ça ne sera qu'une courte péniance - c'est se donner bonne conscience à peu de frais. Allons donc, un sauvetage ne s'effectue pas par décret. Ce qu'on fait ces jours-ci s'apparente davantage à un enterrement qu'à une célébration. Ce qui me chagrine, c'est de voir des amis, des copains, des camarades s'associer à cet assassinat de première classe... »

Avec une véhémence légère, drapée dans ses châles et dans une gracieuse colère, Barbara démonte, pelle-mêle, une grosse pelote de vérités.

D'abord, la chanson française, selon elle, ne va pas si mal. Elle cite « au hasard » les petites solistes de la relève : Caroline Loo, Lio, Jeanne Mas. Elle voit « des gens magnifiques ». Josselyne, par exemple, qui ne cessent de travailler ; précisant qu'elle ne connaît pas de talents vraiment méconnus, elle demande qu'on ne confonde pas tout. « Il y a plusieurs sortes de chansons. Autrefois, c'est vrai, dans les années 50, on pouvait être très heureux et très connu en ne passant que peu à la radio et jamais à la télé, mais en se produisant chaque soir dans trois ou quatre cabarets parisiens. On allait de l'Ecluse de Jacob au Cheval d'or, de Milord l'arouille à l'Ecluse, sans oublier les Trois Baudets. On pouvait être seulement interprète remarquable comme Colette Renard ou Patrice Chéreau, ou auteur-compositeur et se produire sur scène avec plus ou moins de bonheur. »

« Maintenant, la notoriété passe uniquement par le mariageage (à l'on jamais vu un mot aussi adapté à sa fonction ?) sur les antennes. Et à coups de mariageage, on tue la chanson, le disque et l'artiste. »

Barbara insiste : il ne faudrait pas mettre toutes les gâchettes de vinyle dans le même panier. « Une chanson comme Porteuse d'eau, d'Anne Sylvestre, est splendide. Mais ce n'est pas ce que j'écouterai en mijotant mon ragoût. Là, ce serait plutôt Strangers in the night. »



Car Barbara l'affirme, et elle a raison : la chanson anglo-saxonne, les groupes rock, ont apporté beaucoup - quoi qu'en disent certains dans un vertueux sursaut protectionniste - au patrimoine national.

« Quoi d'autre a poussé la variété française à solliciter ses orchestrateurs, à s'ouvrir à des rythmes plus contemporains ? Quoi d'autre a entraîné les jeunes à se réunir de

plus en plus nombreux dans des grandes salles, unis par la même musique ? »

Et elle, dans tout ça ? Oh, elle n'est pas en cause. « Je n'ai jamais vendu beaucoup de disques, j'existe sur la durée : je vis mon métier comme un grand luxe, me permettant de refuser des choses, d'attendre, de considérer qu'il y a des silences plus importants que tout... »

Cahier de doléances

Réunis autour d'une « table ronde » au Sénat à l'initiative de François Léotard, ministre de la culture et de la communication, et de Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat, les artistes, producteurs, éditeurs et organisateurs de spectacles ont profité de la Semaine de la chanson française organisée sur les radios et les télévisions pour présenter, une fois de plus, leur cahier de doléances : réduction du taux de la TVA de 33,33 % à 7 % comme pour les autres produits culturels, aménagement de la fiscalité des spectacles, mise en place d'un mécanisme de garantie sur recettes pour des tournées régionales, maintien d'une chaîne de télévision musicale. François Léotard et Philippe de Villiers, qui ont encouragé la

création en novembre du Bureau de liaison interprofessionnel de la musique (PLIM), ont réaffirmé que la chanson française était pour eux « une priorité économique et culturelle » et ont exprimé leur volonté de favoriser son développement en s'appuyant sur les nouvelles structures créées depuis l'entrée en application de la loi du 3 juillet 1985, notamment le Fonds de soutien aux variétés et la Fondation pour la création et la diffusion musicale sonore.

Le débat a donné lieu à quelques échanges vifs contre les attachés culturels à l'étranger, « qui se moquent de la chanson française ».

Mais la meilleure façon de défendre la chanson, c'est de chanter.

Et c'est ce que Barbara va faire. « Un soir, en septembre », elle « posera ses bagages » au Châtelet. « C'est à cause de Lucien, tout ça. Qui est cet homme mystérieux qui la rend au tour de chant ? »

Elle raconte : « Nous répétions Lili Passion chez Patrice Chéreau. Dans un coin du plateau, j'ai trouvé un énorme ballon noir. J'ai commencé à le faire rebondir, à jouer avec lui. Et à l'appeler : « Bonjour, Lucien ». Pourquoi pas Robert ? A ce moment-là, je ne savais pas... En tout cas, Barbara s'attache à « Lucien » tant et si bien qu'elle l'inclut dans le spectacle, belle aventure nocturne et tendre vécue avec la complicité de Gérard Depardieu. « Cet homme, dit-elle, qui n'est ni mon amant, ni mon frère, ni mon père et qui m'a donné quatre ans d'attente, puis six mois de sa vie, c'est unique, c'est bouleversant. »

A quelques temps de là, sa firme de disques propose à Barbara une « compilation ». « C'est quoi ça, un nouveau mot pour incantation ? » Après quelque résistance, elle accepte cependant de composer un triple album de ses anciens succès, à la condition d'en porter l'entière responsabilité. Accepté.

La voilà donc qui se met en chantier. Mais, ne conservant aucun de ses disques anciens, elle doit trier des centaines de bandes magnétiques. C'est ainsi qu'elle découvre un enregistrement qu'elle ne parvient pas à dater et où elle est accompagnée par l'orchestre de Michel Colombier, avec des musiciens de jazz. Michel Portal notamment. Enquête faite, il s'agit d'un « Muséorama », émission d'Europe 1, enregistrée à l'Olympia en 1969. Ce fut une soirée mémorable, un tremplin vers le grand public ; ce fut également grâce au directeur des programmes de l'époque, Lucien Morisse... Lucien... Le ballon noir était un hommage inconscient, un message, un présage.

Car c'est bien en refaisant le chemin à l'envers pour réaliser ce disque (1), en écoutant sa propre voix si fraîche les premières années, ou patétique à Paris, en 1981, où elle s'était brisée, que Barbara a eu envie de « reprendre la route ».

Résumé, le Soleil noir, Ma plus belle histoire d'amour, la Petite Cantate, ces chansons étaient toujours vivantes, voilà. Et elle aussi.

En vous quittant, comme un oiseau arracherait une plume de son aile, elle vous offre un petit morceau d'elle, une écharpe de laine. Elle est seule dans l'hiver devant sa maison, apparemment.

Déjà, elle le sait, un public, son public, l'attend.

DANIELE HEYMANN.

(1) Polygram 830/217-1.

THÉÂTRE

Bernard Marie Koltès : « On se parle ou on se tue »

Pour la troisième fois, Patrice Chéreau monte une pièce de Bernard Marie Koltès, Dans la solitude des champs de coton. Un affrontement de langage, comme sur un ring de boxe.

Après avoir mis en scène *Combat de nègre et de chiens*, puis *Quat'cost*, Patrice Chéreau répète une nouvelle pièce de Bernard Marie Koltès : *Dans la solitude des champs de coton*. Le texte, publié aux éditions de Minuit, est disponible en librairie ; la première est prévue le 27 janvier, à Nanterre. Quelques pages d'un dialogue étrange entre deux hommes, désignés comme le « dealer » et le client. Le monde de Bernard Marie Koltès est celui des gens qui ont franchi une porte, sont arrivés ailleurs et ne savent pas toujours que c'est irrévocable. Faut-il les laisser dans une colonie perdue, ex-bourgeois perdus sur des quais oubliés. Bernard Marie Koltès habite un peu à New-York, beaucoup à Paris, au fond d'une impasse près de la folle rue Lepic, un appartement clair, bien rangé. Agressivement impersonnel.

« Un deal est une transaction commerciale, portant sur des valeurs prohibées ou strictement contrôlées, et qui se conclut dans des espaces neutres, indéfinis, non prévus à cet usage », écrit Bernard Marie Koltès en guise de préface. Cet espace, c'est celui de la scène et, auparavant, celui de la feuille sur laquelle s'alignent les mots : « Des dialogues qui ne se répondent pas, des monologues parallèles, une musique, un exercice d'écriture. Chaque mot, les personnages commencent à exister quand je les fais parler, alors ils parlent beaucoup. Ensuite, je suis obligé de couper beaucoup. Cette fois, le texte est court, et je n'ai pas tellement pensé à la scène. » Pas même un spectacle qu'en tirerait Patrice Chéreau ? Si, bien sûr, Bernard Marie Koltès y a pensé, mais pour se dire que les contraintes, les histoires d'entrée, de sortie, c'était justement au metteur en scène d'y trouver des solutions.

« Je ne voulais pas affronter les problèmes du théâtre - les impératifs techniques. J'avais l'impression de me perdre un peu. J'avais besoin de retrouver ce qui touche à l'écriture, voir où j'en suis. J'ai voulu entrer directement dans le thème que j'essaye à chaque fois d'aborder, et qui se note. Quand on raconte une histoire, quand on décrit des relations amoureuses, on évite le sujet principal. C'est-à-dire, que les rapports entre les gens, les coupures entre eux ne relèvent jamais du sentiment ni du désir, ni de ces choses-là. Pour être sommaire, le monde pourrait se diviser entre les gens qui sont complices et ceux qui se détestent, sans aucun motif objectif. Et, naturellement, j'ai envie de parler des gens qui se détestent. Pour les autres, tout va bien, donc c'est sans intérêt. »

« J'avais pensé d'abord à mettre face à face un chanteur de blues et un punk ; deux conceptions de la vie absolument opposées, et c'est ça qui compte. Quand la distance entre deux personnes est aussi grande, qu'est-ce qui reste ? La diplomatie, c'est-à-dire le langage. Ils se parlent, ou ils se tuent. Donc ils se parlent, mais ce n'est pas parce qu'ils s'embarrassent l'un de l'autre. Quand j'ai vu le film de Tarnowski, Down by

law, je me suis retrouvé dans les relations entre Tom Waits et John Laurie, réunis à leur corps défendant. Ce qui se passe entre eux est mystérieux comme dans un match de boxe. On met deux hommes sur un ring, ils doivent se battre et gagner. Deux personnes qui ne se connaissent pas, se tapent à mort devant le public, vivent des choses qui dépassent la passion amoureuse. Face à l'adversaire, ils se défont, souffrent comme jamais. Chez moi, ils se battent par le langage, et le langage entraîne une transformation en eux. Ils jouent à « si tu voulais, on serait copains » sans être dupes.

« Ces gens-là, en définitive, ne sont pas au bout du rouleau. Ils sont forts. Ils n'ont plus ni illusions ni foi. Ce n'est pas leur permis des ambitions irréalistes, des espoirs fous, mais ponctuels. Ce sont des antimystiques. A dix-huit ans, j'étais fasciné par saint Jean de la Croix, par Thérèse d'Avila - elle a écrit à peu près : « Je rêve d'une vie » tellement belle que je meurs de ne pas mourir ». C'est sublime, non ? Nous, nous voulons le dépaysement, ici même dans la vie sur Terre.



un instant de dépaysement. Le sacrifice pour un résultat immédiat. Des personnages sont comme ça, ils ont des pensées d'adrénaline et ils fonctionnent, même s'ils ne croient pas au résultat.

« Ils ressemblent aux héros des feuilletons... ». Des personnages extraordinaires, rien ne les arrête, ils sont formidablement vivants, drôles, terribles. Ils se lancent dans des histoires fantastiques, c'est comme les films de karaté. Tous ne sont pas bons, mais quand on va dans les salles à Barbès, c'est leur vrai public, et il s'amuse. J'ai beaucoup à dire sur Bruce Lee.

« J'aimerais traduire du bon boulevard anglo-saxon. Ce n'est pas ce que j'écris, mais je suis sûr que je pourrais le faire. Seulement, personne ne me croit. Quand j'écris, je pense à des acteurs. J'écris en ce moment pour Michel Piccoli et Jacqueline Maillan, le spectacle doit être créé à Avignon en 1988 et mis en scène par Patrice Chéreau. J'aurais fini au printemps prochain. Il y a cinq rôles principaux, cinq ou six secondaires, et pas mal de petits. Pour l'instant, on est sûr seulement du couple Maillan-Piccoli. Ils n'ont jamais joué ensemble, ils ne se sont pas rencontrés professionnellement depuis le cours Simon. Ils sont tellement différents, forcément ils me donnent des idées. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

Joël Chausson, directeur du Centre dramatique national des Alpes

Bruno Boëglin devait succéder à Georges Lavaudant à la direction du Centre dramatique national des Alpes, à Grenoble : il avait été nommé par M. Jack Lang et confirmé dans ses fonctions par M. François Léotard, Georges Lavaudant, on le sait, ayant rejoint Roger Planchon et Robert Gilbert à la tête du TNP, à Villeurbanne.

Entre le Lyonnais Bruno Boëglin et les membres de la société coopérative du CDNA, le courant a eu du mal à passer. Pour mettre fin aux dissensions, le ministère de la culture a décidé de nommer un directeur au-dessus des partis, Joël Chausson, qui devrait, lundi 12 janvier, signer un contrat d'un an.

Joël Chausson a trente-six ans. Il fut directeur adjoint du TNS, à Strasbourg, pendant un an, puis directeur de la Maison de la culture

de la Seine-Saint-Denis, à Bobigny. En juillet dernier, la direction du théâtre lui confiait une mission d'étude sur les nouvelles modalités de coexistence du CDNA et de la Maison de la culture de Grenoble, dirigée désormais par Jean-Claude Gallota.

Bruno Boëglin se voit confirmer dans son rôle de créateur : il est nommé metteur en scène résident au CDNA. Une des clauses du contrat de Joël Chausson spécifie que l'un de ses objectifs prioritaires sera la mise en œuvre de la politique artistique de Bruno Boëglin, qui devrait ainsi examiner dès ce mois-ci, à Grenoble, les répétitions de Gertrude, une pièce du Suédois Hjalmar Söderberg, que Carl Dreyer adapta au cinéma.

ODILE CUYROT.

NOTES

Ilya Kabakov l'artiste des marges

Ilya Kabakov n'est pas tout à fait inconnu en France, notamment grâce à Dina Vierny qui lui a consacré une exposition en 1985, grâce à la revue *A-Ya* qui se consacre à l'art soviétique d'aujourd'hui et à Jean-Hubert Martin qui a organisé une superbe présentation de l'œuvre à Berne, Marseille (à la Vieille Charité), Düsseldorf et Paris.

Agé de cinquante-trois ans, Ilya Kabakov vit et travaille à Moscou. Depuis 1956, il gagne sa vie comme illustrateur de livres pour enfants ; il est membre de l'Union des artistes ; il est membre de l'URSS depuis 1965 et, depuis les années 60, s'est fait remarquer par son invention et son énergie créative. La centaine de numéros (dessins, tableaux, albums) réunis au CNAP (Centre national des arts plastiques) permet de se faire une idée à la fois de la qualité de l'artiste et de l'humour « absurdiste » qui préside à sa création. Par exemple, un gigantesque panneau laqué, peint selon la technique la plus traditionnelle, représente un chandelier désert où en surimpression sont inscrits les « accomplissements du Plan » réalisés pendant l'année 1979 ; ou bien un supermarché, où la foule qui fait la queue cache les marchandises (ou l'absence de marchandises) et où la liste et les tarifs des denrées évoquent un pays de cocagne ; un tableau planifie la liste de ceux qui doivent sortir la poubelle d'un immeuble « entre 1979 et 1984 » ;

ou encore une série d'interrogations de la vie courante (*A qui appartient cet ouvre-botte ? Qui a planté ce clou ? Qui était là dimanche soir ? Comment étaient-ils habillés ? Qu'ont-ils mangé ? A quelle heure sont-ils partis ?* etc.).

Kabakov évolue toujours entre le vide et le trop-plein, faisant naître du décalage des interrogations réjouissantes pour l'œil et pour l'esprit. Les plus significatives sont ses tableaux où le blanc, le vide, tiennent la plus grande place et où tous les éléments sont placés sur les bords, sur les marges, qui « ne peuvent sortir du cadre ni se rapprocher du centre », comme il le note lui-même à propos du triptyque *En marge* de 1974. L'exposition de Berne portait justement comme titre : « En marge ».

Le sourire naît de l'ambiguïté. L'œuvre de Kabakov ne ressemble à rien de connu, tout en alignant toutes les écoles, depuis le Carré noir de Malevitch jusqu'au réalisme japonais en passant par l'esthétique du livre pour enfants.

N. Z.

+ CNAC, 11, rue Berryer, 75008 Paris. Ouvert de 11 à 18 heures. Jusqu'au dimanche 11 janvier.

Danse Perspective 88

Danse Perspective 88, la première coordination nationale de l'ensemble de la profession chorégraphique, devrait tenir son assemblée générale

dimanche 11 janvier, à 17 heures, au 102, boulevard de La Villette, à Paris (escalier C, troisième étage). Après leur manifestation silencieuse au Festival d'Avignon - des corps couchés sur la place du Palais des Papes - leur participation à la manifestation des artistes le 18 décembre dernier, sous les feux de la rampe, les danseurs attendent de passer à une phase de réflexion et de propositions. « La politique de la danse en France se fera avec nous », déclarent-ils.

M. Raymond Soubie remplacerait M. André Larqué à l'Opéra de Paris

M. André Larqué a quitté le 9 janvier la présidence du conseil d'administration de l'Opéra de Paris. Simultanément, M. Raymond Soubie, qui préside le Théâtre des Champs-Élysées, est entré à ce même conseil. Lundi 12, celui-ci se réunira pour nommer son nouveau président, ultérieurement approuvé en conseil des ministres. Ce sera, selon toute vraisemblance, M. Soubie.

[M. Raymond Soubie, qui avait été, sous le gouvernement de M. Raymond Barre, conseiller pour les affaires sociales et la culture, a été choisi « pour son sens du dialogue social », précise-t-on Rue de Valenciennes. Il aura fort à faire, à une période où les milieux du théâtre ont été déçus par M. Léotard comme dossier prioritaire

(voir l'interview avec le ministre de la culture dans le Monde du 12 décembre), où le déficit de 12 millions coïncide avec une baisse de la fréquentation, et où la réputation artistique de la grande maison ne s'est pas améliorée, mais au contraire. Tous les torts ne seraient évidemment être attribués à M. Larqué, qui avait assuré sous la difficile transition entre M. Bogdanoff et M. Martigny à l'administration générale, mais dont la collaboration avec ce dernier (qu'il avait à l'origine soutenu) était de notoriété publique. Il est possible que M. Martigny, ancien collaborateur à l'« Humanité », s'entende mieux avec l'ex-conseiller de M. Barre qu'avec M. Larqué, que M. Jack Lang avait chargé de mission à son côté entre 1981 et 1983, date à laquelle il était entré au palais Garnier.

M. Soubie a, quant à lui, prouvé son esprit d'ouverture en « cohabitant » à la tête du Théâtre des Champs-Élysées avec M. Georges Hirschi, également nommé au poste d'administrateur durant le ministère de M. Jack Lang. — A. R.]

Pianistes souffrants

Virtuose muscled, découverte discographique de ces dernières années, le pianiste soviétique Andreï Gavrilov est malade. Son premier récital parisien, prévu pour le 12 janvier à 20 h 30 au Théâtre Mogador, est reporté au 19 janvier, même lieu, même heure, même programme (Chopin). Michel Béroff, qui devait jouer également au Théâtre Mogador, ce même 12 janvier, à 18 h 30, a quant à lui annulé définitivement son récital.

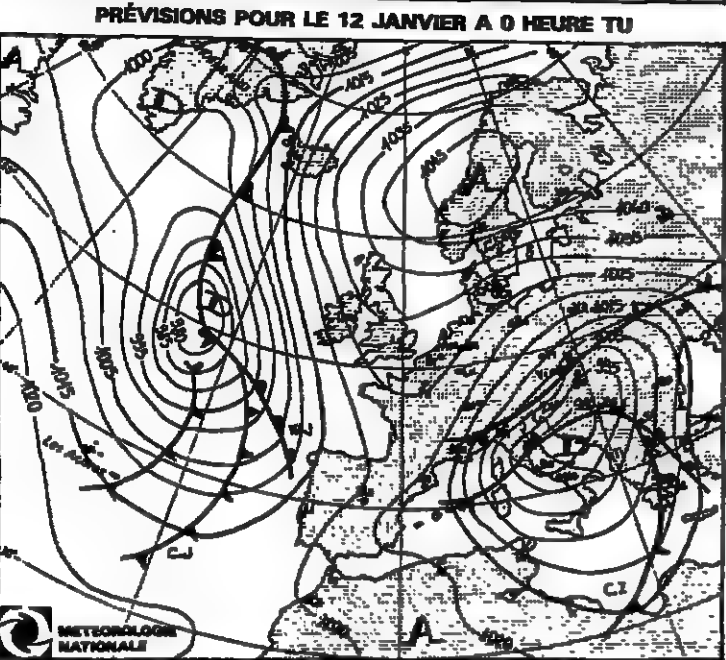
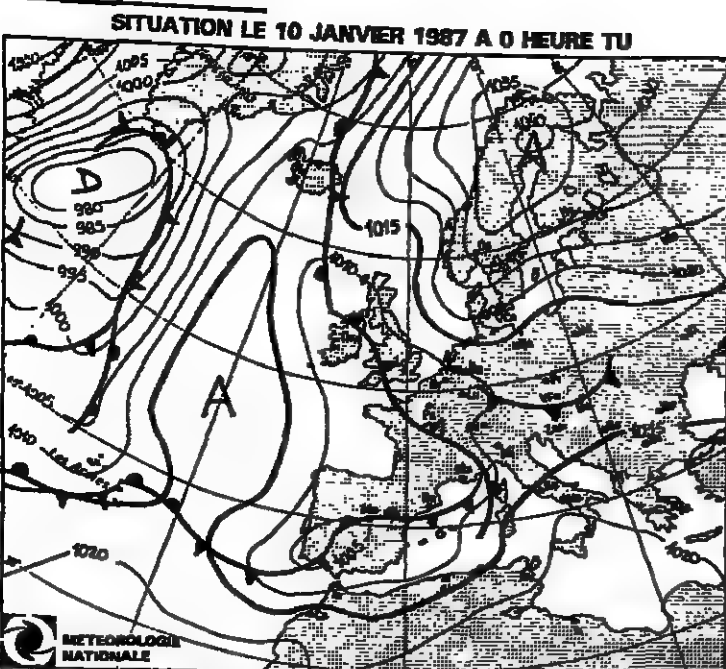
SORTIE LE 14 JANVIER

LA MESSE EST FINIE

un film de NANNI MORETTI

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 10 janvier à 0 heure et le dimanche 11 janvier à 24 heures.

La perturbation qui donne du mauvais temps et de la température sur le sud du pays s'éloignera vers l'Italie. De l'air froid circulerait alors sur toute la France dans des flux de N-N-E.

Dans la journée, il y aura encore de fortes pluies sur la Méditerranée ; et il neigera beaucoup sur les Alpes du Sud et le sud du Massif Central. Le vent soufflera en tempête jusqu'à 100 km/h, de secteur nord sur la Langue d'Oc et nord-est entre la Provence et la Corse.

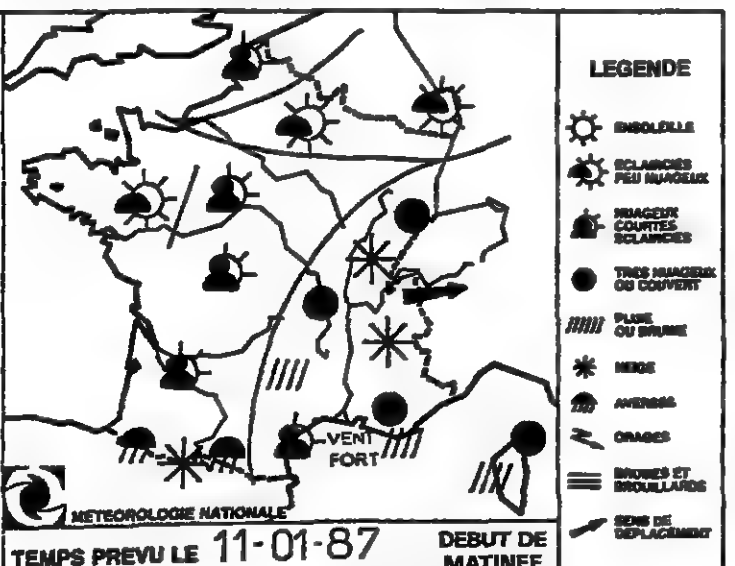
Du nord des Alpes à l'Auvergne, au Jura et à l'Alsace, le temps sera couvert aussi, avec de petites chutes de neige jusqu'en plaine.

Mais, dans la journée, ce mauvais temps s'éloignera vers l'Est. Et le soir, seuls l'est du Jura et des Alpes, ainsi que la Corse, resteront bouchés. Le mistral continuera à souffler jusqu'à 80 km/h.

Sur toutes les autres régions, la météo commencera souvent sous les nuages, et on verra çà et là des flocons de neige. Au fil de la journée, le soleil se montrera de plus en plus généreux, mais les températures baisseront. Quelques régions subiront tout de même plus de nuages : le massif des Pyrénées où il neigera encore un peu, ainsi que les régions de Nord-Picardie aux Ardennes.

Côté températures, la tendance sera au froid. Le matin : - 7 à - 10 degrés du nord de la Seine à la Lorraine ; - 2 à - 4 degrés sur tout l'intérieur du pays ; 0 degré sur les côtes atlantiques et l'Aquitaine ; mais 4 à 6 degrés en Méditerranée.

Dans la journée, on verra parfois une baisse sensible : - 5 à - 7 degrés sur un quart nord-est du pays, - 2 à - 3 degrés ailleurs. Seules les côtes éviteront les températures négatives : 0 degré sur l'Atlantique et 2 à 4 degrés près de la Méditerranée.



FRANCE	TOUTS	LOS ANGELES	17	1	D
ALGER	10	6	P	10	1
BARCELONE	13	4	P	10	1
BREST	10	0	C	10	1
CAEN	9	2	A	10	1
CHERBOURG	11	1	B	10	1
CLEMONTE-FERR	10	1	P	10	1
DUN	10	2	A	10	1
GENÈVE-SWITZ	10	1	C	10	1
LILLE	10	1	N	10	1
LONDRES	10	1	N	10	1
LYON	10	1	N	10	1
MAURITANIE	10	1	N	10	1
NANCY	10	1	N	10	1
NANTES	10	1	N	10	1
NICE	10	1	N	10	1
PARIS-MONTAIGNE	10	1	N	10	1
PAU	10	1	N	10	1
PERPIGNAN	10	1	N	10	1
RENNES	10	1	N	10	1
STRASBOURG	10	1	N	10	1

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heures légales moins 2 heures en été ; heures légales moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4396 HORIZONTALEMENT

I. Quand il se retrouve à la porte, il n'y a vraiment pas de quoi se frotter les mains ! Avec lui, on a souvent envie d'en rajouter. — II. Susceptible de causer de la peine. Dont on peut alors faire profiter. — III. De lourdes charges ne pèsent pas encore sur lui. Certains se tentent à les faire succomber. — IV. Placés sous son toit. Une fagot ne l'aurait pas posé à s'échapper. — V. Pronom. Réside fort bien d'innombrables assauts. Corps possédant beaucoup plus de quatre membres. — VI. Sa présence se fait doucement sentir. On ne le trouve pas à l'intérieur des terres. Pas riche en couleurs. — VII. On l'on souffre d'un certain excès. Peut faire partie d'une collection. — VIII. Étaient entourés de montons. On l'on peut facilement se procurer une selle. — IX. Montrait de l'intérêt pour ce qu'il avait à ses pieds. Ne travaille pas sans motif. Qu'on a donc trouvé bon. — X. Étaient haut placés. Certains n'hésitent pas à la dévorer même si elle est remplie de vers. Cours moyen. On se réjouit s'il n'est pas à la fête. — XII. Menait dans sa chair. Demande parfois à être soutenu. Point de côté. — XIII. Ramasse des marrons. S'accommode bien avec la farce. Signe de reconnaissance. — XIV. Permet de tirer le meilleur. Pas occupée à gratter. — XV. Appelé à se retrouver sans emploi. Ne risque pas de faire un état. Qu'on peut prendre plaisir à « manger » d'une certaine façon.

VERTICALEMENT

1. Le fait d'avoir mangé du bon pouvait lui procurer un adjectif. N'est pas sans intérêt pour celui qui entre dans la carrière. 2. Prend des airs de princeps. Comptant parmi eux des hobereaux ainsi que maints ducs. — 3. Un qui est en pays de connaissance. Étais asservi pour servir. — 4. Étendait avant un appel. Vit sur un grand pied. — 5. Symbole. Étais bien placée pour prendre le taureau par les cornes. Existe pour le meilleur et pas pour le pire. — 6. Ceux qui montent le matin sur lui prennent véritablement le dessus. On peut l'envelopper avec un voile. Conjonction. — 7. Pas de quoi se réjouir. Incapable de revenir sur ses pas. — 8. Ne reste pas sans réaction lors d'un contact. Est à l'origine de blessures dues à des pointes. — 9. Dieu dont on pouvait espérer des miracles. A plus que son mot à dire. — 10. Certains lui vouaient une franche adoration. On Waterloo n'évoque pas un mauvais souvenir. Éloignés de toute approbation. — 11. Titre véritablement peu répandu. Porte des plumes ou des écailles. Sans « retard ». — 12. Espèce d'étranger. Retarde une chaise présumée définitive. Va droit au ciel. — 13. Fait mauvais effet sur la mine. Entre dans les affaires. — 14. Abruti beaucoup d'Allemands ou un nombre plus limité de Belges. Réfléchi. — 15. Dont le contenu a pu être dévoré. Effort d'attention.

Solution du problème n° 4395

HORIZONTALEMENT

I. Mémoriser. — II. Amende. Bl. — III. Ton. E.V. Os. — IV. Ruisseler. — V. Ove. Vét. — VI. Nasilleur. — VII. En. Lierre. — VIII. Tilt. T.S.F. — IX. Médral. — X. Ecole. — XI. Ilon. Sus !

VERTICALEMENT

1. Maître. Mai. — 2. Emouvant. — 3. Nénies. Idée. — 4. Un. Illico. — 5. Ides. Litron. — 6. Sève. L.E. Al. — 7. Avertis. — 8. Eboueurs. — 9. Ris. Tréfil. — 10. GUY BROUTY.

Communication

POINT DE VUE

Le plan « MEDIA » de la CEE

par Holde Lhoest

expert auprès de la Commission des Communautés européennes

ACOTÉ des grands projets technologiques de l'information (ESPRIT, RACE...), la Commission européenne lance, cette année, son premier programme culturel pour la communication. Baptisé MEDIA — Mesures pour encourager le développement de l'industrie audiovisuelle —, ce programme répond à la demande pressante du Parlement européen de voir renforcer la production des contenus face à celle des supports techniques.

MEDIA est destiné à promouvoir l'audiovisuel dans tous les secteurs : cinéma, télévision, câble, satellite, vidéo. Dans chaque secteur, des projets originaux, vecteurs d'innovation, seront développés par les professionnels : producteurs et distributeurs, techniciens et créateurs, organismes de radiotélévision et instituts de recherche. MEDIA est un catalyseur, un cadre d'action que les professionnels rempliront d'initiatives concrètes.

MEDIA comprend deux étapes : une « phase de préparation » qui définit les projets à l'aide de recherches et d'expériences pilotes ; une « phase de réalisation » destinée à mettre en œuvre les projets, à partir de l'année européenne du cinéma et de la télévision en 1988. MEDIA agit sur trois pôles : la production, la distribution et le financement de l'audiovisuel. Dès ce début 1987, les priorités suivantes sont prises en charge par des groupements professionnels d'Europe européenne :

— **Production** : le Forum international des nouvelles images de Monte-Carlo offre à MEDIA l'occasion de réunir le premier groupe de

travail sur la production. Ce groupe doit collaborer à la préparation d'un plan européen de développement des nouvelles images. Plan qui vise à stimuler la production infographique et la formation des créateurs dans deux semaines : l'image de synthèse 3D et le dessin animé.

Autre axe de réflexion, la production de fiction en télévision. Les conditions de développement de ce secteur stratégique sont examinées sous tous les aspects : écriture de scénarios, modes de production, introduction de nouvelles techniques, coproductions, financement...

— **Distribution** : un premier dossier porte sur le multilinguisme, facteur indispensable à la distribution « transfrontalière » des produits audiovisuels. Il s'agit, d'une part, de développer les techniques de doublage et de sous-titrage et, d'autre part, d'apporter un soutien financier aux productions multilingues.

— **Financement** : des recherches sur de nouvelles structures de crédit pour l'audiovisuel sont engagées en liaison avec un groupement européen d'instituts bancaires.

Nouvelles images, production TV, distribution européenne de films, multilinguisme, systèmes de crédit, d'ici un an, les dossiers auront pris forme de projets concrets. Ceux-ci seront présentés aux instances communautaires, qui décideront des modalités de financement de la seconde phase du programme « MEDIA ».

SCIENCES

● Pas de novice sur la navette. — Pour le premier vol de la navette spatiale américaine depuis l'explosion de Challenger en janvier 1985, la NASA a pour la première fois sélectionné un équipage uniquement formé d'astronautes ayant l'expérience de l'espace. Discovery, qui s'envolera le 18 février 1985, aura pour commandant de bord Frederick H. « Dick » Scobee, qui a été copilote de Challenger en juin 1983 et commandant à bord lors d'une mission de Discovery en novembre 1984. Les autres membres de l'équipage seront aussi des hommes d'expérience. — (A.P. Reuters.)

● Robert Namias quitte 95.2. — M. Georges Poincay, actuellement PDG de Radio-Nantes, va remplacer M. Robert Namias à la tête de la radio parisienne 95.2. M. Namias, qui était l'un des fondateurs de la radio, cédera les 10 % d'actions qu'il détenait à M. Jean-Claude Nicole, président du groupe La Suisse, qui possède déjà 80 % du capital. Ce changement, annoncé jeudi 8 janvier lors d'une conférence de presse, marque en fait une étape importante dans l'histoire de 95.2, appelée à devenir la tête de port d'un réseau national de radios de province conservant leur identité et regroupées en syndication.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Dominique et Jean-Yves CAMOZ-MICHEL LIEB
ont la joie d'annoncer la naissance de
Emilie,
le 4 janvier 1987.
Le Méridien,
1, place du Centenaire,
73000 Chambéry.

Décès

— On nous prie d'annoncer la mort, survenue à Montpellier, le 25 décembre 1986, de
M^{me} Georges BOSSAUT,
née Jeanne Dayas,

dont les obsèques religieuses ont été célébrées le 27 décembre 1986, dans la plus stricte intimité, et de rappeler le souvenir du

Montenot-colonial
Georges BOSSAUT,
décédé à Toulon, le 16 juillet 1957.

De la part de leur fille, M^{me} Antoine Demare,
40, résident de Juvignac,
34590 Juvignac.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— 02530 Saint-Richemont.
71460 Gernagay.

René-Pierre Breton,
Renée Gelbras,
font part du décès de

Jean-Charles BRETON,
survécu le 8 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-septième année.

Une messe sera célébrée en l'église de Saint-Richemont (02530), le lundi 12 janvier, à 10 heures.

Le corps sera conduit comme à Gernagay (71460), où le mardi 13 janvier, à 10 heures, une messe sera célébrée précédant l'inhumation.

Notamment, bénéficiaire d'une réduction sur les impôts de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Micheline Dupuy,
Le comte et la comtesse François de Montmort,
Le baron et la baronne Arnaud de Vendevre
se leur fille, Isabelle,
Le baron de Vendevre,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Pierre DUPUY,
née Yvonne Chézy,
survécue le 2 janvier 1987, en son domicile, à Paris.
Priés pour elle.

Le service religieux en l'église Saint-Hippolyte d'Évry, à Paris (91), et l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille, ont eu lieu le lundi 5 janvier.

— M. et M^{me} Robert Gaudier,
M. Léon Beluche,
Ses frères, belle-sœur,
Leurs enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de
général de corps d'armée
Pierre GAUTIER (CR),
grand officier de la Légion d'honneur,
survécue subitement en son domicile, le 7 janvier 1987, dans sa soixante-quatrième année.

Priés pour lui.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 janvier, à 10 h 45, en l'église de Saint-Germain-en-Laye (place du Château), suivie de l'inhumation dans l'inhumation familiale.

3, rue d'Alger,
78100 Saint-Germain-en-Laye.
49, avenue Joliot-Curie,
92000 Nanterre.
19, rue Blanchard,
77000 Les Andelys.

— M^{me} Gertrude Lang,
son épouse,
M^{me} Marie-Claire de Foccart,
sa fille,
M. Renaud de Foccart,
son gendre,
M. Paul Lang,
son fils,

ont la douleur de faire part du décès de
M. Raoul LANG,
industriel,
survécue à Hirsingue, le 30 décembre 1986.

La cérémonie des obsèques a été célébrée en l'église de Hirsingue, le 2 janvier 1987.

— M^{me} Jacqueline Martin,
Ses enfants, Marie-Blanche et Raphaël Orini,
M. et M^{me} Jean-Louis Martin,
Leurs enfants, Pascal et Olivier,

ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Alice ROTHENSTEIN,
née Marie-Emilie Larat,

survécue à Etampes, le 7 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques ont été célébrées le samedi 10 janvier, à 10 h 30, en l'église de Saint-Cyr-le-Rivier (Eure-et-Loir).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M^{me} Alice ROTHENSTEIN,
survécue à Paris, le 7 janvier 1987, dans sa soixante-dix-neuvième année.

De la part des familles Gelbras, ROTHENSTEIN, BARNIER (Polono), Koon (Polono), Gerson (Eux-Us),
ses fils, frères, belles-filles, petits-fils, arrière-petits-fils, nièces et neveux.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, dans la plus stricte intimité.

Champ-sur-Marne,
Paris.

— (76) Dieppe,
(76) Ouveille-le-Rivier.

Remerciements
Marcelle Huot,
Anne-Marie Lilland,
Françoise Huot,
Henri-Jacques Huot
et Charlotte Amallem,
ses enfants,
André, Éric, Elizabeth, Florence et Fabrice,
Karen Lilland,
Pierre Huot,
Muriel et André Lemoine,
Martin Guillon,
ses petits-enfants,

brée en l'église de Hirsingue, le 2 janvier 1987, dans l'intimité de la famille.
Pas de visites de condoléances, ni d'avis de décès.

Des dons en espèces : mairie de Hirsingue, personnes âgées.

CH-4052, Bille,
Saint-Alban-Anlaye n° 25,
17, rue Paul-Lang,
68560 Hirsingue.

— M^{me} Jacqueline Martin,
Ses enfants, Marie-Blanche et Raphaël Orini,
M. et M^{me} Jean-Louis Martin,
Leurs enfants, Pascal et Olivier,

ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Max MARTIN,
née Marie-Emilie Larat,

survécue à Etampes, le 7 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques ont été célébrées le samedi 10 janvier, à 10 h 30, en l'église de Saint-Cyr-le-Rivier (Eure-et-Loir).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M^{me} Alice ROTHENSTEIN,
survécue à Paris, le 7 janvier 1987, dans sa soixante-dix-neuvième année.

De la part des familles Gelbras, ROTHENSTEIN, BARNIER (Polono), Koon (Polono), Gerson (Eux-Us),
ses fils, frères, belles-filles, petits-fils, arrière-petits-fils, nièces et neveux.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, dans la plus stricte intimité.

Champ-sur-Marne,
Paris.

— (76) Dieppe,
(76) Ouveille-le-Rivier.

Remerciements
Marcelle Huot,
Anne-Marie Lilland,
Françoise Huot,
Henri-Jacques Huot
et Charlotte Amallem,
ses enfants,
André, Éric, Elizabeth, Florence et Fabrice,
Karen Lilland,
Pierre Huot,
Muriel et André Lemoine,
Martin Guillon,
ses petits-enfants,

décédée le 1^{er} janvier 1986, sera célébrée le mardi 13 janvier 1987, à 19 heures, en la chapelle Notre-Dame-de-la-Compassion, 2, boulevard Atrelle-de-Paladine, à Paris-17^e.

Christophe Lemoine
et Nili Barthod-Lilland,
ses arrière-petits-enfants,
Toute sa famille,

très touchés des marques de sympathie reçues lors du décès de

M^{me} Jacqueline HUET,
remercient tous ses amis qui ont pris part à leur peine par leur présence, leurs lettres, leurs envois de fleurs, et prient de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

P.F.G., 9, avenue Pasteur,
Dieppe. Tél. : 35-84-11-28.

— M^{me} Roger Legrand,
Ses enfants et sa famille,
remercient très sincèrement toutes les personnes qui par leur présence et leurs messages se sont associées à leur peine lors du décès de

M. Roger LEGRAND.

— Véronique FILOZOF,
artiste peintre,
nous a quittés le 12 janvier 1977.

Notre pensée à elle.

— Il y a un an, le 11 janvier 1986, disparaissait

Roger HAGNAUER,
« Pingouin »,
confondateur
de la Maison d'enfants de Sévres,
professeur honoraire,
militant syndicaliste,
animateur du mouvement
de la Révolution prolétarienne.

Que toutes les amicales, les anciens et amis se souviennent.

— Le 11 janvier 1986

Ahmed SEKRI
nous quitte.

Ceux qui l'ont connu se souviennent.

Avis de messes
— Une messe à l'intention de

Michèle LHEZ,
née Cassagnol,
décédée le 1^{er} janvier 1986, sera célébrée le mardi 13 janvier 1987, à 19 heures, en la chapelle Notre-Dame-de-la-Compassion, 2, boulevard Atrelle-de-Paladine, à Paris-17^e.

Economie

Les manifestations d'usagers contre les conflits sociaux inquiètent les responsables syndicaux

Les grèves dans le secteur public, et particulièrement celle de l'électricité, ont provoqué de vives réactions des usagers à travers la France. Certaines municipalités, comme celle de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), déclarent vouloir déduire de leur facture d'électricité le 1 % affecté au comité d'entreprise d'EDF, ce qui prétend faire également des chefs d'entreprise. Un conseiller RPR de l'Ain,

M^{me} Françoise Couvert, propose à la population de son canton d'affecter le 1 % à la maison des handicapés située sur sa commune.

Les manifestations d'usagers ont pris, parfois, une tournure violente : à Brest, une centaine de personnes ont tenté de forcer les portes de la Maison du peuple, dans laquelle se trouvaient les grévistes. Il y a eu quatre blessés

légers. Des défilés de mécontents ont eu lieu dans différentes villes, notamment à Paris, à Caen, à Versailles, à Rennes, à Arignac, à Lyon, à Marseille et à La Rochelle. La direction d'EDF fait état de véhicules de la société endommagés dans la capitale. Nombreux sont les associations (hôteliers, fédérations des PME) qui ont appelé à la manifestation des usagers le lundi 12 janvier à Paris.

« Mobiliser les usagers n'est pas un moyen pour résoudre les conflits qui opposent les directions aux organisations syndicales », a souligné de son côté M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT. Quant à M. Bergeron, secrétaire général de FO, il demande que l'on renonce aux manifestations antigénéralistes. « La pire des choses serait, aujourd'hui, de dresser les gens les uns contre les autres », a-t-il affirmé.

Paris-Nord reconduit la grève, sans illusions

« Je vais me cacher quand je reprendrai le travail »

Ensemble, l'ambiance a changé le 9 janvier à l'antenne traction de la gare de Paris-Nord. Finie l'insouciance des débutants. Oubliée l'assurance et la certitude de l'emporter. Dépassé aussi le doute de ces derniers jours. Voici venu le temps de la gravité et de la tension encore accrues.

« Le sentiment d'incompréhension domine », disent les membres de la coordination en premier écho aux résultats de la commission mixte du statut. « C'est l'écoulement », répètent les agents de conduite qui ne se reconnaissent pas dans les ultimes concessions venues de la direction générale de la SNCF et faisaient remarquer qu'une fois de plus l'examen des conditions de travail avait été remis à plus tard.

« En arrivant à Paris, vingt-trois jours de grève », se lamentaient-ils, incrédules, persuadés de ne pas avoir été entendus. « C'est l'impossible, le statu quo. » Au milieu de la machine, le climat reflète la lassitude des grévistes. « La tension est à l'assaut », observait l'un des leurs, dépit, alors que se manifestait, dans d'autres défilés, les premiers signes d'une reprise du travail. Déjà, on évoquait l'abandon des « sédentaires », qui, d'ailleurs, n'avaient jamais été nombreux dans l'action, pour ne plus faire confiance qu'aux « roulants », et, surtout, aux mécaniciens.

Un peu avant midi, l'atmosphère se modifiait encore dans ce qui fut tout au long de ces journées l'un des lieux symboliques de la grève. On discutait ferme. Que signifierait une assemblée générale où ne seraient représentés que les plus actifs ? « Il y a une limite à cette forme spontanée de démocratie », s'inquiétaient certains, anciens à l'idée que Paris-Nord puisse donner le signal de l'abandon.

A 14 heures, se tenait enfin l'assemblée générale attendue, et, cette fois, un contrôle soigneux s'exerçait pour que les agents de conduite discutent sans témoins. Un peu d'excitation régnait, « parce que ça nous prend aux tripes ». Les participants, nerveux, avaient le moment crucial et, pourtant, ils ne bénéficiaient de l'assistance d'aucune représentation syndicale, digne de ce nom. « La CGT attend le moindre faux pas », soulignait un militant de la CFDT, bien décidé à ne pas se prononcer. De derrière la porte close, quelques éclats de voix punctuaient le concubine entamé. Puis vint le verdict : sur 99 votants, 67 avaient choisi de poursuivre la grève, 16 s'abstenant et 16 autres préférant la reprise du travail.

Un moment de silence et, visages fermés, les uns et les autres sortaient de la réunion sans un commentaire. Le noyau dur des cheminots inter-prétait son rôle sous l'éclairage cru des télévisions. A chaque question, les grévistes renvoyaient vers les « chefs », guère mieux préparés, qui louvoyaient. « La grève est reconduite pour vingt-quatre heures », expliquaient-ils. Une assemblée générale se prononcera à nouveau samedi à 10 heures et ainsi de suite.

Quelques minutes plus tard, la tension retombait, les conversations reprenaient et les confidences surgissaient, plus proches de la réalité. C'est alors que se découvrait le désarroi des grévistes sûrs d'avoir raison, persuadés de ne pas avoir été compris et déjà préparés à subir l'échec. Bien loin des thèmes revendicatifs, ce qui justifiait leur action apparaissait et enfin s'exprimait. Les voix mêlées reflétaient toutes les facettes d'un conflit exceptionnel et original dans son contenu.

Sans se cacher, Francis expliquait qu'il avait voté la reprise, avant de préciser : « Mais je ne reprends pas ». « C'était Chambéry avec nous, avouait-il. Demain, 50 % des défilés vont les suivre. Avec Paris-Nord en plus, c'était 100 % ». « Après tout, conclut-il, on peut bien attendre quelques jours. On mettra vingt ans avant de recommencer ». A ses côtés, un collègue proposait une autre interprétation. « C'est un échec, d'accord, et je vais me cacher quand je reprendrai le travail, mais on recommencera plus fort et plus dur la prochaine fois ».

Sur la porte, à la sortie de l'antenne traction, quelques conducteurs veulent encore se raconter. « Comment se fait-il que le gouvernement n'ait rien compris ? ». « Le salaire, on s'en fout. ». « Pourquoi Dupuy (1) n'a pas vu ce qui se passait ? ». Les conducteurs demandaient que les choses changent à la SNCF. Ils voulaient que leur profession soit respectée, « leur mieux-être assuré dans l'entreprise » et que « leur vie offre des perspectives ». « On a pris un coup sur la tête », reconnaissent-ils. Ils espèrent maintenant que tout ce qui n'était pas négociable finira par se produire dans les faits au cours des prochaines années. Leurs dirigeants, les « politiques », ne pourront pas rester aveugles indéfiniment. Des bouleversements se produiront comme après la grève des PTT en 1974. C'est leur dernier espoir. Ils attendent.

ALAIN LEBLANC

(1) Directeur général de la SNCF.

Au conseil général du Val-de-Marne

Solidarités variables...

Le conseil général du Val-de-Marne s'est réuni pour une séance extraordinaire le vendredi 9 janvier, à Créteil, avec à l'ordre du jour le vote d'une aide de 1 million de francs, par le département, en faveur des grévistes de la SNCF. La motion, qui avait été proposée par le groupe communiste, détenant la majorité avec le PS, a été repoussée par 23 voix (UDF, Front républicain, RPR, et Front national) contre 19 voix (PCF).

L'absence des élus socialistes a pesé lourd dans la balance, et cette réunion restera à plus d'un titre dans les annales. L'ordre du jour laissait prévoir un scénario mouvementé. A la demande de dix-huit conseillers généraux communistes, le président, M. Germa (PCF), avait convoqué les élus en séance extraordinaire pour manifester la solidarité du conseil général en faveur des travailleurs luttant pour leurs légitimes revendications : 1 million de francs en faveur des cheminots en grève.

Dès jeudi, le groupe socialiste, par la voix de M. Cathala, député, maire de Créteil, annonçait que ses membres n'assisteraient pas à la réunion, craignant de la voir se transformer en « manifestation politicienne ». Il déclarait qu'ils se prononceraient lors de la séance ordinaire du 26 janvier. Les communistes et l'opposi-

tion, alors majoritaire, allaient s'affronter pendant deux heures devant une tribune mêlant grévistes de la CGT et militants RPR. M. Lamy (PCF), après avoir signalé que près de six mille travailleurs de la SNCF et leur famille sont concernés dans le Val-de-Marne et qu'ils « auraient une fin janvier difficile », présente les propositions de son parti, c'est-à-dire le versement d'une aide en fonction de la situation familiale et l'application de la gratuité des divers services assurés par le département.

M. Vivien, RPR, répliqua, « au nom de l'immense majorité des habitants », que le droit élémentaire du travail était bafoué, puisque, selon lui, dans le département, on ne compte que 27 % de grévistes à la SNCF. Pour M. d'Ormesson (FN), « cette grève a été totalement politisée par le PS, et a été reprise par le PC et la CGT ».

Une dizaine d'orateurs se succédèrent ainsi, et le vote donna le résultat attendu : la motion communiste fut repoussée. Voulaient profiter de cette majorité provisoire, M. Baloup (UDF) proposa un vœu d'urgence en vue de créer « un fonds départemental de solidarité pour venir en aide à ceux dont l'activité économique est mise en difficulté, voire en péril, du fait des grèves ». Arguant du fait que

(Suite de la première page.)

Autre quartier, autre méthode. Au métro Opéra, vendredi, une pétition de la « Coordination des usagers parisiens des services publics » part comme les petits pains que les boulangers n'ont pas pu sortir de leurs fours. Le maire UDF du deuxième arrondissement, M. Alain Dumait, descendu en personne sur les quais avec un « commando » d'une quinzaine de commerçants du quartier, recommanda aux voyageurs de photocopier le tract et de le faire circuler. Mais les photocopies, avec toutes ces coupures d'électricité, ce n'est pas très sûr...

Excédés d'être considérés comme du « détail » ou des « esclaves », les auteurs de la pétition mettent en garde les grévistes et le gouvernement : « Nous ne voulons plus être les prisonniers des monopoles tyranniques » que sont l'EDF, la SNCF et la RATP. La coordination demande des sanctions (pas question d'indemniser les journées de grève) et des réparations. Mais contrairement aux commerçants de la rue des Martyrs, elle est hostile à l'occupation des centres EDF.

A entendre Daniel Legrand, « tailleur de père en fils » dans la rue du 4-Septembre, le mouvement est né dans l'improvisation. « La mère a invité les comités de commerçants, jeudi, pour la nouvelle année. Et nous a remis une pétition. Et tout à l'heure, il nous a fait savoir qu'il était dans le métro ». C'est ainsi que ce tailleur âgé de soixante-sept ans, costume trois pièces et noué papillon cachemire, en panne de fer à repasser, de chauffage et de climatisation, mais lesté d'une étonnante charge sociale pour le 15 janvier, s'est retrouvé en train de distribuer des tracts à l'Opéra. Sans illusions : « Tous les gouvernements ont toujours ruiné les petits commerçants et les artisans pour payer des retraites à ces gens-là ». Et sans la moindre indulgence non plus : « Il nous faudrait l'adresse des grévistes, nous irions les voir », menace-t-il.

Cette grève est un « supplice chinois ». On ne sait jamais ni où ni quand elle va frapper. Malgré tout, les usagers de base, ceux dont l'entreprise n'est pas menacée, continuent, stoïques, à faire face, d'autant que la situation autorise quelques compensations : on se gare d'importer où, métro et trains de banlieue sont gratuits ; plus on habite loin, plus on part tôt du bureau. Certaines banques ferment leurs portes à 15 h 30 ; le Musée d'Orsay a annulé la no-

tion de jeudi ; une demi-heure avant la fermeture, les caisses sont pratiquement bouclées aux Galeries Lafayette.

La révolte des frustrés de l'électricité

Tuyaux et impressions

Les bus sont comme la confirmation de la folie qui a pris la ville. Ils vont leur chemin, comme les tortues. Les piétons pressent le pas, ne serait-ce que pour marquer leur supériorité éphémère, se donner le plaisir de les doubler. Sur le Boul Mich, une passagère refuse de prendre un billet (« J'en veux pas, moi aussi je fais la grève ! »), déclenche une mini-émeute et se fait finalement débarrayer sous l'opprobre général. Dans le « 74 », entre la place Clichy et l'Opéra, deux cadres supérieurs craquent :

« Mais arrêtez de me pousser ! — Monsieur, je fais ce que je peux. »

« Vous le faites exprès. C'est la sixième fois que vous m'envoyez votre coude dans le ventre. »

Le premier « monsieur » envoie son poing dans la figure du deuxième « monsieur ». « Descendez, si c'est un homme ». Dans le « 74 », c'est le délire.

Dans les véhicules assaillis, on échange des tuyaux sur les embouteillages et des « records » (« Quatre heures pour faire Belleville-Arcueil »). On échange des impressions : « Dans la rue de Flandre, dit une jeune femme, on se croit en Chine populaire. Les gens emmitouflés marchent ou partent à vélo le matin. Le soir, Paris s'enterne. Plus besoin de réserver dans les restaurants. Le cinéma Paramount-Opéra déplore une baisse de près de 50 % de la fréquentation, dix ouvreuses seules à leur poste, sur seize, alors que le patron rembourse les frais de taxi. » En cas de coupure de courant, les billets ne seront pas remboursés, mais validés pour une autre séance », prévient une affiche. Un ancien séminariste revient voir le film « Le Nom de la rose » dont il a été privé la veille à cause d'une panne...

« Nous voulons avoir chaud »

Temple du prêt-à-porter et des boutiques à la mode, les Halles ont raté leur semaine de soldes. Les magasins, comblés d'habitude des ouvertures, présentent l'air triste de commerces en liquidation.

La clientèle est rare. Pas le cœur à fureter. La station du RER déverse moins de monde qu'à l'ordinaire. Les esplanades sont livrées au vent froid et, depuis l'allègement des contraventions recommandé par le premier ministre et maire de Paris, M. Jacques Chirac, les abords du Forum sont transformés en parkings gratuits.

Tout le quartier est sévèrement « délesté » plusieurs heures par jour. Autour de l'église Saint-Eustache, place des Victoires, on vend à la lumière des bougies. La mode est aux radiateurs à gaz, et des groupes électrogènes sont installés dans des ruelles encombrées. Les plus assidueux des nouveaux créateurs se sont procurés des groupes mobiles de studios de cinéma, et ont l'impression qu'il se tourne quelques films fancâches dans ces rues irrégulières.

D'autres boutiques, après des semaines de bonnes affaires, ont préféré mettre la clé sous la porte, par lassitude de l'absence de vendeuses ou des clients. Des affichettes préviennent : « Fermé pour cause de grèves ».

Seuls les niveaux souterrains du centre commercial du Forum sont préservés. Pour éviter toute panique en sous-sol, l'électricité est maintenue dans les profondeurs du ventre de Paris.

Vendredi, oubliant leur grogne contre la grève, les commerçants

des Halles reprochent surtout aux « commandos » d'usagers leur intervention musclée, la veille, au centre EDF de la rue d'Aboukir, à quelques dizaines de mètres des plus célèbres boutiques de prêt-à-porter. « Ils se sont fait passer pour des commerçants du quartier, c'est faux, affirme un épicer de la rue Coquillière. Les jets d'œufs ou de peinture rouge, les bagarres avec les grévistes, ne sont pas dans les habitudes de l'arrondissement. »

Prudente, la direction d'EDF a préféré fermer son centre en fin de semaine. Par dépit, ceux qui viennent protester contre les délestages expriment leur désarroi en collant au mur des listings informatiques interrompus par les coupures de courant ou des messages déprimés. « Pensez aux chômeurs qui ont faim ». « L'électricité est un droit pour tous ». « Nous voulons avoir chaud ».

D'autres murs ont pris la parole dans le centre de la capitale. Ainsi, sur ordre des pompiers de la rue du Jour, les concierges déconseillent l'usage des ascenseurs dans les immeubles. « Prenez l'escalier, ça vous réchauffera », lit-on sur une porte. Plus loin, un commerçant demande par voie d'affiche aux « faucheurs » de bien vouloir passer leur chemin. Les coupures de courant sont de fait l'occasion de discrets vols dans l'obscurité. Un droguiste s'est même fait barboter des lampes de poche, des piles, des bougies par des clients tout à fait honorables en d'autres circonstances.

Fatigue et overdose

Dans les crèches, les enfants sont mis d'office au régime chips et jambon. Rue des Martyrs, la directrice doit monter dans son appartement pour faire chauffer les biberons des plus petits. Mais, dès 17 heures, paniqués par la tombée de la nuit, tous les enfants se mettent à hurler.

Banlieusards et Parisiens se souviennent de ces journées laiteuses et froides, au « ras du bitume, transparentes au sous-sol. Service perturbé sur le réseau » : la formule, toute RAT-Pesque, est un délicieux euphémisme. Dans le métro, les passagers se pressent studieusement les uns contre les autres. En septembre dernier, leurs regards méfiants cherchaient à déceler les bombes ; aujourd'hui, leurs visages disent la fatigue et l'overdose. Les wagons affichent « complet » et refusent d'embarquer les marmots dans leurs poussettes. « C'est dégueulais », siffle une mère à la station Guy-Môquet.

A Saint-Germain-en-Laye, les voyageurs de la ligne A du RER qui arrivent, vendredi matin, sur le quai de la station y trouvent une mauvaise surprise : le trafic est totalement interrompu en direction de Paris. Ambiance lourde. Les jours précédents on pressait les choses avec bonhomie. Les messieurs proposaient en riant aux dames de s'asseoir sur leurs genoux. « Il reste trois places dans le filet à bagages », lançait une sardinière bout-en-train. Vendredi, on anguisse. Pour gagner de la place, on s'entasse, debout, sur les banquettes.

Anne-Marie, secrétaire dans une entreprise du quartier de l'Opéra, est arrivée gare Saint-Lazare à 9 h 30. Le temps d'un dernier footing, elle était à son bureau à 9 h 45. Soit deux heures quarante-cinq après être partie de chez elle. Le temps nécessaire en TGV pour atteindre Valence. Ou, en avion, Marrakech... Et, au cœur, la peur de se sentir « piégée » à Paris, jusqu'à 16 heures elle doit récupérer son fils à l'école.

Et l'on ne parle pas des coiffeurs, en panne sèche, leurs clients en bigoudis furieux sur

les bras, de la petite « repiqueuse » de bas, au 24 rue de la Tronchet, dont la machine à remailer a tressaillé plusieurs fois pour finir par s'arrêter. Des feux de circulation « aveugles ».

Des hôpitaux dans le noir

Une grève sauvage. « Du jamais vu », rugit un hospitalier. Grande et noble dame, persuadée d'être intouchable en raison du plan Croix-Rouge, l'Assistance publique n'en revient pas encore d'avoir subi des « coupes à répétition » jeudi et, dans une moindre mesure, vendredi. Les hôpitaux informatiques interrompus par les coupures de courant ou des messages déprimés. « Pensez aux chômeurs qui ont faim ». « L'électricité est un droit pour tous ». « Nous voulons avoir chaud ».

D'autres murs ont pris la parole dans le centre de la capitale. Ainsi, sur ordre des pompiers de la rue du Jour, les concierges déconseillent l'usage des ascenseurs dans les immeubles. « Prenez l'escalier, ça vous réchauffera », lit-on sur une porte. Plus loin, un commerçant demande par voie d'affiche aux « faucheurs » de bien vouloir passer leur chemin. Les coupures de courant sont de fait l'occasion de discrets vols dans l'obscurité. Un droguiste s'est même fait barboter des lampes de poche, des piles, des bougies par des clients tout à fait honorables en d'autres circonstances.

« Vous appelez ça des délestages ? Moi, j'appelle ça une grève sauvage », s'indigne la direction de la clinique Ambroise-Paré, à Neuilly. Quand vous avez des baisses de tension, des appareils qui disjonctent, des malades à cœur ouvert sur le billard, il y a de quoi être anxieux.

Rive droite, rive gauche, même tableau. Au centre hospitalier Sainte-Anne, dans le quatorzième arrondissement, un grand professeur, neurochirurgien de son état, a dû faire la grève du bistouri malgré lui. Sans préavis, l'électricité a fait défaut, mercredi à 13 h 15, en pleine opération. Un agent hospitalier explique, pudiquement, que « le groupe électrogène n'a pas démarré ». Et l'on ne dénombre plus les dentistes restés à la « fraise » en l'air, soudain démunis de leur précieux instrument de torture crissant.

Bien sûr, toute la capitale ne charrie pas ces images noires qui, selon les sensibilités, rappellent « les années 40 » ou « la vie à Moscou ». Des quartiers entiers n'ont pas connu la moindre coupure d'électricité. A deux pas des Halles ou de la rue des Martyrs, la lumière n'a pas faibli d'un kilowatt.

C'est affaire de chance. De circonstances géographiques ou syndicales. Il suffit d'habiter près d'un hôpital pour garder son appartement au chaud, d'emprunter une ligne de métro non gréviste pour ignorer l'attente en la boucaillette.

Des Parisiens ont connu une semaine normale d'après-fêtes. D'autres ont redécouvert les solidarités, l'entraide dans les gares ou les embouteillages. On, au contraire, l'égoïsme des voitures circulant à vide, l'injustice des devantures richement éclairées ou des immeubles surchauffés. La capitale a perdu 40 % de sa dose d'électricité habituelle, mais les impératifs du délestage ont découpé la ville et sa banlieue en deux zones, celle des « veinards » et celle des « malchanceux ».

PHILIPPE BOGGIO
LAURENT GRÉSAMEN
CORINNE LESTES
et DANIEL SCHNEIDERMAN

Economie

Les Douze tentent de régler la crise monétaire

(Suite de la première page.)

Il mettait un point d'orgue à une semaine mémorable sur les marchés des changes où les spéculateurs ont tenté de faire passer le franc de la position de l'ours à celle du taureau.

En dépit de la proximité des élections législatives allemandes du 25 janvier, à la veille du week-end, peu nombreux étaient les opérateurs qui voyaient encore la possibilité d'attendre le verdict des urnes outre-Rhin. La spéculation à la hausse sur le marché était devenue si forte que le SME « craquait » de toutes parts, et que les banques centrales ont fini par jeter l'éponge. Une fois de plus, la fameuse « force des marchés » l'avait emporté : on ne lutte pas contre le flot des milliards lancés du monde entier à l'assaut des parités, et qui ont fini par en avoir raison. Le scénario est pourtant bien connu, et il a été cent fois répété.

Sans doute, bien des signes précurseurs relevés à maintes reprises dans nos colonnes s'étaient manifestés ces derniers mois, puis ces dernières semaines, mais, au niveau des gouvernements, on affectait de ne pas trop les voir. Un nouveau réajustement du SME, alors que celui d'Ootmarsum, le 6 octobre dernier, était encore frais : ce n'était pas concevable !

Les affaires sérieuses commencent vraiment le mardi 6 janvier lorsque, en début d'après-midi, la Banque de France, lasse de consacrer ses réserves de devises à vendre des marks aux détenteurs de francs, prend, en accord avec le gouvernement, la décision de laisser « filer » la devise allemande à son cours plafonné (voir en rubrique *Devises et or*). La devise SME, jusqu'alors larvée, devient brusquement agitée et, inamman-

blement, prend un tour politique. Comme dans les combats d'Homère où les chefs s'insultent rituellement avant d'en découdre, les dirigeants français et allemands échangeaient des propos musclés et définitifs.

A Paris, M. Chirac affirmait : « Les autorités allemandes ne jouent pas le jeu, et il leur appartient d'en tirer les conséquences », à savoir abaisser leurs taux d'intérêt ou réévaluer le mark. Il s'empressait d'ajouter : « Il n'y a pas de crise du franc, il y a une crise du mark ». Erreur, répliquait de Bonn le ministre allemand de l'Économie, M. Martin Bangemann, c'est le franc qui est faible, et « cette faiblesse est uniquement due à des raisons politiques et au climat social actuel en France ».

Sans doute la dureté des conflits sociaux dans notre pays n'était pas sans conséquences pour la tenue du franc, mais M. Bangemann, lié par l'approche des élections, ne pouvait décemment oublier que, depuis des mois, la baisse du dollar au profit du yen et du mark d'abord, puis du mark seul, après la conclusion d'un accord de stabilisation américano-japonais le 31 octobre, propulsait irrésistiblement vers le haut la devise allemande.

Les capitaux internationaux étaient d'autant plus attirés par cette devise que les signes de « vertu » germanique apparaissent de plus en plus éclatants, de plus en plus insolents, grintaient les jaloux. En 1986, l'Allemagne fédérale a enregistré un nouvel excédent record de sa balance commerciale à 110,2 milliards de marks (365 milliards de francs), en progression de 50 %, et une baisse des prix à la consommation de 1,1 %, meilleure perfor-

mance depuis trente-trois ans, le tout avec une hausse des salaires de 3,4 %. Comment résister à tant de vertu, alors qu'aux États-Unis les prix, malgré la désinflation, ont tout de même augmenté et que le déficit commercial est devenu vertigineux, sans oublier l'énorme et incompressible déficit budgétaire.

En face, le gouvernement fran-

çais n'y a pas de quoi justifier une nouvelle dévaluation, et, sur ce point précis, le dossier de la France est solide, l'opposition ne pouvant que se rallier à la majorité sur ce terrain : M. Bérégovoy ne pourra pas dire le contraire, et il ne le dit pas.

Tout simplement, le mark est trop fort pour les autres devises du SME, le florin excepté, malgré



mais a beau jeu de clamer que, depuis le réajustement d'Ootmarsum en avril dernier, la France n'a nullement démerité. Car l'écart d'inflation au profit de la RFA est encore de 3 points, mais, dans notre pays, les salaires et, par un certain côté, les coûts de production progressent moins vite, ou certainement pas plus vite qu'en Allemagne. Notre balance tend à se rééquilibrer et notre balance des paiements est redevenue excédentaire de 20 milliards de francs. Ce n'est guère glorieux par rapport à notre puissant voisin, mais

les efforts louables des partenaires de l'Allemagne dans la voie de la sagesse : à vertueux, vertueux et demi ! Dans ces conditions, comme le relevait M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, et comme l'exige l'esprit du SME, il reste aux Allemands à « faire leur devoir ».

Ce devoir consistait d'abord à freiner la hausse du mark contre le dollar, comme les Douze en étaient convenus, à Gènes en 1980, en septembre dernier.

Mais les Allemands ne l'ont pas fait, sans doute parce qu'ils n'y croyaient pas, et, toujours selon M. Delors, l'« esprit de Gènes » est mort. Il pouvait être, ensuite, d'abaisser les taux d'intérêt en RFA, comme le réclamaient les Américains. La Bundesbank, assise sur sa masse monétaire dont le gonflement excessif la hante nuit et jour, s'y refuse absolument, et c'est son droit, même si certains contestent ses méthodes. Reste alors la réévaluation du mark, l'arme absolue, qui attriste énormément les industriels allemands, dont les exportations se font à 50 % sur la CEE, avec un excédent commercial sur la France en progression de 40 % l'an dernier.

A Bruxelles, tout va se jouer sur l'ampleur et les modalités de réajustement : 3 %, 4 %, 5 % ? Le gouvernement français, lié par sa déclaration péremptoire selon laquelle « le franc ne sera pas dévalué », ne voulait pas céder : notre monnaie n'est faible que vis-à-vis du mark, et, sur le plan politique, c'est tout simplement désastreux. A Bonn, il faudra convaincre les industriels, mais pas la Bundesbank, qui aime un mark fort et pour qui toute réévaluation est anti-inflationniste, donc vertueuse.

La vraie crise, en fait, est celle d'un SME où l'harmonie et la coopération entre une RFA triomphante et « les autres » (France, Belgique, Italie, Danemark, Irlande), font de plus en plus défaut. Tout se passe comme si, à Bonn, on voulait conserver tous les avantages de la bonne santé, sans s'inquiéter de celle des autres, et garder le cap sur le grand large sans trop s'occuper de ce qui se passe de l'autre côté du Rhin. C'est la vraie question.

FRANÇOIS RENARD.

REPÈRES

États-Unis

Baisse du chômage

Le taux de chômage aux États-Unis est retombé, en décembre, à 6,7 % de la population active, d'après les statistiques publiées vendredi 9 janvier par le département du travail. Il était de 6,9 % en octobre et novembre derniers. Pour la première fois depuis janvier 1986, le nombre des sans-emploi est passé en dessous de la barre des 8 millions. Il y avait fin décembre 7,95 millions de chômeurs. La Maison Blanche prévoit pour le fin de 1987 un taux de chômage de 6,5 %.

Autre source de satisfaction pour le gouvernement américain, le département du commerce a annoncé que, pour la première fois depuis 1963, les prix de gros ont baissé aux États-Unis, en 1986, de 2,5 %.

Endettement

Accord FMI-Argentine

L'Argentine est parvenue, le vendredi 9 janvier, à un accord avec le Fonds monétaire international pour l'octroi d'un crédit *stand-by* de 1,2 milliard de dollars, auquel s'ajoute une ligne de crédit additionnelle de 359 millions de dollars pour compenser la baisse des exportations, a annoncé le ministère argentin des finances. M. Mario Broderson, les milieux économiques évoquent la possibilité que M. Broderson se rende prochainement aux États-Unis afin de négocier avec les banques étrangères créancières le refinancement de la dette venue à échéance en 1988. Selon les mêmes sources, ces dernières négociations devraient porter sur de nouveaux crédits de 2,3 milliards de dollars ainsi que sur une baisse de la surtaxe que l'Argentine doit acquitter pour les refinancements. — (AFP.)

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Michelin s'implante en Corée du Sud

Michelin vient de conclure avec la firme sud-coréenne Woon Poong Industrial un accord en vue de constituer une filiale commune qui, à partir de l'été prochain, exploitera une fabrique de pneus radiaux pour voiture de tourisme à Yangsan d'une capacité de 1,5 à 1,7 million de pièces par an. La nouvelle société sera baptisée Michelin Korea Tire. Trois mois après la signature de l'accord, Michelin s'apprête à envoyer un ingénieur pour lancer la production dans sa nouvelle usine de Yangsan. Michelin trouve dans cette association le moyen de s'implanter sur le marché sud-coréen en forte croissance (15 à 20 % l'an) avec une production de voitures appelée à doubler d'ici à 1988, avec 1 million de véhicules à cet horizon, tout en contournant les barrières fiscales (45 % sur les produits importés), en même temps qu'un excellent tremplin pour croquer tout l'extrême-Orient. La firme de Clermont-Ferrand exporte actuellement 2 millions de pneus en Asie.

Cricket

perd sa flamme

L'usine de briquets jetales Cricket à La Balme-de-Sillingy (Haute-Savoie), qui emploie encore 186 personnes, a fermé ses portes. Son principal actionnaire, le groupe Swedish Match, qui avait racheté l'affaire en avril 1985 à Gillette, estime que le jeu n'en vaut plus la chandelle. Cricket, qui exportait 80 % de sa production (400 000 briquets/jour) aux États-Unis, est victime du dollar. En 1986, ses pertes (27 millions de francs) ont représenté un quart de son chiffre d'affaires (110 millions de francs). Un plan social devait être présenté au comité d'entreprise. Swedish Match exploite une nouvelle usine à Rillieux-la-Pape près de Lyon, où sont fabriqués les briquets jetales Feudor.

BSN dans les eaux minérales italiennes

Le groupe français BSN va acquérir à égalité avec le holding financier de la famille Agnelli (IFI) une part majoritaire de 51 % dans San-Gemini-Ferravalle, numéro un

des eaux minérales en Italie avec 18 % du marché. Comme prévu (le Monde du 10 janvier), un accord a été signé en ce sens avec la famille Violati, propriétaire des 51 %.

Douze Airbus au Canada

La troisième compagnie aérienne canadienne Wardair s'apprête à acquiescer une douzaine d'Airbus. Le contrat pourrait être signé très prochainement et atteindre 4 ou 5 milliards de francs.

Bhopal : l'Inde rejette la thèse du sabotage

Le gouvernement de l'Inde rejette la thèse du sabotage soutenu par le groupe chimique Union Carbide pour décharger sa responsabilité dans l'accident de Bhopal survenu en décembre 1984 et qui avait fait plus de deux mille morts. « Les enquêtes menées concernant cette possibilité », a indiqué son représentant lors d'une audience du tribunal de Bhopal. L'Inde réclame 3 milliards de dollars d'indemnités à la firme américaine.

été bloqué précédemment vingt-cinq jours par la grève des marins. Les salariés assurent en temps normal le travail entre les pétroliers et la station de pompage de l'oléoduc sud-européen, celui-ci a dû réduire son débit. Selon la direction il devrait s'arrêter lundi, si la grève du port continue.

AFFAIRES

La France prolonge son contingentement des importations de pétrole soviétique

Le gouvernement français a décidé de réduire de moitié les importations de brut et de produits pétroliers venant d'Union soviétique au premier trimestre par rapport à la même période de 1986, afin d'inciter Moscou à rééquilibrer ses échanges commerciaux, fortement déficitaires pour Paris, a annoncé, le vendredi 9 janvier, le ministère du Commerce extérieur. Le gouvernement a ainsi reconduit les contingentements annoncés le 20 novembre, qui avaient abouti à un arrêt des achats à l'URSS jusqu'au 31 décembre.

La France a acheté 4,6 millions de tonnes de brut soviétique de janvier à novembre 1986, et 3,5 millions de tonnes de produits finis. Son déficit commercial avec l'URSS a atteint 4 milliards de francs sur cette période.

Ces mesures de rétorsion sont en réalité plus faibles qu'annoncé par Paris, puisqu'elles ne représentent qu'une baisse de quelque 20 % par rapport aux quantités que la France s'apprête à acheter début 1987. Mais elles auraient déjà des effets bénéfiques, puisque certains contrats pour les firmes françaises seraient sur le point de se débloquer.

La France vend 2 millions de tonnes de blé à l'URSS

La France a signé, au début de la semaine, un contrat de vente de 2 millions de tonnes de blé avec l'Union soviétique. Cela porte à 3,25 millions de tonnes les quantités de blé exportées vers ce pays durant la campagne 1986-1987 (qui prend fin le 30 juin), un niveau identique à celui de la campagne précédente et qui ne devrait pas être dépassé.

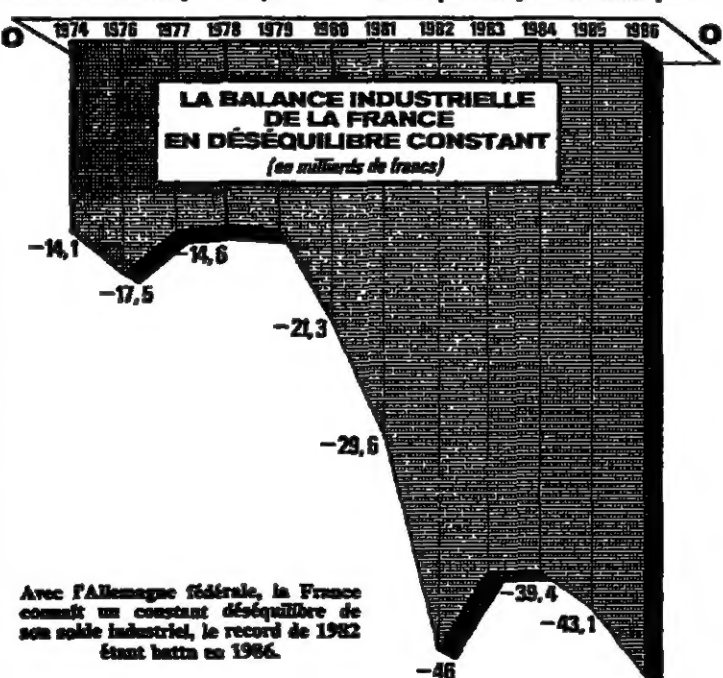
D'un montant de 150 millions de dollars environ, ce contrat, obtenu par plusieurs grandes sociétés françaises de négoce international (Continental, Dreyfus...) n'a cependant pas encore l'accord de la Communauté européenne, qui est pourtant une condition pour qu'il puisse être accompagné des restitutions (subventions) à l'exportation.

Le comité de gestion des céréales de la CEE pourrait se prononcer à ce sujet à l'occasion de sa prochaine réunion, jeudi.

Au cours de la semaine écoulée, outre les 2 millions de tonnes de blé achetées à la France, l'Union soviétique s'est portée acquiesseur de 1 million de tonnes de blé ouest-allemand et de 500 000 tonnes de blé britannique.

En 1986 Le déficit commercial de la France avec l'Allemagne s'est accru de plus de 10 milliards de francs

Les échanges commerciaux de la France avec l'Allemagne fédérale se sont à nouveau détériorés en 1986, après trois années de stabilisation. Sur les onze premiers mois de 1986, comparés aux onze premiers mois de 1985, le déficit s'est accru de 10 milliards de francs, atteignant 35,5 milliards de francs contre 25,6 milliards de francs (+ 40 %).



Avec l'Allemagne fédérale, la France connaît un constant déséquilibre de son solde industriel, le record de 1982 étant battu en 1986.

Les échanges franco-allemands (sur onze mois)

	1985			1986		
	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
Tous produits	145,8	120,2	- 25,6	157,9	122,4	- 35,5
Agro-alimentaire	8,2	20,9	+ 12,7	8,6	20,9	+ 12,3
Energie	4,6	5,3	+ 0,7	3,1	3,1	-
Produits manufacturés	132,9	94	- 38,9	146,1	98,4	- 47,7
dont :						
Biens d'équipements professionnels	37,6	23,3	- 14,2	42,4	23,8	- 18,5
Équipement ménager	4,1	1,7	- 2,4	5,8	2,1	- 3,7
Équipement automobile des ménages	11,5	5,2	- 6,3	12,8	7,7	- 5,1
Biens de consommation courante	16,6	15,3	- 1,3	18,4	15,6	- 2,8

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

VOUS ECRIVEZ ?
Romans, poésies, récits, essais, mémoires. Nous vous éditerons sous contrat garantissant vos propriétés littéraires, commerciales et la publicité.
Renseignements : Editions La Bruyère, 128, rue de Belleville, 75020 Paris.

Le Monde
sur minitel
L'ACTUALITÉ EN DIRECT
Paris-Dakar : suivez l'aventure.
Gagnez votre moto.
3615 TAPEZ **LEMONDE**

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

EFFRAYÉE la semaine précédente par le durcissement de la grève à la SNCF et son extension aux transports parisiens, la Bourse de Paris a ces derniers jours repris espoir et santé dans le premier train de hausses de l'année. L'opération a réussi au-delà de toute espérance. Cédant à la tentation de la vitesse, le marché, d'emblée, décollait littéralement des rails (+ 1,36 % lundi ; + 2,73 % mardi) sous l'œil avahi des habitués, également des professionnels. Mais, tout de suite, constatant de ses excès, il levait ensuite rapidement le pied (+ 0,11 % mercredi ; + 0,41 % jeudi). A la veille du week-end, le carnet s'immobilisait (- 0,3 %).

Mais ce ralentissement ne retire rien à la performance. D'un vendredi à l'autre, les divers indices, penchés en fin d'année et au tout début de l'autre, ont fidèlement redressé la tête pour s'élever de 5 %, et se retrouver au voisinage immédiat de leurs niveaux historiques (à 1,5 % seulement pour le CAC). Après avoir complètement effacé leurs pertes antérieures, la Bourse n'avait pas mieux fait pendant la première semaine de 1986 (+ 5 % aussi). Mais cette fois la performance a pris la couleur de l'exploit. L'an dernier, tous les espoirs étaient permis, en particulier avec les multiples prévisions sur une reprise économique dans le monde. Aujourd'hui, l'optimisme est beaucoup plus nuancé. Surtout, l'atmosphère rue Vivienne est restée passablement engourdie par les conflits sociaux. De prime abord, ce sursaut de première grandeur peut apparaître bien surprenant.

Il ne l'est pas vraiment. Même s'il ne pouvait savoir — et vendrait encore à cause des coupures de courant, qui avaient réduit les flux au silence — que la grève du rail touchait à sa fin, les investisseurs ont beaucoup apprécié la détermination du gouvernement de ne rien céder aux chemins au plan des salaires, pour éviter le piège des revendications en rafales, meurtrier pour la politique de lutte contre la hausse des prix. Dans le même ordre d'idées, la petite phrase lâchée par le chef de l'Etat sur la nécessité de contenir l'inflation a produit une excellente impression. Sur ce point au moins, c'est sûr, il y a identité de vues entre l'Élysée et Matignon, et ce consensus particulier a fait oublier le fâcheux incident de Brégaillon. Mais, dans un conflit de grande envergure, la forme n'est pas toujours payante, et celle-ci n'aurait pas suffi à doper la Bourse si d'autres événements n'étaient venus se greffer sur l'activité, de nature à donner une belle impulsion au marché. Tout d'abord, c'est le quotidien allemand *Die Welt* qui a mis le feu aux poudres des lundi, en pronostiquant une réévaluation immédiate du deutschemark et du florin. Le président de la République prenant de son côté le relais du premier ministre — ça devient une manie — pour affirmer

Un premier train de hausses

qu'aucune raison n'existait de dévaluer le franc, la Communauté a pris la mesure pour argent comptant et va se profiler la promesse d'une baisse prochaine et rapide des taux d'intérêt.

Comme Wall Street est la bonne idée de prodiguer au même moment ses encouragements aux places étrangères en s'élançant dans une folle ascension qui allait conduire le « Dow » à crever le plafond historique des 2 000 points, Paris, soutenu par son marché obligataire, redevenait « très solide », pour reprendre l'expression d'un spécialiste, s'est embrasé. La liste serait incomplète si l'on omettait de citer Peugeot avec la reprise de son dividende après cinq ans d'interdiction. Fête-soleil, toutes ces informations ont réchauffé le cœur de la Bourse. Dire que ce fut la ruse serait mensonger. Les échanges ne furent pas très effrétés (entre 600 millions et 800 millions de francs journalièrement avec une pointe à 1,4 milliard jeudi). Mais, avec une offre redevenant très réduite, pour ne pas dire réduite à sa plus simple expression, l'augmentation de la demande, même limitée, a été suffisante pour relever rapidement les niveaux de cours. C'est l'effet de levier habituel.

Les courants de transactions ont été alimentés, pour une partie, par des rachats de découvert (facteur technique après 4 % de baisse), pour l'autre par la spéculation pariante sur la fin des conflits sociaux et le « boom » attendu en janvier. De méchantes langues assuraient même que, sur ordre venu d'en haut, les « gendarmes » (Châsse des dépôts et autres) étaient intervenus pour ranger la vitrine financière du pays et remettre la Bourse en bonne condition à l'approche de la privatisation de Paribas. L'opération, dit-on, pourrait commencer le 19 janvier pour s'achever fin février, sur la base, murmure-t-on encore, d'un prix compris quelque part entre 420 F et 450 F après division des actions en deux pour séduire un plus grand nombre de particuliers. En tout cas, elle est proche, car, en prévision, la cotation des certificats d'investissement de la banque a été suspendue (dernier cours : 364 F).

Difficile de se prononcer sur la réalité de cette prétendue intervention. Les spécialistes de ce genre de rumeur ne se vantent jamais de leurs actions. Qu'il en soit, la

Semaine du 5 au 9 janvier

Bourse avait déjà de bonnes raisons de monter. Elle en eut autant de se montrer beaucoup plus prudente par la suite. Les conflits sociaux, toujours eux, s'ensuivaient.

An risque de déplaire, M. Balladur n'hésita pas à déclarer que l'année 1987 serait difficile. Enfin, la BFA réagissait vigoureusement au bruit de la chirurgie monétaire qu'on lui prêtait, en y opposant un démenti poli mais ferme. C'était pour la galerie. Les marchés allemands n'ont pas été dupes et ont très sensiblement baissé dans la perspective des difficultés auxquelles les industriels du pays allaient se heurter pour améliorer leurs performances à l'exportation. Reste que, de ce côté du Rhin, le « sein » du ministre allemand de l'économie, M. Martin Bangemann, a rafraîchi l'ardeur des plus téméraires. D'où l'attention observée sous les lambris à la veille du week-end.

Et maintenant ? Les avis n'ont pas changé. Dès que la situation sera redevenue normale sur le front social, « la Bourse explosera », assuraient de nombreux professionnels. Les liquidités sont trop abondantes en ce début d'année : au moins 50 milliards de francs en janvier provenant des coupures d'espèces et des versements des titres indémérita. De toute façon, à un moment ou à un autre, le système monétaire européen sera réaménagé. Les valeurs françaises deviendront ainsi moins chères pour les investisseurs étrangers, qui, affirme-t-on de bonne source, restent fondamentalement confiants dans l'avenir de notre pays.

De son côté, le Crédit lyonnais est assez optimiste pour les entreprises. D'après la direction des études économiques de l'établissement, les résultats d'exploitation devraient encore s'améliorer sensiblement en 1987 avec une progression ralentie des coûts de production et un allègement des charges fiscales et sociales.

Théoriquement, tous les éléments sont donc en place pour favoriser une vigoureuse reprise. Surtout la semaine prochaine ou la suivante ? Les pronostics sont divergents. L'impression des grèves l'a un peu gâté. Mais l'espoir qui, au début de 1986, au vu de la lourdeur des Bourses allemandes, avait affirmé : « C'est un signe prophétique, l'année sera meilleure pour Paris que pour Francfort », ne s'était, lui, pas trompé. En sera-t-il de même pour 1987 ? Tout dépendra de l'aptitude et de l'habileté du politique et de l'appareil industriel à contourner les écueils, dont deux au moins sont redoutables : le chômage et le commerce extérieur. Dans l'immediat, rue Vivienne, un premier train de hausses peut en cacher un autre, mais pas nécessairement un troisième.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Mach 2

Semaine historique à New-York, où pour la première fois de l'histoire l'indice Dow Jones a franchi la barre psychologique des 2 000 points. L'événement s'est produit jeudi 8 janvier après un premier essai infructueux la veille. Wall Street n'est pas resté la veille, mais a encore progressé un peu. Sur sa lancée, a encore progressé un peu vendredi. Finalement, l'indice des industrielles, créé en 1896, s'établissait à 2 005,90 (+ 78,6 points). Parcouru sans faute, pas une fois le marché n'a baissé. Si l'on ajoute la hausse du 2 janvier, son gain en six séances atteint 110 points.

Les augures qui avaient prédit ce soubresaut des cours ne s'étaient pas trompés. Débarrassé du fardeau des ventes fiscales, le marché, pourvu d'excuses liquidités, s'est envolé comme un ballon. Les investisseurs allemands et japonais ont prêté main forte à leurs collègues américains. L'encouragement à prendre des positions est venu du front des taux d'intérêt, en baisse sensible et observée à leur plus bas niveau depuis huit ans. Pour la célèbre firme de courtage Merrill Lynch, la tendance à la hausse est si prononcée que le « Dow » pourrait atteindre la cote 2 500 d'ici aux élections présidentielles de 1988.

	Cours 2 janv.	Cours 9 janv.
Alcoa	35 1/8	36 1/4
ATT	25 1/2	25 3/8
Boeing	52 1/8	53 7/8
Chase Man. Bank	34	39
De Post de New York	85 7/8	90 7/8
Eastman Kodak	69 1/4	71 5/8
Exxon	72 1/8	73 3/4
Ford	37 5/8	43 3/4
General Electric	57 3/8	59 1/8
General Motors	66 7/8	68 3/4
Goodyear	42 7/8	44 1/4
IBM	121 7/8	122 1/4
ITT	53 3/8	57 1/2
Mobil Oil	50 7/8	51 5/8
Pfizer	62	65 7/8
Schlumberger	32 3/8	35 3/8
Teneco	34 3/4	38 1/4
UAL Inc.	22 1/2	24 1/4
Union Carbide	22 7/8	23 3/4
USX	21 7/8	22 3/4
Westinghouse	58 1/4	61 5/8
Xerox Corp.	59 5/8	63 7/8

LONDRES

Montée en flèche

Galvanisé par la performance de Wall Street, le marché britannique, initialement morose, s'est lancé dans une belle ascension, qui devait conduire l'indice des industrielles à 1 5 % au-dessus de son niveau de 2 janvier. L'indice des cent principales valeurs a même pulvérisé ses records en atteignant la cote historique de 1 752,3. L'effort d'un détachement des taux d'intérêt, la hausse des prix du pétrole et l'optimisme croissant sur la victoire des conservateurs aux prochaines élections générales ont encore ajouté à l'euphorie ambiante.

Indice « FT » du 9 janvier : industrielles, 1 386,4 (contre 1 320,2) ; mines d'or, 324,9 (contre 304,1) ; fonds d'Etat, 85,31 (contre 84,76).

	Cours 2 janv.	Cours 9 janv.
Beecham	441	458
Bovril	328	349
Brit. Petroleum	724	754
Charter	279	288
Comptons	306 1/2	339
De Beers (*)	769	849
Glen	14 27/64	11 17/64
Gr. Univ. Stores	14 5/8	14 3/8
Imp. Chemical	14 19/32	17 3/64
Shell	985	10 15/64
Unilever	21 27/32	21 63/64
Victors	408	444
War Loan	35 3/4	35 15/16

(*) En dollar.

FRANCFORT

Moins 5,1 %

Déprimé par la perspective d'une réévaluation du deutschemark, qui risquerait de porter un très mauvais coup à l'industrie exportatrice, le marché, déjà morose fin 1986, s'est précipitamment redressé, pour baisser de 5,1 %.

Indice de la Commerzbank du 9 janvier : 1913,5 (contre 2016,4).

	Cours 2 janv.	Cours 9 janv.
AEG	324	309
BASF	273,80	262
Bayer	316	303,30
Commerzbank	389	366,90
Deutschebank	817	779
Hoechst	269	262
Karstadt	474	460
Mannesmann	178,50	162
Siemens	731,50	709,90
Volkswagen	615	590

TOKYO

Progrès

Formé la semaine précédente, le marché nippon a retrouvé ses portes le 5 janvier. Lui aussi, encouragé par Wall Street, a monté. Mais, après avoir battu mardi ses records d'altitude avec le Nikkei à 19 006 et l'indice général à 1 594,84, il a dû rendre la main.

Indices du 9 janvier : Nikkei : 18 810,36 (contre 18 701,30 le 27 décembre) ; indice général : 1 582,48 (contre 1 556,37).

	Cours 26 déc.	Cours 9 janv.
Akai	361	400
Brigance	727	709
Canon	1 640	1 585
Fuji Bank	1 530	1 558
Honda Motors	1 390	1 370
Mitsubishi Electric	2 150	1 970
Mitsubishi Heavy	425	435
Sony Corp.	498	370
Toyota Motors	2 220	1 950

(*) Du 31 déc. 1986 au 8 janv. 1987.

Matériel électrique services publics

	9-1-87	Diff.
Alcatel	2.398	+ 75
Alstom-Adams	330	+ 4,10
Crouzet	330	+ 11
Général des Eaux	1.283	+ 61
IBM	790	+ 12
Interactique	1.528	+ 20
ITT	367	+ 28
Lapraz	5.280	+ 238
Lyonnais des Eaux	1.430	+ 20
Matra	2.370	+ 80
Mérol-Olivier	2.650	+ 38
Notreux-Lévy-Solov	820	+ 18
Moellat	92,10	+ 12,20
PM Labinal	857	+ 41
Radio-technique	1.074	+ 79
Schlumberger	124,30	+ 18,90
SEB	766	+ 46
Siemens	2.365	+ 85
Signaux	528	+ 37
Télécom Énergie	3.232	+ 135
Thomson-CSF	1.549	+ 4

Produits chimiques

	9-1-87	Diff.
BASF	880	- 30
Bayer	1.020	- 40
Hoechst	877	- 25
Imp. Chemical	1.110	- 8
Institut Mérieux	4.110	- 50
Laboratoire Belloc	2.001	+ 51
Norsk Hydro	126,20	+ 0,30
Roussel-Uclaf	1.585	+ 50

Valeurs à revenu fixe

	9-1-87	Diff.
4 1/2 % 1973	1.629	inch.
7 % 1973	3.670	+ 70
10,30 % 1975	101	+ 0,65
PAIE 10,6 % 1976	182	+ 1,20
9,80 % 1977	124,20	+ 0,20
10 % 1978	182	+ 0,75
9,80 % 1978	182	+ 1
9 % 1979	99,90	+ 0,85
10,80 % 1979	103,40	+ 1,45
13,80 % 1980	103,42	+ 0,18
16,75 % 1981	104,80	+ 0,84
16,20 % 1982	118,50	+ 1,30
16 % 1982	119,20	+ 1,60
15,75 % 1982	115,55	+ 1,05
CNE 3 %	4.400	+ 101
CNE 5 % 2000 F	101,15	+ 0,25
CNE 5 % 2000 F	101,15	+ 0,25
CNE 5 % 2000 F	101,15	+ 0,25
CNE 5 % 2000 F	101,15	+ 0,25

Mines d'or, diamants

	9-1-87	Diff.
Anglo-American	182	+ 7,50
Amstar	492	+ 19
But. Gold M.	125	+ 0,70
De Beers	53,25	+ 3,75
De Beers Cons.	108,50	+ 2,50
De Beers Cons.	108,50	+ 2,50
Gold Field	67	+ 1,50
Harmony	75,50	+ 4,30
Randfontein	640	+ 35
Saint-Helena	87	+ 3
Western Deep	270	+ 11

Métallurgie

	9-1-87	Diff.
Alpi	430	+ 10
Arvon-Danshui-B.	1.325	+ 85
Chiers-Châtillon	65,80	+ 3,80
De Dietrich	1.950	+ 170
FACOM	1.640	+ 110
Fives Li	193	+ 11,50
Marine Wende	449	+ 50
Peugeot SA	1.440	+ 20
Peugeot SA	1.210	+ 59
Pochar	34,40	+ 1,50
Sagor	3.480	+ 210
Stralor	607	+ 21
Vallo	119,50	+ 3
Vallo	86,90	+ 3,70

Valeurs diverses

	9-1-87	Diff.
Accor	494	+ 25
Agence Havas	2.130	+ 30
Agenciar	2.150	+ 145
Bic	752	+ 86
Bic	1.075	+ 45
Bic	1.075	+ 45
Club Méditerranée	781	+ 35
Emilio	3.740	+ 190
Europe 1	871	+ 41
Huon	2.940	+ 163
L'Air Liquide	609	+ 9
L'Oréal	3.812	+ 27
Navigation Marse	1.876	+ 56
Norcia	203,80	+ 12,63
Presses Cit	2.530	+ 140
Saint-Gobain	351	+ 4
Santof	769	+ 33
SCS-SB	1.350	+ 95

Banques, assurances sociétés d'investissement

	9-1-87	Diff.
Ball Equipement	540	+ 5
Banque (Cie)	1.140	+ 100
Centum	1.380	+ 110
Chargers SA	1.670	+ 158
CFP	1.175	+ 14
CFI	575	+ 20
Euroland	3.022	+ 83
Hélin (La)	724	- 9
Imm. Pl. Monceau	525	+ 57
Loireaux	1.420	+ 24
Loireaux	1.420	+ 24
Midi (I)	1.620	+ 54,55
Midland Bank	458	+ 8
Midland Bank	1.470	+ 80
Paris de rées	370	+ 69
Prédial	1.540	+ 30
Schneider	681	+ 10
UCB	557	+ 37

(1) Droit 6,55 F.

Bâtiment, travaux publics

	9-1-87	Diff.
Auxil. d'entrepr.	1.540	+ 152
Bouygues	1.255	+ 70
Ci. de France	767	+ 39
Dumez	1.981	+ 69
GTM	513	+ 33
J. Lefebvre	1.375	+ 240
Nord	12,63	+ 49
Maïsons Pénit	180	+ 7,90
Poliet et Chausson	1.380	+ 4
SCREO	590	+ 54
SCS-SB	92,50	+ 6,40

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	5 janvier	6 janvier	7 janvier	8 janvier	9 janvier
RM	680 092	941 938	774 692	1 449 135	1 228 909
Comptant	6 418 633	4 178 313	5 641 343	11 084 181	7 407 682
R. et obl.	340 424	162 482	147 657	479 050	257 960
Actions	7 439 149	5 282 732	6 563 692	13 012 366	8 894 551

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986)

	9-1-87	Diff.
France	99,5	+ 0,1
Étrangers	100,6	+ 0,2

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1986)

	9-1-87	Diff.
Tendance	99,7	+ 0,2
Indice gén.	102,4	+ 0,6

(base 100, 31 décembre 1981)

	9-1-87	Diff.
Indice gén.	395,1	+ 405,5
	407,9	+ 407,2

Futures, textiles, magasins

	9-1-87	Diff.
André Rouffière	252	+ 17
Agache (Fin.)	1 592	+ 107
BHV	529	+ 32
CFAO	2 140	+ 158
Dunant-Serviposte	2 360	inch.
Dary	481,50	+ 18,7
DMC	624	+ 39
Galerias Lafayette	1 615	+ 83
La Redoute	2 640	+ 165
Nouvelles Galeries	577	+ 17
Printemps	590	+ 34
SCOA	91,50	+ 6,7

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Conditions pour un succès

Il semble bien improbable que l'action Paribas puisse être offerte, après le partage en deux du titre, à un prix supérieur à 400 francs français. Les médias se disputent les spécifications ont misé, cette semaine, sur un prix de l'ordre de 420 à 450 francs. Ce serait trop élevé. Compte tenu, d'une part, de l'arrêt des cotations en Bourse à 864 francs du cours du certificat d'investissement privilégié (CIP), c'est-à-dire de 432 F après le partage, et, d'autre part, de la nécessité d'assurer le placement ferme de l'équivalent de quelque 3 milliards de dollars de titres, un record qui représente près de trois fois le montant de l'opération Saint-Gobain, l'Etat français, le vendeur, doit de montrer prudent. Une décote de l'ordre de 8 % par rapport au dernier prix des CIP semble raisonnable. Il s'agit d'une hypothèse, il est vrai partagée par de nombreux banquiers étrangers. Mieux vaut avoir trop de succès que pas assez.

Encore qu'il ne faille jamais jurer de rien, la privatisation de Paribas, la grande affaire de ce mois de janvier, devrait, tout comme celle de Saint-Gobain, bien se dérouler. A l'étranger, où Paribas est l'une des européennes les plus cotées, les premières réactions à l'issue d'une série de « road shows » (présentations)

auprès d'investisseurs institutionnels d'Edimbourg, de Londres, de Genève, de Zurich, de Francfort et de Bruxelles se sont avérées extrêmement positives. Le placement étranger de 20 % des actions Paribas sera effectué par le truchement d'une syndication régionale. Sous la houlette de Paribas même, le coordinateur, l'offre internationale sera réalisée au travers de quatre zones géographiques et de banques concernées : N.M. Rothschild et Warburg au Royaume-Uni ; Deutsche Bank et Dresdner Bank en Allemagne ; le Crédit suisse-First Boston et la Société de banque suisse pour l'Italie ; Merrill Lynch et la Banque Paribas Capital Markets à Londres pour le reste du monde.

La firme britannique Smith New Court Agency estime que la capitalisation boursière du groupe Paribas est de l'ordre de 21,58 milliards de francs français et que le bénéfice net atteindra 1,6 milliard cette année et 1,85 milliard de francs en 1987. Sur ces bases, le rapport prix/bénéfice (PER) est de 12,7 pour 1986 et de 11,7 pour 1987. C'est très peu par les standards étrangers s'en sont vite aperçus.

Ces derniers sont très tirés, même sur la base des critères hérités. Aussi, pour mieux faire passer la pilule, l'UBS, qui dirige la transaction, a-t-elle décidé de la réaliser seule sous la forme d'un placement privé. Français coquins dont les comptes sont très, tout autant illégitimes que discrédités, en France, les banques ont été obligées de remplir leur devoir patriotique ! Tôt ou tard, vous vous découvrirez les heureux, mais en tous cas investisseurs, porteurs d'obligations CNT. Pour sa part, le Crédit agricole a fait un tabac en levant à taux fixe 150 millions de dollars des Etats-Unis dans un marché bien disposé parce qu'il continue d'anticiper une baisse supplémentaire des taux d'intérêt entre-Atlantique. D'une durée de sept ans, l'euro-emprunt sera émis à 100,50 et sera doté d'un coupon annuel de 7,50 %. Ces conditions judicieuses, conjuguées avec la très grande qualité de l'émission, ont assuré un placement immédiat enthousiaste.

Le comité du marché de l'euro-franc français, réuni au soir du mardi 5 janvier sous la houlette du Trésor, a décidé de limiter ce mois-ci à une seule euro-emission nouvelle : le nombre d'emprunts internationaux libellés dans la devise française est ainsi limité à un seul. Le succès de la précédente de cette unique transaction, qui n'est même pas assurée de voir le jour si les conditions de marché restent aussi incertaines. Si la transaction est lancée, elle sera réalisée sous la forme d'un euro-emprunt à taux variable. On ne voit pas, en effet, qu'il serait assez fou pour acheter du franc français à taux fixe, alors que la valeur même de la devise est sur la sellette et que les taux d'intérêt sur l'eurofranc ont considérablement dérapé.

Le montant, la durée et les termes de l'euro-opération Crédit foncier n'ont pas été précisés, pas plus que le nom de la banque qui devra diriger une opération qui s'avère très délicate. On peut toutefois se représenter que l'opération introduite cette semaine sur le marché domestique se serait pas de nature à réviser un marché de l'eurofranc français moribond. L'Etat français a choisi, à partir d'une émission à taux variable, d'offrir 3 milliards de francs sur deux ans. L'innovation réside dans le choix d'un taux de référence qui n'est plus celui du marché monétaire mais le rendement des bons du Trésor à treize semaines émis tous les quinze jours par la Banque de France. La marge qui accompagne généralement les emprunts à taux variable est calculée sous forme d'un prix au-dessous du pair, les obligations qui seront remboursées à 100 étant cédées à 98,20. La formule intéressera certainement les investisseurs internationaux, lorsque les conditions de marché seront redevenues normales.

CHRISTOPHER HUGHES.

L'eurofranc en mal d'être

La partie de bras de fer entre Paris et Bonn sur la réévaluation du deutschmark ou l'abaissement des taux d'intérêt outre-Rhin ne pouvait manquer de retenir l'attention du marché international des capitaux. Le sujet de la dispute affecte en effet plusieurs secteurs euro-obligataires, notamment ceux libellés en francs français, en deutschmarks et en ECU. L'eurodistinction en force de disparition entre monnaies fortes et monnaies faibles s'en trouve ravivée. Appliqués par la perspective, après les élections allemandes du 25 janvier, d'une réévaluation de la devise germanique, soit d'une baisse des taux d'intérêt allemands — l'un et l'autre terme de l'alternative ne peut que les laisser gagnants —, les investisseurs se ruent sur les euroobligations en DM. Celles-ci ont d'autant plus de succès qu'elles restent relativement rares. Seules trois nouvelles totales de 500 millions de deutschmarks ont vu le jour cette semaine. C'est insuffisant compte tenu de la fringale pour la monnaie teutonne. L'ironie est qu'à partir du milieu de la semaine les principaux acheteurs d'euro-obligations libellées en deutschmarks ont été les Français, qui, en faisant, n'ont pas été les derniers à renforcer la pression haussière sur la devise allemande.

Parmi les trois euro-emissions nouvelles en DM, celle qui, certainement, a eu le plus de succès provient de la Banque française du commerce extérieur (BFCE). Garant par la République française, l'euro-

emprunt BFCE s'élève à 200 millions de DM et s'étend sur dix ans. Il sera émis à un prix de 100,625 et portera un intérêt annuel de 6,125 % pour procurer à échéance un rendement brut de 6,04 %. Bien que ces conditions soient très basses, puis-que vingt-quatre heures avant le lancement de l'opération les banquiers allemands pensaient que la BFCE sortirait avec un coupon de 6,25 % et non de seulement 6,125 %, la proposition française a été émise et a été accueillie. La qualité de l'emprunteur et celle du garant combinées avec la nature de la devise l'ont emporté sur toute autre réflexion.

A la veille du week-end, les euro-obligations BFCE se traitaient sur le marché gris avec une décote marginale de l'ordre de 1,50 %. C'est modeste par rapport à la commission globale de 2,50 %, dont 1,50 % est réservé pour récompenser l'effort de vente et reflète la très bonne réception.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao pléthorique

En chutant la semaine passée de 77 dollars, pour s'établir le 8 janvier à 1838 dollars la tonne à Londres, les cours du cacao ont subi la situation de surproduction qui caractérise une nouvelle fois ce marché. La campagne 1986-1987, commencée le 1^{er} octobre, devrait se solder par un excédent estimé à 44 000 tonnes par l'ICO (Organisation internationale du cacao), et à 52 000 tonnes par le courrier anglais Gill and Saffers. Compte tenu des surplus accumulés au cours de deux précédentes campagnes, entre 250 000 et 300 000 tonnes de fèves sont actuellement dans le « circuit du cacao ». Elles s'ajoutent aux 100 000 tonnes détenues par le stock régulateur, en vertu de l'accord international de stabilisation des prix, renouvelé l'été dernier.

C'est précisément cet instrument de régulation qui pose aujourd'hui problème : il est prévu que le « stock tampon » peut procéder à des achats

de soutien (may buy) lorsque le cours moyen du cacao calculé sur les quinze dernières séances de Bourse tombe à 85 cents par livre (1930 dollars la tonne). Il doit impérativement acheter (must buy) dès que le plancher de 83 cents est enfoncé.

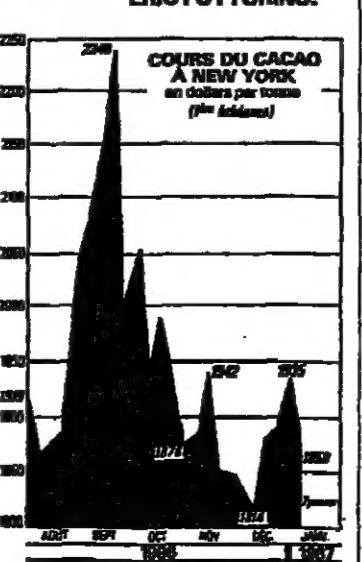
Le 8 janvier, l'indicateur de l'ICO se situait à 89 cents. Malheureusement aucune mesure de redressement des cours ne pourra être employée s'il chute plus avant. Pour entrer en vigueur, l'accord de juillet 1986 doit avoir été ratifié par un nombre de pays consommateurs représentant 60 % des importations mondiales, et un groupe d'Etats producteurs comptant pour 80 % de l'offre. Si cette dernière condition a été presque immédiatement remplie, les pays du Nord traitent en revanche les pieds. Au 31 décembre, la CEE et la Norvège n'avaient pas donné leur ratification officielle. Le pourcentage d'adhésions définitives des consommateurs est inférieur au quota requis. L'autorité administrative, manifestation de défiance vis-à-vis des accords de produits, tend à profiter des baisses des prix du cacao ; il y a de tout cela dans l'attitude des coordinateurs. Consulté : les dispositions de l'accord restent pour l'instant lettre morte. Il a fallu repousser au 31 janvier la date limite de ratification.

Cette temporisation risque d'avoir rapidement des conséquences non négligeables sur les économies des producteurs concernés, pour qui le cacao est une source majeure de devises. Aux cours actuels, la Côte-d'Ivoire, premier producteur mondial, perd de l'argent. Ses coûts de production excèdent les prix mondiaux. De l'avis des professionnels, une telle situation est intenable, même à court terme. Il n'est pas impossible que certains producteurs se lancent dans des manœuvres désespérées, comme la destruction par le feu d'une partie des fèves ramassées ou la réduction de cacao dans les ports.

Dans la brousse ivoirienne, les planteurs qualifient parfois de « mortelles » les récoltes trop abondantes, celles qui précipitent les prix vers le bas. En 1985-1986, la Côte-d'Ivoire a ainsi produit 580 000 tonnes, un record dont le marché se serait bien passé. Pour la campagne en cours, on peut estimer à 530 000 ou 540 000 tonnes la récolte du premier producteur.

Le Cameroun, le Ghana, le Brésil, l'Équateur et la Malaisie annoncent déjà une amélioration de leurs performances, au moment où l'Union soviétique s'apprête à réduire de 20 000 voire 30 000 tonnes (sur 150 000 habituellement) ses achats de cacao. Les cours n'ont dans ces conditions aucune raison de se ressaisir. La rumeur distillée ces jours derniers, suivant laquelle un gros achat de 75 000 tonnes de fèves se préparait, n'a pas empêché la tendance de s'effondrer. C'est dire combien les excédents connus et supposés pèsent sur le marché.

ERIC FOTTORINO.



PRODUITS	COURS DU 10-10
Café (Arabica) Trois mois	934 (+ 5) Livres/tonne
Aluminium (London) Trois mois	882 (+ 16) Livres/tonne
Nickel (London) Trois mois	2 390 (- 43) Livres/tonne
Soja (Chicago) Mars	1 169 (+ 29) Cents/bushels
Café (London) Janvier	1 671 (+ 41) Livres/tonne
Cacao (New York) Mars	1 854 (- 51) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Mars	277,75 (+ 3,25) Cents/bushels
Métal (Chicago) Mars	156,75 (- 3,25) Cents/bushels
Soja (Chicago) Janvier	144 (+ 6,78) Dollars/bushels

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

LES DEVISES ET L'OR

Le SME en crise aiguë

Crise du mark, selon le gouvernement français ? Crise du franc, selon le gouvernement allemand ? Bien plus sûrement crise du système monétaire européen lui-même, écartelé entre des partenaires de forces inégales, face à une baisse du dollar qui, en portant la spéculation sur le mark, a fini par faire craquer le système. Cela faisait quatre ans que l'on n'avait pas connu une tempête monétaire de ce calibre, plus précisément depuis mars 1983, juste avant la troisième dévaluation en dix-huit mois, avec, comme aboutissement, un nouveau réajustement du SME, comme celui qui va très vraisemblablement être décidé pendant le week-end à Bruxelles. La tension, il faut le dire, était devenue insupportable, en dépit des déclarations officielles, péremptoires, tentatives ou muscades qui se multipliaient en ces moments-là.

Après un bref répit lundi, le cours du mark revenait, à Paris, un peu au-dessous de 3,31 F, les ventes de francs au profit de la devise allemande reprenant de plus belle. Elles provoquaient de telles sorties de devises (3 à 5 milliards de marks, soit 10 à 15 milliards de francs) que la Banque de France, mardi vers 15 heures, fit connaître qu'elle n'interviendrait plus pour acheter des francs contre des marks à 3,31 F, et en fait, qu'elle laisserait « filer » la monnaie allemande jusqu'à son cours plafond, 3,303 F fixé le 6 avril 1986 à Osnabrück. La France ne quittait pas le SME et ne laissait pas flotter sa devise : simplement, elle entendait « laisser filer » le mécanisme de « flexibilité communautaire », c'est-à-dire qu'elle contraignait la Banque fédérale d'Allemagne à intervenir conjointement avec l'Institut d'émission français pour défendre les parités de leurs devises, en vendant des marks et en achetant des francs. Ce dispositif permettrait, également, à la Banque de France de tirer sur les facilités de financement à très court terme auprès du Fonds européen de coopération monétaire (FECOM), pour des montants illimités sur une durée de quarante-cinq jours, puis trois mois, renouvelable une fois. En l'occurrence, l'Institut d'émission pouvait, via le FECOM, et contre remboursement ultérieur, se faire prêter des marks

par la Bundesbank, qui était, également, habilitée à se faire rembourser par la France les marks qu'elle vendait sur le marché. Dans le SME, c'est la Banque centrale de la monnaie la plus faible qui assume tout le poids de la défense. Mercredi, tout le SME s'embrasait, les banques centrales européennes, essentiellement la Bundesbank, consacrant plus de 5 milliards de marks à la défense des parités.

Se trouvaient à leur cours-plancheur par rapport au mark, outre le franc français, la couronne danoise, le franc belge et la livre irlandaise. En outre, la Banque fédérale d'Allemagne se voyait contrainte jeudi de soutenir le dollar, pour éviter que sa baisse n'accroisse encore les tensions. Quant à la Banque d'Italie, elle devait intervenir pour empêcher le mark de trop monter à Milan, après avoir franchi son cours-pivot de 700 lire et atteint 709 lire, record historique, son plafond se situant à 742,95 lire.

Vendredi, après un début de matinée plus calme, la spéculation sur le réajustement du SME pendant le week-end, sans attendre les élections allemandes du 25 janvier, reprenait avec violence. La Banque de France intervenait à nouveau (1 milliard de marks la veille), mais beaucoup moins que la Bundesbank, qui devait vendre plusieurs milliards de marks (3,5 ou même davantage) à tous ceux qui voulaient en acheter. La Banque de Belgique et la Banque du Danemark devaient relever leur taux d'intérêt, jusqu'à 14 % vendredi à Copenhague.

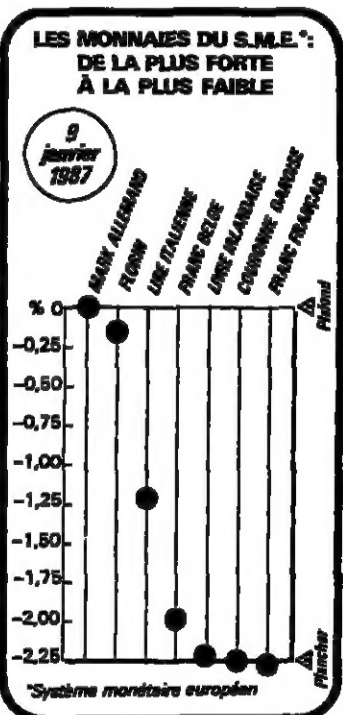
Trop, c'était trop ! La « force des marchés », une fois de plus, avait raison de l'obstination des dirigeants, notamment en RFA, où le chancelier Kohl se refusait à tout réajustement en période électorale. Les industries allemandes, qui réalisent 50 % de leurs exportations sur les pays de la CEE contre 10 % sur les Etats-Unis, protestaient contre toute réévaluation du mark de nature à réduire leurs marges ou leurs livraisons. Quant aux agriculteurs, ils assuraient qu'ils se trouveraient lésés, malgré le nouveau régime de montants compensatoires décidé à Fontainebleau en 1985. Mais, très vraisemblablement, la

Bundesbank, peu soucieuse de voir ses ventes de marks gonfler encore davantage la masse monétaire allemande, dont elle s'efforce à freiner le gonflement, a dû faire pression sur le gouvernement de Bonn pour arrêter les frais. En France, on s'inquiétait d'avoir à maintenir des taux d'intérêt élevés sur le marché interbancaire, au risque de déclencher un relèvement général du coût du crédit, désastreux dans la période actuelle.

A la veille du week-end, la spéculation évaluait ses risques : 3 %, 4 %, 5 % ou 6 % de modification dans les parités, notamment mark-franc. Avec un mark réévalué de 4 % (sur l'ancien cours-pivot de 3,2561 F) le cours de la devise allemande serait susceptible de s'élever seulement à 3,31 F, puisque, dans l'immédiat, il retomberait à son nouveau cours-plancheur, précisément 3,31 F, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises. Avec 5 % de réévaluation, il coterait 3,3437 F son nouveau cours-plancheur situé à 2,25 % au-dessous du cours-pivot actuel. Ojoie du SME !

Quant au dollar, il a été victime, en fin de semaine, d'un nouvel accablant de faiblesse, après une déclaration de M. Baker, secrétaire américain au Trésor, suivant laquelle le déficit commercial américain pour décembre pourrait égaler celui de novembre (19 milliards de dollars, record historique), avant une amélioration en 1987. L'effet de ce propos fut marqué : le dollar plongea à Tokyo, où la Banque du Japon jeta dans la balance 2,5 milliards de dollars, sa plus grosse intervention depuis deux jours, pour empêcher le cours du billet vert de tomber au-dessous de 158 yens. Commentaire de M. Kishimoto Miyazawa, ministre nippon des finances : « Nous interviendrons quel qu'en soit le coût ».

FRANÇOIS REMARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 5 AU 9 JANVIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.L.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Lire	Lire italienne
Londres	—	—	—	—	—	—	—	—
New-York	1,4768	—	15,6817	62,2838	32,1930	2,3837	46,2214	0,7735
Paris	1,4935	—	15,7418	62,1697	32,1240	2,3837	46,1361	0,7748
Bruxelles	1,4924	—	15,7418	62,1697	32,1240	2,3837	46,1361	0,7748
Zurich	1,4924	—	15,7418	62,1697	32,1240	2,3837	46,1361	0,7748
Frankfurt	1,4924	—	15,7418	62,1697	32,1240	2,3837	46,1361	0,7748
Bonn	1,4924	—	15,7418	62,1697	32,1240	2,3837	46,1361	0,7748
Amsterdam	1,4924	—	15,7418	62,1697	32,1240	2,3837	46,1361	0,7748
Milan	1,4924	—	15,7418	62,1697	32,1240	2,3837	46,1361	0,7748
Tokyo	1,4924	—	15,7418	62,1697	32,1240	2,3837	46,1361	0,7748

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 9 janvier, 4,0436 F contre 4,0180 F le vendredi 2 janvier.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'espoir, soudain

Lorsqu'on est au fond du trou et qu'on aperçoit un petit rayon de soleil, quel soulagement ! Pour le marché obligataire français, ce rayon est apparu mardi, après une plongée au enfer lundi, jour où les investisseurs sur le marché à 103,90, au plus bas depuis la fin de février dernier, avec des rendements de 9,30 % ou 9,40 % pour les emprunts d'Etat. La Banque de France n'avait-elle pas porté de 8 1/4 % à 8,50 % le taux de ses pensions à sept jours et le loyer de l'argent au jour le jour sur le marché interbancaire ne se situait-il pas à 9 % et au-dessus, sans aucune indication sur la prolongation dans le temps d'une telle tension ? C'était le désespoir.

Le lendemain, toutefois, un sentiment nouveau commença à se faire jour. La crise du SME, qui obligeait la Banque de France à manier l'arme des taux pour défendre le franc, n'était pas susceptible de se prolonger sans de graves inconvénients pour l'Europe entière, et un réajustement paraissait inéluctable, même avant les élections allemandes du 25 janvier. Dans ces conditions, la tension des taux en France n'était que temporaire, et les opérateurs en prirent, subitement, conscience. Résultat : les cours bondirent sur le MATIF dès mardi : un point de plus, à 105,45 sur mars, jeudi et vendredi, un point encore mercredi, avec consolidation jeudi et nouveau progrès vendredi soir à près de 107. Du coup, les rendements sur le marché secondaire amorcèrent

une dégrise, se retrouvant à moins de 9 % à la veille du week-end, fléchissant même, sur certaines émissions d'Etat, à 8,70 %.

La première adjudication d'obligations assimilables du Trésor (OAT) pour l'année 1987, redoublée par le marché, s'effectuait avec succès et dans des conditions encore inespérées au début de la semaine, grâce, précisément, à la reprise du MATIF. Le Trésor a pu lever 6,15 milliards de francs deux tranches à taux fixe, avec un rendement moyen de 8,94 % pour la première et de 8,90 % pour la seconde. A la veille du week-end, les opérateurs constataient que, pour la première fois depuis quatre mois, une légère surcote se manifestait, alors qu'auparavant la décade était imminente sur le marché gris. Ils se déclaraient satisfaits par les rendements obtenus et par les montants adjugés, qui ne dépassaient pas ce que le marché pouvait absorber.

Un tel climat a même permis à la deuxième émission d'OAT, effectuée non pas par adjudication mais auprès du Syndicat bancaire de placement par prise ferme, de se placer, vendredi, dans la journée, avec un très vil succès. Il est vrai que la formule s'y prêtait : taux variable égal au taux actuariel pondéré constaté lors des adjudications hebdomadaires de bons du Trésor, à la date de la vente, à la date de la dernière adjudication de tels bons, lundi 5 janvier, le taux était de 9,30 %.

Les gérants de SICAV et de fonds communs de placement se sont jetés dessus, bien qu'un tel papier soit assez incontrôlable, avec des taux très instables. En tout cas, M. Riquelme, qui, avant, avait tenté, les livres à la BNP pour le compte du syndicat, peut se frotter les mains : c'est un succès.

Certes, on ne peut pas dire que l'horizon se soit subitement éclairé. Le marché a terriblement souffert et se montre très prudent : comme pour les grèves, on assiste au « pourrissement de la morosité », et, comme l'expriment assez drôlement un opérateur : « Quand on n'est tapé sur la tête avec un marteau pendant des semaines, cela fait tellement de bien quand ça s'arrête ! ». Une grande nervosité continue à régner, avec des aller-retour rapides, régime qui pourrait perdurer tout au long de 1987. Néanmoins, comme le suggère avec un humour un peu grinçant un membre éminent du Trésor, les hausses brutales de rendements à Paris ont permis de reconstituer une marge de baisse pour les émissions futures et de rendre possibles de nouvelles anticipations, alors que le marché était arrivé à une impasse à l'automne lorsque les taux à long terme, à 7,50 %, butaient sur ceux à court terme (un peu plus de 7 %). C'est une façon de voir les choses, mais qui peut parfaitement s'appliquer à la situation actuelle, où les liquidités sont fortes, une cinquantaine de milliards de francs en janvier.

F.R.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Tchad : Goukouni Oueddei appelle les belligérants à déposer les armes. — La guerre du Golfe. 4 La visite officielle en Italie et au Vatican du général Jaruzelski. — La coopération entre le Japon et l'Australie.	6 Le congrès du MRG à Montpellier. — Défense. — Presse. RÉGIONS 8 France riche et France pauvre.	7 M. Chalandon va consulter les entreprises candidates à la construction de prisons privées. — Un nouveau rapport d'expertise contredit la version du policier qui a tué William Normand. — Sports : le Paris-Alger-Dakar.	9 Barbara reprend la route. — Un entretien avec Bernard Marie Koltès. COMMUNICATION 11 Point de vue : Le plan « MEDIA » de la CEE, par Hilde Lhoest.	12 Les mouvements de grève dans le secteur public. 13 Les Douze tentent de régler la crise monétaire. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés.	Carnet 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 DATES 2 Il y a quarante ans : l'échec de Staline en Iran.

Les mouvements sociaux dans le secteur public et leurs conséquences

Reprise progressive du travail à la SNCF

Au moment où M. Edmond Maire juge « très positif » le « réveil social » des salariés, la fièvre semble retomber à la SNCF et à EDF. Paradoxalement, on assiste à un mouvement progressif de reprise du travail à la SNCF, mais sans détente réelle, tandis qu'à EDF la brusque détente apparue dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 janvier ne se traduit pas encore au début du week-end par une régression de la grève. Alors que les usagers mécontents se mobilisent de plus en plus, malgré l'appel « à la raison » de M. Jacques Chirac venant après l'appel à manifester de ses lieutenants, le week-end devrait être décisif pour l'évolution des conflits.

À la SNCF, les cheminots étaient de plus en plus nombreux à reprendre le travail, avec, selon la formule d'un syndicaliste qui dépeint bien le climat de cette fin de grève, la « rage au ventre ». Samedi matin, les résultats des votes des assemblées générales avaient été recensés dans 74 dépôts sur 94 : la reprise du travail aurait été votée dans 325 d'entre eux, mais la plupart de ceux qui s'étaient prononcés pour la grève auraient dû « basculer » vers la fin du conflit au cours de la journée de samedi.

Ce qui apparaît le plus significatif dans cet effritement du mouvement contestataire à la SNCF, c'est que, là où la poursuite de la grève a été votée, les cheminots qui veulent reprendre le travail non seulement ne sont plus conduits par leurs camarades, mais retrouvent effectivement leurs « machines ». À Roitiers, l'assemblée générale avait voté la continuation de la grève par 47 voix contre 41. Ces « 41 » décidaient cependant de reprendre aussitôt le travail. Face à leur attitude, les 47 « jusqu'au-boutistes » ont préféré faire de même pour ne pas se diviser.

Ce climat de reprise — qui n'est pas exempt d'incidents, puisqu'un non-gréviste a blessé trois de ses collègues en foyant un piquet de grève à Nice, tandis que des « saboteurs » étaient signalés dans le Calvados et dans le Doubs — oblige les syndicats à dévaler un peu plus leurs positions. Localement, les autonomes de la FGAAC semblent peser souvent en faveur de la reprise. Moins nette, la position de la fédération des transports et de l'équipement CFDT va dans le même sens, puisqu'elle estime que « l'action des cheminots a permis d'obtenir des résultats positifs, notamment pour les travaux posés et les bas salaires. La fédération estime ne pas pouvoir obtenir davantage dans cette grève, aujourd'hui, au niveau national ».

Réaction aux manifestations des usagers

La CGT, elle, semble plutôt favorable à une poursuite du mouvement, puisque la fédération des cheminots affirme que « plus que jamais le maintien d'un puissant rapport de forces est la condition nécessaire à une issue positive du conflit ». Mais, tout en étant « avec tous les cheminots qui se battent », elle est « aussi aux côtés des cheminots qui ont décidé de suspendre l'action, mais qui, loin de s'estimer battus, sont prêts à se remettre en grève et à évoluer dans la situation générale le rend nécessaire ». Mais elle condamne la CFDT et la FGAAC favorables à la reprise dans « de nombreux centres ». Si la très grande majorité des dépôts ne devaient pas continuer la grève au-delà de dimanche, quelques bastions obstinés, comme Toulouse, Marseille, Montpellier et Bordeaux, risquent de rester dans l'action la semaine prochaine.

La CGT s'y emploie d'autant plus qu'elle pourrait prendre une nouvelle initiative confédérale la semaine prochaine. Il lui faut donc maintenir un minimum de pression à la SNCF jusqu'à la RATP. Dans cette perspective, elle réagit très vigou-

reusement aux manifestations d'usagers encouragées par le RPR et l'UDF en affirmant qu'il faut « barrer la route à la haine anti-ouvrière ». Son union des fonctionnaires, bien affaiblie, vient par ailleurs d'appeler ses organisations à « faire décider par les syndicats et les assemblées générales de personnels leur mise en grève dès lundi ». Il s'agit en l'espèce d'obtenir l'ouverture immédiate de négociations salariales dans la fonction publique, la CFDT et la CFTC venant de présenter la même demande.

La CGT risque cependant de se retrouver rapidement seule dans la grève à EDF. Alors que les baisses de production étaient faibles samedi matin et n'entraînaient pas de délestages, la direction a, en effet, engagé dans la soirée de vendredi, après avoir négocié quelques assouplissements avec Matignon, une consultation avec les cinq syndicats, reçus séparément afin de modifier le contenu de l'accord salarial 1987 proposé (le Monde du 8 janvier).

Les concessions annoncées ne sont pas minces, même si l'affichage est suffisamment habile pour masquer tout recul. La « prime exceptionnelle » de 0,4 % de la masse salariale qui devait être versée en 1987 en raison des « excellents résultats de 1986 » a été supprimée. Mais elle est remplacée par une mesure d'augmentation de 0,4 % au 1^{er} janvier 1986 (soit un gain moyen de 400 F par an et par salarié au milieu de la grille). Officiellement, cette ouverture est justifiée par la faiblesse de l'effet de report des augmentations salariales de 1985 sur 1986 (0,46 %, soit le plus faible des entreprises publiques). Cela permet à M. Chirac de ne pas perdre la face en restant fidèle à ses recommandations pour 1987. En revanche, il donne à posteriori un coup de cœur à sa recommandation du 5 mai 1986 qui prévoyait au gel des augmentations générales pour l'ensemble du secteur public. Par ailleurs, une négociation va s'engager sur l'intéressement, et une autre sur l'organisation du travail. Cette dernière pourra aboutir à des réductions « individuelles » du temps de travail

des agents en poste ou en contact avec le public dès lors qu'il y a, conformément à la directive de M. Chirac, amélioration du « service rendu au public ».

EDF a conditionné l'accord à la signature de quatre syndicats, ce qui est une nouveauté. Si la signature de FO est acquise après celles de la CGC et de la CFTC, celle de la CFDT est encore incertaine. Le bureau de la Fédération de l'énergie CFDT a voté dans la nuit en faveur de la signature et de la fin de la grève, mais il lui reste à convaincre son conseil. En tout état de cause, FO, et très vraisemblablement la CFDT, vont sortir de la grève, laissant la CGT en face-à-face avec le gouvernement.

MICHEL NOBLECOURT.

Situation toujours bloquée à la RATP

En début de week-end, la situation apparaît bloquée à la RATP au moins jusqu'à mardi. Si les syndicats CFTC, FO et autonomes non-conducteurs ont accepté l'accord de salaires 1987 et devaient le signer mardi 13, en revanche le Syndicat majoritaire, a décidé de poursuivre la grève au moins jusqu'à lundi 12 inclus, où il devrait tenir une assemblée générale à 16 h 30. Les autres syndicats grévistes ont adopté la même position, les contacts informels avec la direction n'ayant abouti à aucun rendez-vous de négociation.

Samedi dans la matinée le RER était le plus perturbé avec une rame sur dix-neuf sur la ligne A et deux sur dix-neuf sur la ligne B. Dans le métro, les lignes les plus touchées étaient la 4 (Orléans-Châteauneuf) avec une rame sur douze, la 7 (Vivier-Fort-d'Aubervilliers) et la 11 (Hôtel-de-Ville-Lilas) où le trafic était assuré à 50 %. Au total, le trafic était de 75 % pour le métro et de 70 % pour les autobus, selon la RATP.

Les centres de transfusion sanguine affectés par les grèves... et le SIDA

Certains centres de transfusion sanguine manquent actuellement de sang. Ce début de pénurie, dû principalement aux grèves dans les transports, est surtout observé dans de grands centres hospitaliers. Il s'accompagne d'un deuxième phénomène : inquiètes du SIDA, de nombreuses personnes vont dans des camions de collecte de sang dans le seul dessein de se faire dépister gratuitement. Des unités mobiles de collecte ont dû être supprimées.

Au centre de transfusion sanguine de l'hôpital Pitié-Salpêtrière (Paris), les grèves qui se sont succédées depuis le mi-décembre ont eu des conséquences dramatiques : les dons de sang ont diminué d'environ 40 %. « Les donneurs ont tellement peur de manquer l'un des rares métros ou trains de banlieue en circulation, remarque le docteur Maurice Mollereau, qu'ils ne font plus le détour par le camion de transfusion ». Les spécialistes de la transfusion sanguine sont ainsi obligés de faire venir en urgence des flacons de sang de certaines villes de province. Principal groupe sanguin manquant : le « 0 négatif », au Centre national de transfusion sanguine, en revanche, on ne constate pas de baisse notable, sinon celle, traditionnelle qui se produit au moment des fêtes.

À ce début de pénurie de sang s'ajoute un deuxième problème auquel sont de plus en plus confrontés les spécialistes du prélèvement : l'épidémie de SIDA qui incite de nombreuses personnes à aller donner leur sang afin de bénéficier d'un test de dépistage gratuit. Certains camions de prélèvement de sang ont ainsi été retirés de la circulation, la proportion de donneurs séropositifs étant jugée trop importante (jusqu'à 1 %), faisant par-là même courir un risque — essentiellement théorique — à ces malades receveurs. « Il ne faudrait pas confondre les camions de collec-

tage de sang avec des centres de dépistage, explique le docteur Mollereau. Toute personne inquiète doit savoir qu'il existe des centres de dépistage où elles pourront consulter gratuitement. À La Pitié-Salpêtrière, sur un simple appel téléphonique, on peut prendre rendez-vous pour une consultation ». Le seul risque est dû aux personnes qui viennent d'être contaminées par le virus du SIDA et qui n'ont pas en le temps de fabriquer des anticorps. À ce stade en effet, les tests de dépistage ne peuvent détecter la contamination. « De toute façon, poursuit le docteur Mollereau, nous ne prenons aucun risque. Tout flacon de sang provenant d'une personne à propos de laquelle nous avons un doute est écarté et automatiquement jeté ».

De nombreux centres de collecte mobiles ont effectivement été supprimés, confirme le docteur Garetta, directeur du Centre national de transfusion sanguine (CNTS). De même, depuis plusieurs mois, nous ne collectons plus de sang en milieu carcéral. Dans les prisons, les spécialistes de la transfusion sanguine jugent que la situation est devenue « alarmante ». Il n'est pas rare, indique l'un d'entre eux, que des taux de séropositivité de l'ordre de 60 % soient observés parmi les toxicomanes incarcérés. À la direction générale de la santé, on indique toutefois que si la proportion des détenus séropositifs est effectivement forte parmi les toxicomanes et les Africains, toutes les études ont montré que le mode de transmission homosexuelle était quasi inexistant en prison. Il n'a pratiquement jamais été observé de cas de transmission du SIDA à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire.

Tous les spécialistes de la transfusion sanguine rappellent cependant que le fait de donner son sang n'expose à aucun risque de transmission d'une maladie virale comme le SIDA. La sécurité est absolue à 100 %. Trop de gens pourtant ne donnent pas leur sang par peur de contracter la maladie. Pour pallier en partie ces difficultés, les spécialistes de la transfusion sanguine préconisent de plus en plus souvent, en cas d'intervention chirurgicale non urgente, l'auto-transfusion préalable (le Monde du 26 mars). Le futur opéré devient ainsi son propre donneur.

FRANCK NOUËL.

M. Michel Lavalon président de l'université de Compiègne

M. Michel Lavalon a été nommé président de l'université de technologie de Compiègne. Il remplace M. Guy Denizeau, qui a présidé à la création et aux destinées de cette université depuis 1973. Le statut dérogatoire de cet établissement particulier a été observé de près en effet : le président de l'enseignement supérieur dans une liste de trois noms établie par le conseil d'université.

[Né le 27 septembre 1930 à Morlaix, M. Michel Lavalon est diplômé de l'École supérieure de physique et chimie de Paris et docteur en sciences, ingénieur chez Pétrolimex (1955-1963), il poursuit sa carrière au groupe Rhéa-Poulenc, dont il devient en 1978 directeur des relations humaines, puis, en 1980, directeur général des recherches et du développement avant d'être en 1983 conseiller du président, M. Le Floch Prigent. M. Lavalon est depuis 1983 président de l'Institut de recherche chimique appliquée et vice-président de l'Association nationale pour la recherche chimique (ANRC). Depuis 1985, il était vice-président de la Mission scientifique et technique (MST) au ministère de la recherche.]

Polémique entre les hommes politiques

M. Jacques Chirac s'est employé, toute la journée du vendredi 9 janvier, à tempérer les appels à l'action civique lancés par ses propres amis politiques contre la poursuite des mouvements de grève.

Comme il l'avait fait le matin, à l'hôtel de Ville de Paris, en tant que maire, le premier ministre a profité de l'inauguration, l'après-midi, du Salon de la décoration intérieure, qu'il a présidée, à la porte de Versailles, pour mettre en garde contre les risques de débordements. Il a souligné que la manifestation envisagée lundi 12 janvier, à 17 heures, place du Palais-Royal, à Paris, par les élus RPR et UDF de la capitale, au nom des usagers en colère, se déroule « dans le calme et la sérénité ».

En revanche, le chef du gouvernement s'est déclaré « réservé » à l'égard de l'appel lancé par M. Roland Nungesser, député RPR du Val-de-Marne, qui avait préconisé une « manifestation de masse » analogue à celle du 30 mai 1968 sur les Champs-Élysées.

Évoquant les négociations engagées à la SNCF et à EDF, M. Chirac a souligné : « Je fais confiance aux entreprises publiques, qui ont reçu du gouvernement des instructions très claires, pour entretenir un indispensable dialogue social, une concertation absolument nécessaire, pour trouver avec des interlocuteurs de bonne foi — il en est fort heureusement, s'ils ne le sont pas tous — des solutions qui permettent de sortir de la crise ».

Enfin, le premier ministre a de nouveau demandé « à chacun de

comprendre que le gouvernement, vis-à-vis de la possibilité de faire nos vies, a tenté de tempérer les appels à l'action civique lancés par ses propres amis politiques, mais les grands équilibres, ne peut pas modifier sa position ».

Le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, qui avait été le premier à appeler les élus de la majorité à se mobiliser contre les grévistes, a expliqué, ce même vendredi, que « le droit de se chauffer et de circuler » était « aussi essentiel que le droit de faire grève ».

« C'est pourquoi, a-t-il dit, nous soutenons ceux qui veulent exprimer le droit de travailler ».

« Ce ne sont plus des grèves contre le gouvernement », a affirmé le ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin, mais des grèves contre les Français. Nous avons franchi les bornes de l'exercice normal du droit de grève ».

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, est lui aussi entré en piste, au cours d'une conférence de presse, en appelant à « une grande manifestation contre la grève des saboteurs et contre le laxisme du gouvernement », lundi à 17 heures (à la même heure que le RPR et l'UDF par ailleurs), place de l'Opéra à Paris. Or la veille, le secrétaire général de son parti, M. Jean-Pierre Stirbois, avait accusé le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, de faire preuve d'« irresponsabilité » en cherchant à « dresser les usagers contre les grévistes ». « La manifestation de Toubon, c'est le signe de la faiblesse, a expliqué vendredi M. Stirbois. La nôtre, c'est le signe de la force ».

Quant au président du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), M. Philippe Malaud, il a estimé que « le gouvernement paie le prix de son inaction dans le domaine crucial de la stricte réglementation du droit de grève dans le secteur public ».

Du côté de l'opposition de gauche et d'extrême gauche, la dimension politique du conflit est désormais au moins aussi présente que sa dimension sociale dans les réactions des différents partis. Ainsi le bureau politique du PSU estime-t-il que « la poursuite des grèves n'est due qu'à l'intransigence du pouvoir et à ses

provocations ». La Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) dénonce les violences diverses allant jusqu'aux « attaques à main armée » contre les grévistes et l'EDF, et remarque : « La défense démocratique d'une grève passe dorénavant par la protection des locaux et des grévistes, face aux escadrons de choc d'un pouvoir et de son parti dominant ».

Peut-être moins radicale, l'autre organisation trotskiste, Lutte ouvrière (LO), remarque surtout que « ce qui est en jeu, ce n'est pas le droit de grève, mais le droit de travailler ».

Le PC : « les chiens de la haine sont lâchés »

Claude Cabanes, dans l'éditorial de l'Humanité du samedi 10 janvier, a des mots aussi durs que les trotskistes pour condamner l'orchestration par le gouvernement des provocations d'usagers en colère : « Les chiens de la haine sont lâchés (...), écrit l'éditorialiste du quotidien communiste. Cette violence des gros manœuvres qui bafouent naturellement les lois est organisée et encouragée par le gouvernement lui-même (...), on n'attend plus que les chartes de M. Pasqua pour conduire hors du territoire tous les rouillards, tous les employés du gaz et tous les agents du tri postal en grève (...). Dans les couloirs, les Chirac mobilisent les provocateurs en costume trois pièces, et sur les moquettes des salons, il chante l'air du dialogue. Voilà pour la tentative du premier ministre de se situer « au-dessus de la mêlée ».

Mais si l'Humanité attaque le gouvernement, elle vise aussi le PS. Claude Cabanes répond ainsi à M. Jospin, qui s'était interrogé sur le bien-fondé de l'attitude de la direction du PCF : « Qu'il soit persuadé, lance l'éditorialiste communiste, que le PCF fait « tout ce qu'il faut » pour que les hommes qui « font » la SNCF, la RATP, l'EDF, les PTT, etc., disposent de meilleurs salaires, de conditions de travail plus humaines, d'un avenir plus sûr, de plus de dignité. Le PCF est avec ceux qui ont lutté, qui luttent et qui lutteront pour cela. On en est beaucoup moins certain de M. Jospin ».

M. JEAN POPEREN invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jean Popere, membre du secrétariat national chargé des élections au Parti socialiste, « numéro deux » du PS, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 11 janvier, de 19 h 15 à 19 h 30.

Le député du Rhône, maire de Meyzieu, répondra aux questions d'André Ponsard et de Jean-Louis Andrieu, du Monde, et de Dominique Pennequin et de Gilles Leclerc, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Balout.

berdy
le prêt à porter
pour les grands,
les très grands,
et les costards.
PARIS 12^e
86 av. Ledru-Rollin
Tél. 46.28.18.24
PARIS 17^e
79, av. des Ternes
Tél. 45.74.35.13

SOLDES
chaussures
grandes
pointures

A B C D E F G H